# Ferdinando Galiani

# DE LA MONNAIE

(1751)

TRADUIT & ANALYSÉ

AVEC BIBLIOGRAPHIE, INTRODUCTION

& NOTES

PAR

G. - H. BOUSQUET Professeur à la Facults de Droit d'Alger ET

J. CRISAFULLI

Docteur en Droit
de l'Université de Pavie

Librairie Marcel Rivière et Cie

PARIS

# FERDINANDO GALIANI

# DE LA MONNAIE

(1751)

# TRADUIT ET ANALYSÉ AVEC BIBLIOGRAPHIE, INTRODUCTION ET NOTES

#### PAR

# G.-H. BOUSQUET

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT D'ALGER ET J. CRISAFULLI

DOCTEUR EN DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PAVIE

« Galiani's treatise della Moneta would have been received with respect, if it had appeared in 1851 ». (J. Schumpeter, History of Economic Analysis).

1955

LIBRAIRIE MARCEL RIVIERE ET CIE 31, Rue Jacob PARIS (VI•)

# DELLA MONETA

LIBRI CINQUE

DI

FERDINANDO GALIANI
EDIZIONE SECONDA.



IN NAPOLI MDCCLXXX.

NELLA STAMPERIA SIMONIANA

Gov licenza de Superiori.

# TABLE DES MATIÈRES

		PAGES
Avertissement		7
Introduction:	Galiani et son Della Moneta	11
		33
Préface		39
	LIVRE PREMIER	
	DES METAUX	
<b>C</b> hapitre I	Découverte de l'or et de l'argent ; leur utilisation pour la monnaie	43
Chapitre II	Théorie de la valeur des biens. Utili- té et rareté. Principes immuables de la valeur	46
Chapitre III	Que les métaux valent en tant que tels bien plus que comme monnaie	67
Chapitre IV	Les métaux sont nécessaires à la Mon- naie. Définition de la Monnaie. Qualités particulières des métaux nécessaires à la monnaie	69
	LIVRE II	
DF	E LA NATURE DE LA MONNAIE	
Chapitre I	De la nature de la monnaie et de son utilité	75
Chapitre II	La monnaie en tant que commune mesure des prix. Monnaies imaginaires et de compte	80
Chapitre III	De la monnaie de cuivre, d'argent et d'or	92
<b>C</b> hapitre IV	D'une estimation équitable de la valeur des métaux précieux et de la monnaie. Nocivité de l'excès de monnaie. L'homme est la vraie richesse	95
Chapitre V	La frappe de la monnaie	99
Chapitre VI		99
Chapitre VI	Des alliages	73

## LIVRE III

# DE LA VALEUR DE LA MONNAIE

			PAGES	
Chapitre I	Du rapport entre la valeur des trois métaux utilisés comme monnaie			
Chapitre II	De la dispr monnaies d celles d'un	106		
Chapitre III	Section I	Du rehaussement des mon- naies	107	
	Section II	Des faux avantages du rehaussement	110	
	Section III	Des faux dommages que subirait le Prince en cas de rehaussement	112	
	Section IV	Des faux dommages subis par le peuple	122	
	Section V	Des vrais dommages produits par un rehaussement	12 <b>4</b>	
	Section VI	Des véritables avantages du rehaussement	126	
Chapitre IV		ments monétaires français en	129	
		LIVRE IV		
	DU COURS	DE LA MONNAIE		
Chapitre I				
	Section I	De la circulation de la mon- naie	133	
	Section II	Digressions sur le luxe	134	
Chapitre II		ntation de la quantité de mon-	134	

# TABLE DES MATIÈRES

			PAGES	
Chapitre III				
	Section I	De l'interdiction d'exporter la monnaie	135	
	Section II	De l'achat d'immeubles sou- mis à l'autorité d'un autre		
		Prince	136	
Chapitre IV		ne des monnaies qui ont cours nmerce	137	
		LIVRE V		
	DU FRUIT	Γ DE LA MONNAIE		
Chapitre I	De l'intérê	t et de l'usure	141	
Chapitres II, III et IV Des dettes publiques, du change et de l'agio				
Table des Mat	ières		145	



ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 17 NOVEMBRE 1955

SUR LES PRESSES DE MM. ATTALI, IMPRIMEURS

92, RUE GEORGES CLEMENCEAU

A CONSTANTINE

# AVERTISSEMENT

Notre modeste publication, destinée à ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Science Economique, a pour but de contribuer à faire connaître, hors des frontières de l'Italie, sinon un auteur, du moins un ouvrage, très méconnu.

Une fois déjà, J. Crisafulli et moi-même, nous sommes efforcés d'attirer l'attention sur un très grand économiste, Francesco Ferrara (1810-1900), mais inconnu à l'étranger, parce que son plus grand titre de gloire est d'avoir rédigé des « Préfaces » à des traductions, préfaces pourtant, qui formeraient souvent de petits volumes, d'un contenu admirable.

Les efforts que nous faisons, cette fois en faveur de Galiani, ne sont peut-être pas inutiles et s'inspirent de la même tendance : faire connaître en France des auteurs italiens, méconnus à tort. Le Maître Luigi Einaudi (1) n'a-t-il pas écrit : « In verità, dal 1750 al 1850, l'Italia ebbe due soli veramente grandi economisti, Galiani e Ferrara ». Il était donc bon de rendre hommage successivement à l'un et à l'autre.

Le cas de Galiani est différent de celui de Ferrara. Son nom est bien connu en France; ses Dialogues n'ont pas cessé d'être lus et cités chez nous, depuis bientôt deux siècles, et à juste raison, puisqu'ils constituent un monument littéraire en langue française, à l'égal de sa célèbre Correspondance.

Par contre, son Della Moneta est demeuré presqu'inconnu ; seuls, quelques spécialistes l'ont étudié et apprécié. L'hommage que lui rend Schumpeter et que nous avons reproduit en exergue, montre qu'il y a là une grave injustice, que nous voudrions réparer dans la mesure de nos faibles forces.

Ce traité est d'abord un ouvrage d'ensemble, étonnant si l'on songe à la jeunesse de l'auteur, mais il serait sans doute dénué d'intérêt, de nos jours, s'il ne contenait pas, d'une part, des vues de

<sup>(1)</sup> Saggi, etc., p. 177. Je renvoie une fois pour toutes, en ce qui concerne les auteurs cités, à la Bibliographie qui suit l'introduction.

premier ordre sur la valeur, et de l'autre, des idées remarquables concernant diverses questions monétaires.

Nous avons donc pensé qu'en publiant une analyse du tout (Della Moneta est assez volumineux), et en en traduisant les passages les plus intéressants à ce double point de vue, nous pourrions atteindre notre but (1). Une notice sur Galiani et son livre fournira quelques informations utiles sur l'homme et son œuvre. Une bibliographie non exhaustive, mais assez importante, peut servir à ceux qui voudraient pousser plus loin leur étude de cet auteur et de son ouvrage.

En ce qui concerne les notes, j'ai procédé, comme dans mon Adam Smith (2), en donnant souvent la parole aux auteurs qui ont étudié Galiani, sans que, pour cela, j'accepte nécessairement leur point de vue. On trouvera l'indication de leurs travaux à la bibliographie. Cependant « Marx » renvoie au Tome I du Capital; (G) indique, — ce qui est rarissime, — une note de Galiani lui-même, (C), une note de J. Crisafulli. Tout le reste est de moi.

Il n'existe aucune traduction du Della Moneta. Le présent travail, donc, n'est pas inutile. Il l'est d'autant moins que le texte italien, en tous cas celui que j'ai eu sous les yeux, n'est pas annoté. Même à cet égard, j'apporte donc un peu de nouveau.

Mon ami Crisafulli a bien voulu, cette fois encore, m'apporter toute son aide, et je l'en remercie vivement : sans lui, ce livre n'aurait pas vu le jour (3).

G.-H. B. Roma, Palazzo del Quirinale, aprile 1954 Alger, Kinâs el Wa'ila, juin 1955

<sup>(1)</sup> Afin de permettre au lecteur de se rendre compte des proportions de l'ouvrage, nous avons indiqué, en tête de chaque chapitre, la pagination de l'édition Nicolini.

<sup>(2)</sup> Adam Smith, textes choisis et préface (Collection des grands économistes).

<sup>(3)</sup> Ma reconnaissance va aussi à ma femme, qui, entre autres, a pris la peine de lire le manuscrit entier, me suggérant d'importantes corrections.

# INTRODUCTION

### La vie de GALIANI

Ι

Ferdinando Galiani naquit à Chieti (Abbruzzes) le 2 Décembre 1728 ; son père, Mathieu, y était Auditeur royal. A l'âge de huit ans, il fut envoyé à Naples pour y être éduqué sous la direction de son oncle Celestino Galiani, (1681-1753), archevêque de Tarente et aumônier du Roi de Naples. On ne pouvait choisir un meilleur guide pour son éducation : c'était un prélat éclairé et libéral. Durant un séjour de son oncle à Rome, Ferdinando passa deux ans au Collège des Célestins, où professait, entre autres, l'Abbé Genovesi, le futur auteur des Lezioni di Commercio.

Après avoir terminé ses études de mathématiques et de philosophie aux Célestins, F. Galiani vint, de nouveau, vivre au palais de son oncle où jurisconsultes, philosophes, littérateurs, latinistes célèbres, prirent à cœur de le guider dans ses études. Il fut en particulier initié à l'économie politique par Bartolomeo Intieri et le Marquis Rinuccini; c'était alors une science toute nouvelle et le jeune homme s'y adonna avec passion.

A 16 ans, il fut reçu membre de l'Académie des Emules, qui comprenait l'élite des jeunes gens instruits de Naples. Depuis des années déjà, s'affirmaient les dons exceptionnels de son esprit : remarquable précocité, clarté de la pensée, charme et facilité de l'expression, prodigieux esprit de répartie ; son érudition était solide, et étonnante la variété de ses connaissances. C'est ainsi qu'il présenta en même temps à l'Académie, deux mémoires, l'un sur l'Amour platonique, l'autre sur l'Etat de la monnaie à l'époque de la Guerre de Troie. Il traduisit aussi le traité de Locke sur la monnaie et l'intérêt de l'argent.

Mais ces préoccupations sérieuses n'excluent pas l'ironie et le tour alerte de son esprit, ainsi que le montre l'anecdote suivante : sur la demande de son frère Bernard, il accepte de le remplacer pour lire, en séance solennelle à une grave Académie dont celui-ci était membre, sa dissertation sur la Conception de la Vierge. Le Président de l'Académie, défavorablement impressionné par la jeunesse et la taille extrêmement petite de cet crateur inconnu, lui interdit de parler et prononce un de ses propres discours. Le jeune Ferdinando Galiani en est mortellement offensé et ne tarde pas à se venger.

L'usage était, pour les membres de cette Académie, de composer l'éloge funèbre de tous les personnages importants qui mouraient à Naples. Le bourreau de Naples mourut, et Galiani, avec l'aide d'un ami, composa un recueil de pièces sur la mort du bourreau, qu'il attribua à chacun des Académiciens, en imitant si bien leur style, que l'un d'eux avoua qu'il s'y serait trompé lui-même. Le succès fut immédiat et éclatant, non seulement à Naples, mais même au-delà.

En 1751, poursuivant ses études d'Economie politique, il publia, sans nom d'auteur tout d'abord, son traité *De la Monnaie*, dont la valeur exceptionnelle fut de suite reconnue.

Grâce à son oncle et protecteur, il obtint en récompense le bénéfice de Centola et l'Abbaye de St Laurent, mais il dut, pour pouvoir en jouir, prendre les ordres mineurs, les seuls du reste qu'il prit jamais : il n'avait fait aucune étude théologique.

Son nom, dès lors, commença, malgré son jeune âge, à être connu dans toute l'Italie et il eut en particulier la joie de le constater au cours d'un voyage qu'il fit à Rome, Florence, Padoue, Venise et Turin, où Charles Emmanuel III demanda à s'entretenir avec lui. C'est à ce moment que commença, entre Galiani et les savants, ministres et souverains de l'époque, tant italiens qu'étrangers, un échange de correspondance des plus actifs.

La curiosité et la multiplicité des dons de son esprit le poussaient aux recherches les plus variées ; c'est ainsi qu'il fut amené à collectionner les pierres du Vésuve, dont il découvrit cent quarante et une espèces, et sur lesquelles il écrivit une savante dissertation ; collection et dissertation furent envoyées au Pape Benoit XIV, dont il reçut en retour, le bénéfice canonique d'Amalfi.

Vers la même époque, il devint un des membres les plus actifs de l'Académie d'Herculanum et écrivit divers mémoires pour le premier volume des *Antiquités d'Herculanum*.

Le Pape étant mort en 1758, il publia un éloge de Benoit XIV, que Diderot considérait comme une œuvre remarquable.

En 1759, Galiani, âgé de 30 ans, fut nommé Officier du Secrétariat d'Etat et de la Maison Royale, puis Secrétaire d'Ambassade à Paris.

II

Cette nomination à Paris — où il devait passer une dizaine d'année (1759-1769) —, le remplit de joie et d'enthousiasme. Paris à cette époque, était « la capitale du monde... et avait des attraits qu'on ne rencontrait nulle part ailleurs, et, par dessus tout, cette société dont la politesse exquise, le charme et la grâce, faisaient l'envie et l'admiration des étrangers » (1).

Cependant, au début, l'attente de Galiani fut profondément décue et il y mena une vie obscure et ignorée, dont il souffrit d'autant plus qu'il était célèbre et choyé dans son pays. Mais il fut rapidement remarqué. Présenté dans les salons à la mode, il devint l'hôte assidu et toujours fêté de Madame d'Epinay, Madame Geoffrin, la Duchesse de Choiseul ; il se lia avec le baron d'Holbach, Diderot, Grimm, Marmontel, Morellet, Turgot, Necker. Il était inépuisable de mots et traits d'esprit, joignant à ceci une justesse de vues remarquable. « C'est Platon, disait Grimm, avec la verve et les gestes d'Arlequin ». « Sur les épaules de cet Arlequin, disait Marmontel, était la tête de Machiavel ».

Grand ami des philosophes et des économistes, il était cependant l'ennemi de leurs idées, et opposait en particulier à l'athéisme des premiers une foi profonde. Ceci ne l'empêchait pas de détester les Jésuites.

Ce qui frappe, du reste en lui, c'est l'indépendance de ses opinions et de son caractère : « Je ne puis me donner à personne, écrivait-il, pas même au diable ; je suis à moi ; cela empêchera toujours ma fortune »·

Il écrivit contre les économistes ses Dialogues sur le Commerce des blés, publiés seulement en 1770, mais qui « couraient sous le manteau » depuis plusieurs années et obtinrent un succès considérable. « Un tel livre, disait Turgot, écrit avec cette élégance, cette légèreté de ton, cette propriété et cette originalité d'expression, et par un étranger, est un phénomène peut-être unique. L'ouvrage est très amusant et, malheureusement, il sera très difficile d'y répondre de façon à dissiper la séduction de ce qu'il a de spécieux dans le raisonnement et de piquant dans la forme ».

Parallèlement à sa vie mondaine et à sa vie d'études, l'Abbé Galiani ne négligeait pas les fonctions dont il était investi, et il

<sup>(1)</sup> Perey et Maugras.

s'acquitta de sa tâche de Secrétaire d'Ambassade de façon à conquérir dans le corps diplomatique une position exceptionnelle.

Mais sa brillante carrière à Paris fut soudainement interrompue par son brusque rappel à Naples en Mai 1769.

#### TIT

Galiani revint donc à Naples, où devait s'écouler le reste de son existence. Profondément attaché à ses amis et à Paris, il en fut désespéré : « Sauf la mort, rien de pire ne pouvait me frapper », écrivait-il.

A défaut de la société choisie et spirituelle qu'il avait laissée en France, il y trouva cependant distinctions et honneurs. Il remplit tout d'abord les fonctions de Conseiller de Commerce, dont il fut investi, avec tant de succès, que le Roi lui confia au bout d'un an, la charge nouvelle de Secrétaire du Tribunal de Commerce. De plus en plus satisfait de ses services, le Roi le nomma en 1777, Ministre des Domaines (administration du domaine privé du Roi), puis lui attribua, peu après, la charge d'Avocat fiscal.

Avec une incroyable activité, il mena de front ses fonctions et ses travaux scientifique. Il écrivit, en effet, à cette époque, son traité des Instincts ou des goûts naturels et les habitudes de l'homme, ou Principes des droits de la nature et des gens, tirés des poésies d'Horace. Il édita une grande carte du Royaume de Naples. Il dressa aussi, vers la même époque, le plan d'un opéra, le Socrate imaginaire, dont le poète Lorenzi composa les vers et Païsiello la musique.

Le 8 Août 1779, une terrible éruption du Vésuve ayant jeté l'effroi dans Naples, Galiani écrivit en une nuit la « Spaventosissima descrizione dello spaventoso, etc...» qui amusa tellement les Napolitains qu'ils en oublièrent presque leur terreur! Dans le courant de la même année, parut son étude sur le Dialecte napolitain, et, peu après, un ouvrage de Droit public: Sur les devoirs des princes neutres envers les princes belligérants et de ceux-ci envers les neutres.

Sa réputation ne cessait de grandir, tant dans son pays qu'à l'étranger : l'Impératrice Catherine en parle souvent dans sa correspondance avec Grimm ; le Roi et la Reine de Naples lui marquent une grande faveur.

En 1782, il fut nommé assesseur au Conseil suprême des fi-

nances, ce qui lui causa une particulière satisfaction en raison de la conformité de cette charge avec ses études, peu après lui fut conférée la charge très importante d'assesseur de la surintendance du Fonds de Séparation. Mais c'est à cette époque qu'il éprouva un des plus grands — sinon le plus grand —, chagrins de sa vie en apprenant, en Avril 1783, la mort de son amie, Madame d'Epinay, avec laquelle il n'avait cessé de correspondre depuis son départ de Paris. En cette occasion entre autres, se découvrent ses qualités de cœur et sa sensibilité qu'il masque volontiers à l'ordinaire sous une froide ironie : « Madame d'Epinay n'est plus, j'ai donc cessé d'être !... A l'âge où l'amitié devient nécessaire, j'ai perdu tous mes amis ; j'ai tout perdu, on ne survit point à ses amis ».

Profondément affligé par cette disparition, il se plongea de nouveau dans le travail et proposa la construction du port de Baïes. Il conçut aussi le projet d'établir une communication entre les lacs Arverne et Lucrin et on commença à exécuter ce travail sous sa direction.

Cependant sa santé s'altérait de plus en plus, mais il ne voulait pas en convenir et composait contre ses ennemis littéraires, jaloux de ses succès, de piquantes satires.

Le 13 Mai 1785, il fut frappé d'une attaque d'apoplexie. Sur le conseil de ses médecins, il fit un long voyage en Italie et reçut partout, sur son passage, des témoignages d'admiration. Mais en dépit de tous les soins, sa santé continua à décliner et il finit pas se sentir lui-même gravement touché : « Les morts s'ennuient à périr là-bas », dit-il en plaisantant à ses amis, « ils m'ont envoyé une lettre d'invitation pour aller les rejoindre le plus tôt possible et les égayer un peu ».

Sa fermeté et sa tranquillité d'esprit ne l'abandonnèrent pas, même en ses derniers instants : il mourut paisiblement à Naples, muni des Sacrements de l'Eglise, le 30 Octobre 1787 dans sa cinquante-neuvième année.

Il est enterré, à côté de son oncle, en l'Eglise des Célestins, à Naples.

On a retrouvé dans ses papiers, après sa mort, outre de nombreux manuscrits non publiés, un Commentaire sur Horace, son Dialogue sur les femmes et de nombreux volumes de sa corespondance, publiés postérieurement et qui ne sont pas la partie la moins curieuse et la moins brillante de ses œuvres.

## Le Traité DELLA MONETA

Ι

#### Généralités

Si le traité *Della Moneta* se distingue, nous le verrons, par des qualités remarquables, il ne faudrait pas croire qu'il apparaisse comme une œuvre isolée et dont tout le mérite revient à son auteur seul. Cela serait vrai, en partie, pour ce qui est de ses vues sur la valeur, mais ce ne l'est point pour ce qui est de la monnaie en général : il existait déjà en ce domaine une littérature très abondante, particulièrement en Italie (1).

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, il faut citer au moins Scaruffit (mort en 1584) et son *Discours sur la monnaie*, ainsi que Davanzati et sa *Leçon sur la monnaie* (1588). Galiani prend ce dernier à partie, mais il s'en est inspiré.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, le mercantiliste A. Serra publie un ouvrage sur Les causes qui peuvent faire abonder l'or et l'argent dans les Royaumes (1613). En 1680, G. Montanari fait paraître un Traité sur les Monnaies. Il y a enfin les auteurs cités par Galiani dans sa Préface (voir ci-après), sans parler de deux personnalités qui n'ont, je crois, rien écrit, mais auxquelles il déclare (2) devoir beaucoup: Rinuccini et Intieri (voir ci-dessus). Certains ont même pensé que ce dernier aurait été le père du Della Moneta.

A l'étranger, également, il y aurait à citer un grand nombre d'auteurs, en dehors des deux auxquels il se réfère comme étant ses maîtres, Locke et J. Melon. Mais l'intérêt du *Della Moneta* se trouve encore ailleurs que dans la discussion des questions monétaires proprement dites.

<sup>(1)</sup> De plus, parmi les influences subies par Galieni, il faut citer Vico (1668-1744), qu'il ne nomme pas, comme Nicolini le lui reproche. Il y a bien des idées en commun aux deux auteurs, Nicolini en a fait l'énumération, mais, pour ce qui nous intéresse, c'est-à-dire la science économique, il n'y a guère que ceci : à savoir que la valeur de la monnaie ne résulte pas d'une convention conclue par les hommes, doctrine d'Aristote, alors communément admise. Mais d'autres économistes et non philosophes, avaient déjà dit celà, et d'ailleurs Galiani expose magistralement pourquoi il en est ainsi : (L. I., ch. II, section II, et ch. III) : « Au point de vue technique de la théorie économique, Galiani ne lui doit pas grand'chose » (Schumpeter, p. 300, n.).

<sup>(2)</sup> Avertissement de la seconde édition. Pour d'autres auteurs, qu'il cite à ce sujet, voir encore ce que dit Galiani, aux notes I, XXVII, XIX, XXXII, de cette édition.

Ce livre (1) a été publié, avons-nous dit, anonymement durant l'automne de 1751; il est établi qu'il était à l'impression pendant l'été de la même année. Galiani, étant né le 2 décembre 1728, en a donc achevé la rédaction à l'âge de vingt deux ans et demi, au plus tard. C'est un point qu'il convient de ne jamais oublier. Il n'y a aucun exemple, à ma connaissance, de pareille précocité, dans le domaine de la science économique.

C'est pourquoi, on a émis durant très longtemps des doutes sur la paternité de l'ouvrage. Nous n'exposerons pas ici les détails de cette longue discussion ; disons simplement qu'aujourd'hui on est d'accord pour l'attribuer au seul Galiani, qui a d'ailleurs signé de son nom la deuxième édition parue encore de son vivant (2).

Bien des gens n'ont pu croire que ce traité de ton grave et souvent déclamatoire, était l'œuvre de celui qui avait fait, avant cela, l'éloge du bourreau, et qui rédigea, par la suite, les Dialogues, d'un style et d'une allure si différents. Cependant, s'il m'est permis de donner mon avis, on s'aperçoit qu'il y a, tout de même, quelque chose de commun entre les deux derniers ouvrages, dissemblables par ailleurs ; d'abord, l'état d'esprit de l'auteur, cette sorte de doute à l'égard des théories trop absolues, est le même ici et là (voir ci-après, § II) ; ensuite, on sent que le jeune Galiani, qui veut tromper son public en revêtant l'habit du magister, laisse quelques fois apparaître le costume d'Arlequin, sous la robe de l'érudit (3).

Nous ne pensons pas qu'il y ait lieu d'insister sur cette question ; il fallait cependant la soulever, car, indiscutablement, c'est

<sup>(1)</sup> Je ne parlerai pas beaucoup ici de Galiani en tant qu'auteur des Dialogues, bien connus en France ; je ne fais allusion qu'en passant à ces derniers. D'autre part, mon introduction a seulement pour but d'orienter le lecteur. Un ouvrage d'ensemble sur Galiani économiste n'existe pas et ces pages pourront peut-être inciter quelqu'un à le rédiger. Remarquons que Galiani avait, à cette époque, un Traité général de la Science Politique en préparation, dont son livre est extrait. (Note XVI, de la 2º édition).

<sup>(2)</sup> Cette édition reproduit exactement le texte de la première et est complétée par de nombreuses notes figurant à la fin de l'ouvrage. Celles-ci éclairent la pensée de l'auteur, donnent des renseignements historiques complémentaires, etc., mais ne contiennent à peu près rien de nouveau ; nous ne les avons, ni traduites, ni analysées.

<sup>(3)</sup> Comme le lecteur pourra s'en rendre compte lui-même. En particulier, il pose que tout est relatif : par exemple, le pain est très utile, mais pas quand vous le recevez par le travers de la figure ! Voir aussi la fin du L. III, ch. IV, etc.

le *Della Moneta* qui est le grand ouvrage économique de Galiani, les *Dialogues* n'y ajoutent rien de scientifiquement nouveau : à notre connaissance sa pensée n'a guère fait de progrès durant 15, ou 20 ans. Les *Dialogues* méritent une mention dans l'histoire de la physiocratie, non dans celle de la science économique.

Il faut dire ici qu'aucune traduction de notre ouvrage n'a été publiée avant la nôtre : malgré les affirmations de Perey et Maugras, on n'en connaît pas ; Morellet, il est vrai, — cela ressort de la Correspondance —, semble avoir traduit le livre, mais aucune publication n'en n'a été effectuée. Nicolini a fait en vain des recherches pour en trouver trace, et j'ai vérifié qu'une telle traduction n'existait pas en 1933 à la Bibliothèque Nationale, comme cela ressort de son catalogue imprimé (1).

II

#### Contenu, divisions, et caractère de l'ouvrage

L'ouvrage se divise en cinq Livres, en général assez clairs ; cependant l'auteur se répète plus d'une fois, et il se livre aussi à des digressions souvent inutiles que nous avons presque toujours supprimées dans les parties de l'ouvrage traduites ici.

Les trois premiers Livres sont pour nous beaucoup plus importants que les deux suivants; nous nous sommes donc contentés d'analyser ces derniers, tandis que, pour les trois premiers, nos extraits traduits sont très longs et rendent souvent la pensée de l'auteur peut être plus clairement qu'une traduction complète, attendu que, nous l'avons dit, les digressions ont été éliminées. Le seul point à faire ressortir au sujet du Livre V, c'est qu'il n'est pas possible d'admettre que, traitant de l'intérêt, Galiani ait été un précurseur de v. Böhm-Bawerk (2), comme certains l'ont voulu.

Dans chacun des trois premiers Livres, au contraire, il y a au moins un chapitre d'une importance de tout premier plan.

<sup>(1)</sup> Voir Tome 56 (1913), col. 759 à 763 pour Galiani, et Tome 119 (1933), col. 463 à 477 pour Morellet.

<sup>(2)</sup> Voir notre note au L. V, ch. I. D'autre part, il n'a rien apporté à la théorie de la vitesse de circulation (L. IV, ch. I). Le calcul auquel il se livre est inspiré par Locke.

D'autre part, tout au long de ceux-ci, le jeune auteur insiste sur trois idées qui en forment pour ainsi dire, l'armature :

- 1°) La monnaie (métallique) n'a pas une valeur conventionnelle, mais une valeur naturelle, intrinsèque.
- 2°) La monnaie est le moins instable des procédés de mesure des valeurs, mais il n'y a pas de monnaie stable ; c'est une chimère que de croire qu'on peut la réaliser, en particulier au moyen d'une monnaie de compte idéale.
- 3°) La monnaie métallique est une chose nécessaire, mais elle est loin d'être la principale richesse.

Le Livre I (« Des métaux »), contient quatre chapitre ; dans le premier et les deux derniers, l'auteur s'étend, en particulier, sur la première des trois propositions. Mais, le Chapitre II est de beaucoup le plus important. Si Galiani, comme nous le croyons, a mérité de passer à la postérité, c'est, avant tout, à cause de sa théorie générale de la valeur des biens qu'il y expose. Personne, au milieu du XVIII° siècle ne s'était élevé si haut, et il a fallu attendre longtemps avant qu'il ne fut dépassé. Nous reviendrons plus en détail sur ce sujet au paragraphe suivant.

Le Livre II ( « De la nature de la Monnaie ») comprend six chapitres, dont les deux derniers ne nous retiendront pas (« De la frappe », et « De l'alliage »).

Le chapitre I est une pure merveille et aurait dû être placé en tête de l'ouvrage. Si la théorie de la valeur chez Galiani conserve un intérêt historique, elle est aujourd'hui dépassée; mais son exposé du rôle général de la monnaie dans les sociétés fondées sur l'échange est, dans la forme et le fond, quelque chose qui n'a pas été surpassé et qui pourrait être présenté tel quel aux étudiants. Je ne saurais assez recommander au lecteur de le lire tranquillement s'il veut se délecter. Quelle finesse et quelle profondeur à la fois! Galiani, méditant sur les bienfaits d'un régime communautaire, aperçoit quelques inconvénients dans son fonctionnement; il imagine des procédés techniques pour les écarter. Il se demande alors: « Le système que j'imagine estil bien réalisable? », et, tout d'un coup, il s'aperçoit qu'il vient de décrire le mécanisme économique de nos sociétés.

Ajoutons que, si le Chapitre II du L. I exige un effort d'attention du lecteur, le Chapitre I du L. II n'en réclame pas. Tout est lumineux, tout coule de source. C'est une grande page de la littérature économique mondiale.

Les autres chapitres reprennent, en particulier, les thèses que nous avons énoncées plus haut.

Dans le Livre III (« De la valeur de la monnaie »), les deux premiers chapitres traitent de la proportion qui doit exister entre les métaux dont sont faites les diverses monnaies, mais le chapitre III présente, de nouveau, un intérêt exceptionnel; Galiani y fait la théorie de la dévalorisation et adopte une attitude tout à fait personnelle. En effet elle s'oppose à celle, qu'après lui, auront les économistes durant si longtemps. Voici son point de vue : la dévalorisation n'est pas à condamner de façon absolue, et, en certains cas, il faut y recourir, comme à un moyen, — exceptionnel, il est vrai —, de procurer des ressources au Prince.

Dans ce chapitre, le troisième de ceux qui font certainement de lui un grand économiste, il s'abstient d'adopter un point de vue dogmatique quelconque. Il étudie en détail les divers aspects de la question, montrant ce qu'il y a de vrai, et ce qu'il y a de faux dans les arguments en faveur de la dévalorisation, ou contre elle. C'est ici, disions-nous, que l'état d'esprit, sui generis, de l'auteur des Dialgoues, apparaît : malgré des différences de forme, il est identique, à quinze, ou vingt ans de distance. Maintes phrases de ceux-ci en font foi ; ils caractérisent admirablement les tendances de Galiani et son Della Moneta : « La seule faute des hommes est de se régler sur des exemples et par des raisons qui ne s'appliquent point aux circonstances où ils se trouvent... Je ne suis pour rien ; je suis pour qu'on ne déraisonne pas... Un vice d'organisation particulière ne se guérit pas par des lois générales... Il n'y a aucun bien qui ne soit allié à quelque mal, qui, souvent, l'affaiblit, quelquefois le balance » (1).

Voilà ce qui est dit dans les *Dialogues*, et qui, déjà, ressort sans cesse de ce chapitre, très touffu, du *Della Moneta*.

Si le début, en effet, est fort clair, remarquable même, le reste de la discussion s'alourdit et nous ne croyons pas avoir fait tort à l'auteur, au contraire, pour l'avoir élagué ; celà permet de mieux suivre sa pensée. Pourtant, il veut être si subtil, il pèse si bien le pour et le contre, qu'en quelques endroits, certaines contradictions subsistent, à notre sens, ainsi que nous l'avons indiqué en note.

<sup>(1)</sup> Dial. I, p. 11 et 13; VI. p. 94; VIII, p. 149. D'autre part Galiani affirme (note XXV, de la 2º édition), qu'une phrase dans le Della Moneta (L. IV, ch. II) résume par avance tous les Dialogues.

En réalité, comme d'autres l'ont dit avant moi, il est impossible et oiseux de vouloir classer notre auteur dans une catégorie toute faite : Galiani est favorable à l'exportation, mais non aux métaux précieux qui ne sont pas la vraie richesse ; il accorde une grande importance à l'agriculture, mais n'en fait pas la base de son système ; il n'admet pas l'interdiction d'exporter la monnaie, mais il ne condamne pas le principe des dévaluations. On pourrait poursuivre cette énumération ; la conclusion sera toujours : Galiani n'est pas mercantiliste, il n'est pas physiocrate, ni libéral, il est avant tout Galianiste (1).

#### III

#### La théorie synthétique de la valeur

Le principal titre scientifique de Galiani devant la postérité, est sa théorie de la valeur, et ce, d'abord parce qu'elle s'appuie sur deux bases, — subjective et objective —, ensuite parce que, s'agissant de la première, il est allé beaucoup plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, lorsqu'il explique comment la valeur dépend de l'utilité. Après lui, durant près d'un siècle, jusqu'à Dupuit, il n'y aura pas d'économiste, — sauf peut-être Lloyd — qui expliquera aussi bien la chose. D'autre part, ayant une théorie, à la fois psychologique et du coût en travail, il aperçoit les deux aspects de la question qu'il convient d'embrasser en une fois ; car, comme le dit Pareto, la valeur naît de « l'opposition des goûts et des obstacles », c'est-à-dire des besoins et des conditions de la production. Telle est la formule la plus générale qu'on puisse donner du phénomène, et on découvre quelque chose de cela chez Galiani.

Je dis : « quelque chose de cela » ; bien entendu, il ne faut pas s'attendre à trouver chez lui une théorie définitive à ce sujet, ni même, souvent, des vues tout à fait précises, mais enfin, nous qui connaissons la théorie moderne, y pouvons découvrir un net pressentiment (2) de la vérité. Sans doute Galiani ne

<sup>(1)</sup> Si on se demande maintenant quel était son état d'esprit en rédigeant son ouvrage (ce que j'ai nommé l'aspect « subjectif » d'une doctrine, dans mon Essai sur l'Evolution de la pensée économique), il semblerait à lire certains passages, qu'il s'agit de faire le bonheur du Prince et du peuple, mais, le plus souvent, Galiani est animé de tendances assez scientifiques.

<sup>(2)</sup> De même, celui qui lit Say, connaissant Walras, « retrouve » Walras chez Say; cela ne change pas le fait que Walras ne soit infiniment supérieur à Say.

distingue pas clairement entre valeur d'usage et valeur d'échange, et il passe, sans aucune transition, du point de vue subjectif, au point de vue de la valeur-travail. Ce n'est pas de ceci qu'il faut s'étonner, mais bien de ce que, à son époque, il ait vu tant de choses avec tant de perspicacité.

A) Les goûts. Bien avant Galiani, on savait que la valeur dépend de l'utilité. Déjà, chez les scolastiques, on trouve à ce sujet des indications importantes (1) et ils avaient commencé avec succès à s'attaquer au « paradoxe de la valeur », à savoir que les choses les plus utiles (l'eau) n'ont pas de valeur. D'autres, tels que Davanzati, et plus tard J. Law, sont allés encore plus loin. Mais « chez Galiani, nous atteignons un sommet » (Schumpeter).

Notre auteur voit très bien que « l'utilité, c'est ce qui nous rend heureux » et il esquisse à ce sujet une hiérarchie des goûts et des besoins. Il montre ensuite que l'utilité n'est pas du tout la même selon la quantité qu'on possède de la chose : il le fait en étudiant le cas de celui qui a un besoin pressant d'une nourriture et celui de l'individu rassasié ; la transition de l'un à l'autre, n'apparaît pas encore nettement. Sa discussion de Davanzati, au sujet du veau naturel et du veau d'or, montre les progrès qu'il a fait accomplir à cette théorie ; en même temps, il est d'ailleurs obligé de reconnaître que, parfois, son prédécesseur avait vu assez juste en la matière.

Mais, dit-il, la rareté du produit utile en détermine la valeur. C'est à ce moment qu'il approche le plus des théories modernes : si les choses les plus utiles ont le moins de valeur, c'est qu'elles sont, en général, très abondantes ; l'utilité n'est jamais liée à la rareté, car, grâce à la Providence, « plus l'utilité primaire augmente dans un bien, plus celui-ci est abondant et par conséquent la valeur ne peut pas en être grande ». On ne saurait mieux dire. Nous renvoyons d'ailleurs pour tout ceci au texte que nous avons annoté amplement. Galiani est, indiscutablement, un remarquable précurseur des marginalistes.

B) Les obstacles. Assez brusquement, l'auteur va examiner, maintenant, dans quelles conditions les biens sont produits, mais, dans le coût de production, il n'envisage que l'entretien de

<sup>(1)</sup> Schumpeter, Hist. of Ec. An. (p. 93) insiste sur ce point. Voir aussi p. 1054. Rappelons encore l'étude mathématique de D. Bernouilli (1730) dont parle Schumpeter et que si peu d'économistes, en dehors de lui, ne connaissent.

l'ouvrier : c'est son travail qui donne de la valeur aux choses. Pour déterminer la quantité de travail qui fixera ainsi la valeur, il faut tenir compte de diverses circonstances et, en somme, son point de vue devient maintenant assez semblable à celui de Marx : à bien des égards, il nous parle de ce que ce dernier nommera le travail « socialement nécessaire » pour produire l'objet. La quantité de travail correspond pour lui aux dépenses de nourriture (1).

Il y a ensuite chez lui, esquissée à peine, une théorie du prix de monopole.

Il est difficile de dire si la fin de son exposé contredit, ou non, le début. Il est probable qu'il n'a pas dû se rendre compte que, sous la forme sous laquelle il présente l'ensemble, il y a, à tout le moins, quelque chose de déficient dans l'agencement de ses explications. Mais nous, qui en savons tellement plus que lui, devons admirer qu'en quelques pages, il ait embrassé tant d'aspects divers du problème. Comme nous le ferons ressortir au texte, certaines de ses formules en matière d'utilité sont encore valables de nos jours et nous citerons un long passage d'Einaudi qui déclare s'être servi dans son enseignement, des phrases mêmes de Galiani pour illustrer la théorie de l'utilité finale.

Ce n'est pas tout néanmoins. Aussitôt après, l'auteur nous explique que le prix et la demande dépendent mutuellement l'un de l'autre ; il le fait en termes excellents. Puis, il nous montre, par un exemple très clair (celui d'une contrée musulmane, qui, devenant chrétienne, se met à boire du vin) comment, par le mécanisme des prix, l'offre s'adapte à la demande, moyennant certaines oscillations de la production et du profit. Pour terminer, il entrevoit l'existence d'un équilibre général stable du monde économique.

Ainsi s'achève cette étonnante théorie de la valeur, qu'il faut bien lire, mon commentaire n'ayant pour but que d'orienter, non d'exposer, ai-je dit.

Galiani n'a pas été suivi dans son effort de synthèse. Pour ce qui est de sa théorie subjective, il a eu pourtant un grand disciple, Turgot, qui le cite, et, par l'intermédiaire de celui-ci, un

<sup>(1)</sup> Chez Cantillon, on trouve une théorie de la valeur, qui exclut l'utilité mais plus profonde pour ce qui concerne le coût de production (calculé en main d'œuvre et en terres).

disciple médiocre Condillac (1). En Italie, la théorie de la valeur fondée sur l'utilité fut défendue, peu après Galiani, par P. Verri et Beccaria, mais, encore qu'ils aient personnellement connu l'auteur, dit Lanzillo, Verri ne le cite pas, et « il est évident que beaucoup de ceux qui l'ont lu n'ont pas mesuré la profondeur scientifique de son ouvrage ».

Mais, avec Turgot et Verri, nous arrivons à l'époque d'Adam Smith. Or, si, jusque là, et tout en particulier grâce à Galiani, la théorie subjective de la valeur avait fait de grands progrès, avec Smith, et surtout Ricardo, elle va passer à l'arrière plan, ou être oubliée ; l'auteur qui lui accorde le plus d'importance est Say, et même elle reste chez lui secondaire. Durant le demi-siècle, et plus, qui sépare Turgot de Lloyd, aucun progrès n'est à enregistrer et, si Galiani ne tombe pas dans l'oubli, sa théorie de la valeur ne retient l'attention de personne, pas plus d'ailleurs qu'on ne remarquera Lloyd, Dupuit et surtout Gossen.

#### IV

### De la faible influence exercée par le DELLA MONETA

L'influence exercée par Galiani n'a été ni bien grande, ni bien durable. L'absence de traduction a profondément nui à la diffusion de ce remarquable ouvrage, en dehors de l'Italie; il est resté inconnu dans les pays anglo-saxons en particulier.

En Italie, le cas est un peu différent, mais pas substantiellement autre : Galiani n'a cessé d'être lu, diverses rééditions au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en font foi. Mais a-t-il été compris et apprécié comme il le méritait, au moins pour sa théorie de la valeur ? Je ne le crois pas. Sans doute M. Pantaleoni, par exemple dont l'Economia Pura est de 1889, a bien mis en évidence le rôle

<sup>(1)</sup> Voir, sur ce point, l'article de A. Dubois, qui, malgré son titre, ne parle que de ces trois auteurs. Il ne dit pas un mot, en particulier, de Graslin (qu'il éditera un peu plus tard). Graslin est un auteur très curieux. Il a eu tur la nature psychologique de la richesse et de la valeur, des idées extrêmement profondes, mais malheureusement très erronées. Je ne sais pourquoi il est si peu connu. La notice de l'édition Dubois est importante, mais son auteur a omis de critiquer les vues de Graslin, ce qui est un exercice pédagogique des plus instructifs.

de précurseur joué par Galiani (1), mais ce petit livre aurait été exactement le même si ce précurseur n'avait jamais existé. Il ne s'agit pas d'une influence proprement dite exercée par lui sur Pantaleoni.

Il me semble, à en juger par les deux faits suivants tout au moins, qu'on se soit, en somme, détourné de lui à l'époque des auteurs classiques et libéraux (2). Le cas du plus éminent de ceux-ci, Ferrara, est frappant : sauf erreur de ma part, il ne parle de Galiani qu'une seule fois (dans « Della Moneta e dei suoi surrogati »). Il ne peut s'empêcher de lui reconnaître quelques mérites. Mais il est visiblement horrifié par ses vues au sujet de la dévaluation de la monnaie, et, en somme, son jugement ne lui est pas très favorable. N'est-ce pas d'ailleurs un signe des temps où nous vivons que cette horreur nous paraisse naïve et que nous comprenions mieux que lui ce que Galiani a voulu dire ?

Par là, je n'affirme pas du tout que Ferrara avait tort et Galiani raison. D'autre part, Ferrara, lui aussi, doit être considéré comme un précurseur des théories subjectives de la valeur (3). Or, non seulement, il ne cite pas Galiani à ce propos, mais je ne pense pas qu'il s'en soit inspiré le moins du monde. Il suit une autre voie au cours de ses raisonnements.

Un second exemple nous est fourni par Angelo Messedaglia, qui a écrit un gros et important mémoire sur « La Monnaie et le système monétaire en général » (4). Le nom de Galiani n'y figure pas, mais il cite... Broggia et Carli, contemporains de Galiani. Ce qui importe davantage, c'est que, lorsqu'on lit ce travail, fort bon au surplus, on s'aperçoit que la ligne de pensée chez Messedaglia est toute différente de celle de Galiani et qu'il ne pouvait donc pas être influencé par lui.

<sup>(1)</sup> Einaudi, (Saggi, p. 272), qui donne encore l'exemple de Bresciani-Turroni.

<sup>(2)</sup> De son côté, Lanzillo (p. 217-218) cite divers exemples pertinents pour établir que, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, et au début du XIXe, Galiani a été plutôt méconnu en Italie.

<sup>(3)</sup> Voir notre F. Ferrara, Œuvres choisies, p. 30 et s., p. 110 et s.

<sup>(4)</sup> Archivio di Statis.ica (1882-1883), reproduit dans Opere Scelte, T. II, (1921), p. 117 à 350. Voir notre article: « L'œuvre économique d'Angelo Messedaglia », (Rev. Hist. Econ., 1926, n° 3).

Je ne suis donc pas tellement certain que Galiani, en tant que théoricien de l'économie politique, n'ait pas été méconnu, même dans son propre pays durant trop longtemps. En somme, la profondeur de sa pensée n'a été appréciée qu'au moment où elle ne pouvait plus nous servir à progresser.

Aujourd'hui, en effet, où son mérite est reconnu en Italie, il n'a plus rien à nous enseigner. Il convient toutefois de lui accorder la place à laquelle il a droit dans l'histoire de notre science, du point de vue international.

V

#### Conclusions

La valeur d'un ouvrage et celle de son auteur doivent être appréciées à divers points de vue.

Il y a d'abord la forme. Ceci n'a pour la science qu'un intérêt secondaire. Pourtant, si Galiani ne suit pas un plan très rigoureux, si, parfois, il pratique les redites, s'il y a des longueurs et un peu d'emphase chez lui, cela est assez rare et la présentation de son livre est bonne dans l'ensemble ; un grand nombre de ses développements, pris un à un, sont des molèles de clarté ; à ces points de vue, il est bien supérieur à la plupart des économistes de premier plan qui lui succèdent, et qu'il est inutile d'énumérer.

Les Italiens louent le style du *Della Moneta* : « C'est un classique de la littérature italienne, écrit Einaudi, et nous le lisons comme les livres de Machiavel, de Guichardin, de Vico, de Boccalini, de Cuoco et de Mazzini, pour ne citer que des écrivains politiques... Le lecteur a une raison propre de s'émerveiller et de se réjouir en lisant les pages de cet auteur de 23 ans ; le style léger et lumineux, s'orne de tant d'expressions et d'observations lapidaires, si splendides et si vigoureuses, qu'elles nous rappellent Machiavel et Leopardi. A juste raison, Manzoni, — vivante personnification de la science et de la clarté tout à la fois —, préférait le traité de la Monnaie de Galiani aux nombreux autres ouvrages de science économique qu'il possédait et avait lus ».

Nous savons bien que, sous cet aspect, une traduction ne ressemble pas assez à l'original ; cependant, même à travers elle, on pourra parfois apprécier la clarté incisive de Galiani, sa vivacité d'esprit, et la valeur de ses remarques pleines de

psychologie, car ce sont là de grandes qualités de son ouvrage.

« Mais, poursuit Einaudi, si la beauté, la vivacité et la force de l'expression plaisent particulièrement aux Italiens, la pensée de Galiani a, d'autre part, une valeur universelle ».

Je rappelle, tout d'abord, que s'agissant de l'influence exercée par ce livre, elle a été presque nulle à l'étranger et peu importante en Italie.

Pourtant d'une part, il s'exprime clairement et, de l'autre, il n'était pas tellement en avance sur son temps qu'on ne put le comprendre, mais il a eu la malchance de n'être pas traduit, puis la renommée de Smith est venue éclipser durant plus d'un siècle le souvenir de ses prédécesseurs (1), enfin comme cet ouvrage porte la marque du péché originel, je veux dire qu'il n'est pas orthodoxement libéral, les auteurs classiques italiens ne lui ont pas donné la place à laquelle il avait droit et qui est élevée.

Mais on s'aperçoit aujourd'hui, de plus en plus, qu'autour de Smith, ou juste avant, il y eut une pléiade d'économistes de grande valeur et que la publication de son livre n'est pas la manifestation d'un génie hors de pair ; il venait à son heure (2)  $\epsilon$ t il ne s'élève pas tellement au-dessus d'eux. Galiani est l'un d'entre eux.

Notre auteur écrit un jour à Madame d'Epinay (3) : « Au vrai, je suis l'aîné de tous les économistes, puisqu'en 1749, j'écrivis mon livre sur la Monnaie ». Qu'on prenne le mot dans le sens ou'il avait alors, ou dans celui qu'il a aujourd'hui, il est faux, Galiani n'a jamais été physiocrate ; ensuite, nous savons main-

<sup>(1)</sup> Les physiocrates exceptés ; mais Cantillon avait été totalement oublié ; par exemple dans la 1re édition (1908) du Gide-Rist, le premier de ces auteurs écrit : « Ce Richard Cantillon... ; on lui attribue une influence peut-être exagérée sur les Physiocrates » (L. I, ch. I, § 4, n.). « Pour le ce, souffrez qu'on vous embrasse! », dirais-je volontiers.

Ce qui est moins pardonnable, c'est que cette phrase typique n'a été torrigée, ni par lui, ni par son collaborateur, dans les nombreuses éditions qui se sont succédées jusqu'à nos jours.

<sup>(2)</sup> Chez Dessein, p. 73, 13 Décembre 1770.

<sup>(3)</sup> Par exemple, Dante apparaît comme un aigle planant isolé; Bach, par contre, — encore que je le considère comme le plus grand des génies musicaux —, vient à son heure, au milieu de bien d'autres compositeurs de très haute valeur, qui n'ont pamais été oubliés (Haendel), ou qu'on redécouvre de nos jours.

tenant (et en 1770, il devait lui-même savoir) qu'il y avait eu, avant lui, Richard Cantillon, mort lorsque lui n'était encore qu'un enfant, et dont la pensée économique nous apparaît aujourd'hui de plus en plus importante, car il a exercé une influence décisive sur ses successeurs. Je ne pense pas que Galiani lui soit comparable, car s'il fallait dater avec précision la naissance de la science économique, — chose impossible —, il faudrait la faire remonter à Cantillon, selon moi.

Le rang de Galiani ne peut donc pas être d'absolument tout premier ordre et je ne veux pas céder ici à la tendance de trop d'auteurs, qui exaltent l'objet de leurs études. Je comprends bien qu'il n'a été en son temps, ni un Cantillon, ni un Quesnay, ni un A. Smith.

Il ne sert même de rien d'ajouter qu'il aurait pu être, s'il l'avait voulu, un A. Smith, encore que je crois pareille affirmation très vraie. Lorsqu'on songe, en effet, que Smith a médité son célèbre ouvrage durant 10, ou 20 ans peut-être, et qu'il l'a publié à 50 ans passés, alors que Galiani n'a pu réfléchir au sien que durant quelques mois de sa prime jeunesse, on est bien en droit d'avancer ceci : s'il avait fait comme Smith, il l'aurait largement dépassé en tant que savant. Mais ce n'était pas un esprit porté vers le travail scientifique continu et il a dispersé son activité, parfois de façon futile, toujours en dilettante (1).

Pourtant, l'auteur du Della Moneta fut un grand économiste. Lui assigner exactement sa place est difficile, mais on peut dire ceci : supposons qu'il fut né anglais, ou écossais, et que les pages dont on va lire la traduction aient été publiées sous forme d'Essais, selon ce que fit Hume. Il apparaîtrait de suite que trois d'entre eux, au moins, sont, et demeurent, hors de pair : à savoir, les chapitre sur la valeur, sur le rôle de la monnaie dans nos sociétés, et sur la dévalorisation ; ils sont très supérieurs à tout ce que Hume a écrit dans notre domaine. Galiani doit donc être placé bien au-dessus de Hume. Or, les Essais de ce dernier sont cités partout : le Della Moneta ne l'est jamais en dehors de l'Italie et cela est injuste.

C'est cette injustice que j'ai voulu réparer dans la faible

<sup>(1)</sup> Lanzillo (p. 210) et Croce (cité par lui) le jugent assez durement : « Il ne possédait pas, dit Croce, cette austère conscience qui est nécessaire pour se consacrer à la science ». L'esprit de sacrifice, entre autres, lui manquait.

mesure de mes moyens : si le lecteur veut porter quelque attention aux pages qui suivent, il sera en mesure de se faire une opinion personnelle et d'assigner au jeune Galiani la place exacte qui lui revient, et qui est, à coup sûr, très haute.

# BIBLIOGRAPHIE

Ί

#### Œuvres de Galiani

Il n'existe pas d'édition des œuvres complètes de Galiani. J'ai usé de l'excellente édition F. Nicolini (Bari, 1915) pour le *Della Moneta*. Pour les *Dialogues*, il faut recourir à la vieille édition Guillaumin, 1849, avec une notice sur l'auteur.

Sa Correspondance en français a été éditée par Perey et Maugras, 2 volumes, Paris, 1890, avec une notice biographique très importante (« Galiani, ses amis et son temps »). Celle avec Tanucci l'a été dans l'Arch. Storico de Vieusseux (Florence, 1878).

Voir aussi F. Flora, Le più belle pagine dell' Abate Galiani.

TT

# Travaux concernant plus particulièrement le DELLA MONETA (1)

- G. Arias: « F.G. et les Physiocrates », Rev. des Sc. Polit., 1922, p. 346-366. (Malgré son titre, traite principalement du Della Moneta, p. 346 à 359 —, et non des Physiocrates, dont il n'est guère question).
  - « G. e Turgot », Cooperazione Intellettuale, 1936, p. 41 à 52.
- « Il pensiero, etc. di F.G. », Politica, janvier-février 1923. Nos notes renvoient au premier des trois articles d'Arias.
- E. Dessein, Galiani et la question de la monnaie au XVIII<sup>e</sup> siècle. Thèse Droit, Paris 1902. (Ne parle guère de la monnaie au XVIII<sup>e</sup> siècle; sans être profond, a le mérite d'être très clair).

<sup>(1)</sup> Une bibliographie à ce sujet a été donnée par F. Nicolini dans Il pensiero dell'Abate Galiani, Bari 1909, et dans Giorn. di St. della Lett. italiana, XII. p. 442 à 444.

- A. Dubois: « Les théories psychologiques de la valeur au XVIII° siècle », Rev. Ec. Polit., 1897, p. 849 et s.; 917 et s. (utile, traduction de passages importants).
- L. Einaudi, « Galiani economista » dans ses Saggi bibliografici, etc. Roma 1953, dont il faut aussi consulter l'index, sub verbo Galiani, pour d'autres indications très importantes. (C'est la lecture de cette remarquable étude qui m'a incité à rédiger le présent travail).
- F. Ferrara, « Della Moneta », etc., in Esame Storico-Critico, II, I, p. 385 à 387.
- E. Ganzoni, F. Galiani, ein verkannter National-ök. des 18t. Jhrdts. Tome 28 des « Zürcher volksw. Forschungen ».
- R. Gonnard, Histoire des Doctrines monétaires, T. II, p. 155 à 169. Paris 1936.
- A. Graziani. Storia-critica delle teorie del valore in Italia, Milan 1888, p. 97 à 111 (« Il migliore studio che si sia scritto intorno alla Moneta », dit Nicolini).
- A. Lanzillo, « Cantillon e Galiani » (Riv. di Storia econ., 1939, p. 201 et s.).
- R. Michels. Introd. alla storia delle dottrine ec., Bologne 1932, p. 128 à 137.
- F. Nicolini, « Nota », p. 365 à 375, de son édition du Della Moneta, Bari, 1915 ; « G. Vico et Galiani », dans Miscellanea in onore di G. Sforza.
- Ch. Rist.: Hist. des doctr. relatives au crédit et à la monnaie, 1938, (passim).
- G. Rossetti, « Galiani e la Teoria dei gradi finali di utilita'» (Riv. di St. Ec., 1942, p. 112 et s.).
- J. Schumpeter, *History of Ec. Analysis*, New-York, 1954, p. 300 à 302 (bref, mais important).

#### III

# Travaux divers (1)

G. Amalfi, Dubbi sul Galiani, Turin 1888.

Caro, Revue (?) de l'Acad. des Sc. Morales et Polit., Tome CXVII, p. 287 et s.

Benedetto Croce, Saggi filos., T. XII, p. 232 et s.

<sup>(1)</sup> La division que j'opère entre « Travaux divers » et « Travaux concernant le Della Moneta », est toute relative.

- S. Corsi, Galiani nel suo secolo e nella sua vita, 1929.
- L. Diodati, Vita dell'Abate Galiani, Naples 1788.
- G. de Joanna, L'Abate Galiani, 1933.
- L. F. d'Epinay, Gli ultimi anni della Signora d'E. Lettere inedite all' ab. G. 1773-82, Bari, 1933.
- E. Gaudemet, L'Abbé Galiani et la question du Commerce des blés, 1899.

Grimm, Correspondance.

Handwörterbuch der Staatwissenschaften, 4ème édit. pour la bibliographie.

Le Mercier de la Rivière, L'intérêt général de l'Etat, Paris, 1770.

L. Magnotti, L'abbé F. Galiani, sa philanthrophie, ses rapports avec la France, Naples 1932 (Thèse Lettres, Université de Dijon).

A. Marghieri, L'Ab. Galiani.

Marmontel, Mémoires.

S. Mattei, L'Ab. G. ed i suoi tempi, Naples 1879.

Morellet, Mémoires, 1818.

F. Nicolini, « Intorno a F. G. », Giorn. di Storia della Lett. ital., 1908; « I manoscritti dell' Ab. G », Arch. di Stor. napolet, 1908.

Palmarochi, F.G. e il suo secolo, Roma 1930.

Sainte-Beuve, Causerie du Lundi, T. II, p. 421 à 442.

Sieges, Der Abbé Galiani (Thèse Heidelberg, 1905).

L. Sommer, « Galiani und das physiocr. System », Zeitschr. f. V. wirtsch. u. Sozialp., 1926. (Bibliographie).

W. Weigand, Der Abbé Galiani, Münich 1908.

Weulersse, Le mouvement physiocratique en France, Thèse Lettres Paris (consulter l'index).

# PREFACE (p. 1 à 4)

[L'art de gouverner, et spécialement ce qui concerne la monnaie, a été négligé, en particulier par le grand L. A. Muratori (1).

Mais Galiani cite comme l'ayant inspiré : Melun, J. Locke, Broggia et Spinelli (2).

L'auteur évitera les polémiques stériles : la vérité se suffit à elle-même. Il sera toujours aussi clair que possible. Il a voulu travailler pour le bien public et déclare mériter des éloges.]

<sup>(1)</sup> L. A. Muratori (1672-1750), historien italien.

<sup>(2)</sup> J. F. Melon (1675-1738), que l'auteur s'obstine à nommer Melun : auteur de *l'Essai politique sur le commerce* (1734). John Locke (1632-1704), philosophe et auteur de diverses études sur la monnaie. C.A. Broggia (1683-1763), napolitain, auteur d'un traité sur les impôts et la monnaie. Spinelli, prince de Scalea, philosophe (1686-1752).

# LIVRE PREMIER (1)

# DES MÉTAUX

<sup>(1)</sup> Chaque Livre est précédé d'une introduction, assez brève, qui ne fait guère qu'en indiquer le plan.

# CHAPITRE PREMIER

De la découverte de l'or et de l'argent et de leur utilisation pour la monnaie. Historique. Etat présent (p. 9 à 24)

[Les philosophes ont imaginé plusieurs théories pour expliquer comment les hommes ont pu découvrir les métaux. Galiani résume ces différentes hypothèses et rappelle que l'or et l'argent occupent, partout, la première et la deuxième place, parmi les métaux utilisés. L'auteur constate que, dès que les hommes eurent commencé à trafiquer sur les métaux, ces derniers furent transformés en lingots pesés ; il observe qu'il est difficile de préciser le moment où le métal pesé fut transformé en monnaie. Il rappelle qu'au temps de la guerre de Troie, l'or et le cuivre étaient utilisés comme monnaie, puisque Homère appelait les hommes qui possédaient beaucoup d'argent, « riches d'or et de cuivre »; cependant, en Orient, la monnaie d'argent fut employée avant la monnaie d'or. Rome utilisa d'abord une monnaie de cuivre appelée « pecunia » ; en l'année 484 de Rome, on frappa la première monnaie d'argent et, soixante deux ans plus tard, fut frappée la monnaie d'or. A partir du déclin de l'Empire Romain. l'abondance d'or et d'argent diminua, parce que les Barbares ne pouvaient plus être repoussés par la force, mais seulement avec de l'or. Lorsque, vers les neuvième et dixième siècles, les provinces retombèrent dans un état primitif de pauvreté, l'or devint très rare. Mais, après la découverte des Indes Occidentales par Christophe Colomb, et de la Guinée par les Portugais, l'Europe put acquérir de très grandes quantités d'or et d'argent ; en quelques années, on importa d'Amérique des quantités de métal, que les Indigènes avaient accumulées au cours des siècles.

L'Inde nouvelle nous envoie les métaux. Nous en utilisons beaucoup pour des usages de luxe, une petite proportion sert à augmenter la quantité de la monnaie (1) et c'est pourquoi la

<sup>(1)</sup> Voir ch. III, ci-après.

valeur de celle-ci diminue toujours, bien que très légèrement (1); le reste, nous l'expédions vers l'Inde Ancienne qui, en échange, nous procure les moyens d'augmenter notre agrément, sous la forme de drogues, d'étoffes, de toiles, de salpêtre, de bois exotique, de pierres précieuses, de porcelaines, et surtout de café, de thé et de médicaments. Nombreux sont ceux qui considèrent que ce dernier usage des métaux précieux, est presque une perte de richesse : on croit, en effet, facilement et à tort, que la richesse est quelque chose d'absolu, alors qu'elle n'est qu'un rapport dont la valeur dépend de l'abondance respective des biens (2). Il est pourtant facile de comprendre que l'or et l'argent ne constitueraient plus des richesses, si on ne les utilisait pas ; même s'ils devaient être aussi abondants que le cuivre, ils auraient de la valeur. On comprendrait alors combien il est raisonnable et sage, après s'être procuré de l'or et de l'argent en quantité suffisante pour le commerce et pour le luxe, d'en adresser le restant aux peuples qui ont besoin de ces métaux et de le convertir en d'autres biens (3). En conséquence, il est bon de considérer plus exactement, les actions humaines et, lorsque l'on étudie le comportement des Nations entières d'être bien plus prudent dans le blâme, en présumant ainsi moins de soi.

Les mines d'Amérique sont incomparablement plus riches que celles de l'Europe et, à travail égal, on en obtient une plus grande quantité de métal. Il s'ensuit que les mines européennes sont moins exploitées, et sont même négligées. On pourrait ajouter que, si l'on avait moins consommé de métaux, on en extraierait moins, même en Amérique. Il faut, en effet, ne pas perdre de vue que, plus la quantité des métaux augmente, et moins nombreuses deviennent les mines que l'on peut exploiter : il ne suffit pas, en effet, qu'un pays possède de nombreuses mines métalliques ; il est encore nécessaire qu'il soit profitable d'en extraire le métal. Or, normalement, l'or et l'argent existent en petites quantités dans des sols composés de pierres dures et diffi-

<sup>(1)</sup> Nous ne pensons pas que le métal d'Amérique ait surtout servi à des usages de luxe ; d'autre part, la baisse de leur valeur a été freinée par l'augmentation de la richesse en Europe. Vice-versa, Turgot (Réflexions, & XLV) dit : « L'usage de l'or et de l'argent comme monnaie, en a augmenté la valeur comme matière ».

<sup>(2)</sup> Voir plus loin, sur la nature de la vraie richesse, L. II, ch. IV.

<sup>(3)</sup> Point de vue contraire au mercantilisme orthodoxe. Galiani ne cessera de dire que les métaux précieux ne sont pas la richesse par excellence (en particulier, L. II, ch. IV).

ciles à travailler ; ils sont presque toujours mélangés à d'autres métaux et à des matières impures qui nécessitent un grand travail et de grandes dépenses ; les galeries sont creusées par des nègres [sic] qui vivent dans une atmosphère mortelle et qui coûtent cher. D'autre part, chaque filon considéré en lui-même, ou comparé aux autres, n'est pas uniformément riche. Ainsi, par exemple, il y a cent ans, il y avait, dans les Andes, 200 filons d'argent, qui produisaient cinq onces d'argent fin par caisson (ce dernier correspond à un volume de cinquante quintaux, c'est-à-dire cinq mille livres de minerais) et, de ces cinq onces, deux étaient absorbées par les frais ; il en restait trois de profit pour le propriétaire. Aujourd'hui, tous ces filons ont cessé d'être exploités, car il n'y a plus de profit ; en effet, la quantité de l'argent a doublé et sa valeur a diminué de moitié : cinq onces d'argent sont désormais à dépenser nécessairement pour obtenir un caisson. Ceci est la vraie cause de la constatation, faite par des savants français (1) qui, s'étant rendu dans ces régions près de l'Equateur, ont remarqué que partout, (et principalement sur la terre ferme et dans la partie septentrionale du Pérou, où les mines sont, d'ordinaire, moins riches que dans la partie méridionale du Potosi, de la Plata et du Chili), les mines ont été abandonnées, notamment, dans de nombreuses localités, où subsistent seulement les ruines d'anciens ateliers. On peut même ajouter que ce que ces savants remarquèrent de plus étrange le fut à Quito, où il trouvèrent un dégoût général pour ce genre d'industrie, et où ceux qui l'entreprenaient encore, étaint traités de fous, alors que tels étaient considérés, peu de temps auparavant, ceux qui ne l'entreprenaient pas. Cet état d'esprit, les savants l'attribuèrent à tort à une paresse naturelle, ou à un défaut d'intelligence ; je pense, au contraire qu'il est un signe de la volonté de ces régions de vivre dans de meilleures conditions, au lieu de se laisser dépeupler et détruire par les travaux des mines (2); ou alors nous serions considérés comme des barbares par ces populations.

Partant, vaine est la crainte d'un très grand nombre d'auteurs qui pensent qu'un jour l'abondance de l'or et de l'argent sera égale à celle du cuivre. Celà ne pourrait arriver que dans un seul cas : que l'on trouve des mines de ces métaux aussi riches que celles de fer et de cuivre. Mais cela ne paraît pas être

<sup>(1)</sup> Il doit s'agir de Godin, Bouguer et La Condamine qui, de 1735 à 1745, mesurèrent un méridien au Pérou.

<sup>(2)</sup> Cf. L. IV, ch. II.

conforme à la nature des choses, car les mines d'argent et d'or les plus riches ne fournissent que douze à quatorze onces par caisson. Il ne faut pas tenir compte, bien entendu, de quelques restes de filon qui peuvent fournir jusqu'à cent onces, car ils sont très rares. Il ne faut pas non plus penser que la force de la législation et celle de l'exemple réduisant le luxe, on ait une abondance de métaux, car alors on en extraierait une quantité moindre et la même rareté se maintiendrait à peu près. Ainsi la nature fixe certaines limites qui ne sont jamais franchies.

[L'auteur termine ce chapitre par quelques réflexions sur la valeur des monnaies dans l'antiquité et il affirme que les historiens ont tort lorsqu'ils transforment les talents et les sesterces en livres françaises, ou en ducats, suivant l'équivalence des poids, pour donner à leurs lecteurs un aperçu de l'état de choses dans l'antiquité. Il serait préférable, pour atteindre ce but, de lire une bonne description des usages anciens, tels que Muratori les rapporte dans ses Antiquitates Italicae. Se préoccuper des poids des monnaies permet seulement de comparer leurs valeurs relatives, et non celles qu'elles ont par rapport au grain, au vin, aux salaires. Or c'est cela qui importe vraiment].

# CHAPITRE II (1)

Exposé des principes d'où surgit la valeur des biens. Utilité et rareté. Principes immuables de la valeur. Réponses à des objections (p. 25 à 45)

I

# De la valeur en général

[Généralité, Critique des auteurs]

L'acquisition de l'or et de l'argent, métaux constituant la meilleure monnaie, a toujours été et est encore aujourd'hui, tant le but final des désirs de la multitude, que l'objet du mépris

<sup>(1)</sup> Eu égard à l'importance exceptionnelle de ce chapitre, que l'auteur n'a pas divisé en sections, j'y ai multiplié les divisions et les artitifices typographiques, en vue d'en rendre l'examen plus aisé.

et du dégout de quelques uns qui s'arrogent le nom vénérable de « sages ». De ces deux opinions contradictoires, la première est souvent lâche, ou peu balancée ; la deuxième est généralement injuste, ou peu sincère. Partant, ni les uns ni les autres, soit qu'ils les apprécient trop, soit qu'ils ne les apprécient pas assez, ne discutent et n'estiment sainement la valeur de ces métaux. Un grand nombre de personnes est persuadé que cette valeur est purement chimérique et arbitraire et qu'elle provient d'une erreur populaire, due à l'éducation. C'est pour ce motif qu'on l'accompagne toujours d'appellations injurieuses, comme : « folie », « délire », « tromperie » et « vanité ». D'autres, plus discrets, pensent que le consentement des hommes, amenés à employer la monaie a conféré à ces métaux cette qualité qu'ils n'avaient pas intrinsèquement. Rares sont ceux qui savent que ces métaux ont, dans leur nature même et dans la disposition de l'esprit de l'homme, leur juste appréciation et leur valeur fixées et établies de manière constante. Le lecteur comprendra combien il importe de bien établir cette vérité avant d'aller plus loin. Il verra que l'on doit toujours se référer à une certaine valeur intrinsèque et naturelle, à chaque pas, en étudiant la valeur extrinsèque, le rehaussement (1), les intérêts, le change et la proportion de la monnaie.

Aristote, qui fut un génie très grand et merveilleux, a ainsi exposé son opinion dans le livre V de l'Ethique, septième chapitre (2), au sujet de la nature de la monnaie, parmi d'autres belles considérations : « La monnaie est devenue, en vertu d'une convention, pour ainsi dire, un moyen d'échange pour ce qui nous fait défaut ; c'est pourquoi on lui a donné le nom de nomisma, parce qu'elle est d'institution, non pas naturelle, mais légale (nomos : loi) et qu'il est en notre pouvoir, soit de la changer, soit de décréter qu'elle ne servira plus ». Il répète la même idée dans sa Politique. Or, si ce philosophe a été par trop suivi dans ses enseignements, pour notre malheur, sur aucun point il ne l'a été autant que sur celui-ci. [Suit une citation de l'évêque Covarruvias]. Les aristotéliciens raisonnent de manière semblable, et ce sont eux qui constituent le corps des moralistes et des juristes.

<sup>(1)</sup> Ce mot correspond, à la lettre, au mot « alzamento » employé par l'auteur pour indiquer la dévaluation de la monnaie. (C) La théorie en est donnée au L. III, ch. III.

<sup>(2)</sup> Référence fausse : L. V, ch. V, §II. (Trad. J. Voilquin).

Si nous considérons comme vrai ce principe, il est évident que les conséquences que l'on peut en tirer sont exactes. Je souhaite, d'autre part, que notre propre expérience n'aboutisse jamais à nous démontrer combien ces conséquences peuvent être fatales et sources de larmes pour un peuple. Mais ces opinions ne peuvent être contredites, sans en détruire la base. Partant je ne sais, — et je ne parviens pas à comprendre, — comment Locke, Davanzati, Broggia, l'auteur de l'ouvrage Du Commerce (1) et celui de L'Esprit des Lois, et d'autres, aient pu, sans nier le principe ci-dessus, avoir des opinions qui le contredisent. Ils ont construit des doctrines solides sur une base fausse, sans s'apercevoir, ni de la faiblesse de celle-ci, ni du vacillement de celles-là

En conséquence, et avant tout, je m'appliquerai, avec le plus grand soin à démontrer, ce dont je suis persuadé depuis longtemps (2), que non seulement les métaux constituant la monnaie, mais que tous les autres biens, sans exception, possèdent une valeur naturelle propre, découlant de principes certains, généraux et constants (3). Ni l'arbitraire, ni la loi, ni le Prince, ni une autre force quelconque, ne peuvent violenter ces principes et leurs effets ; comme disent les scolastiques, dans leur estimation, les hommes « passive se habent ». Sur ces bases, on pourra édifier n'importe quelle construction, elle sera durable, éternelle. Le lecteur me pardonnera des longueurs éventuelles en raison de l'importance du sujet. D'ailleurs, au lieu de me rendre responsable de celles-ci, on pourrait, avec plus de raison, en accuser le très grand nombre d'auteurs, qui, avec tant de force, ou n'ont pas su, ou n'ont pas voulu argumenter comme il convenait.

#### [Définition de la valeur]

Beaucoup définissent la valeur des biens (car je parle de tous les biens, sans exception) par l'estimation que les hommes en font. Cette affirmation n'éveille pas une idée plus claire et plus

<sup>(1)</sup> J. Melon.

<sup>(2)</sup> Il avait 22 ans (Gonnard).

<sup>(3)</sup> L'étude des œuvres de Bodin, de Davanzati, de Serra, et particulièrement de Montanari, suffit pour nous convaincre que Galiani exagérait lorsqu'il se proclamait le premier à reconnaître l'existence de lois économiques réglant la valeur de la monnaie. Il semblerait que, jusqu'alors, tous ses prédécesseurs eussent juré d'après le dogme d'Aristote, que la monnaie reçoit de la loi non seulement l'empreinte, mais encore la valeur. La modestie ne fut pas la vertu éminente de notre écrivain. (Arias).

nette que les précédentes. En conséquence, on pourrait dire que l'estimation, ou la valeur, est une idée de proportion entre la possession d'une chose, ou d'une autre, dans l'opinion d'un homme. Ainsi lorsqu'on dit que dix boisseaux de blé valent autant qu'un fût de vin, on exprime une proportion d'égalité entre la possession de l'un, ou de l'autre de ces biens. C'est pourquoi les hommes, toujours très avisés lorsqu'il s'agit de ne pas être lésés dans leurs satisfactions, échangent un bien contre l'autre, parce que, dans l'égalité (1), il n'y a ni perte ni tromperie.

D'après ce que j'ai dit, l'on comprend déjà que les dispositions de l'esprit humain étant variées, et variés les besoins, la valeur des choses est elle même variée. Certaines choses étant plus généralement appréciées et recherchées ont une valeur au'on appelle « courante » ; d'autres sont évaluées seulement d'après le désir de ceux qui les convoitent et de ceux qui les donnent.

II

## L'utilité. Premier rapport dont la valeur est formée

[Utilité et besoins]

La valeur est donc un rapport ; celui-ci est composé de deux autres rapports, que je puis traduire par les mots d'utilité et de rareté. Je me propose d'expliquer, par des exemples, ce que j'ai voulu affirmer, afin que l'on ne discute pas sur les mots. Il est évident que l'air et l'eau, qui sont des éléments très utiles pour la vie de l'homme, n'ont aucune valeur, car la rareté leur fait défaut (2) ; au contraire, un petit sachet de sable des plages du Japon serait rare ; cependant s'il ne possède aucune utilité particulière, il n'aurait aucune valeur.

On me demandera, certainement, quelle grande utilité, je pourrais constater dans beaucoup de marchandises de très grand prix. Cette objection, naturelle et fréquente, fait considérer les hommes sots et déraisonnables et détruit en même temps les bases de la science monétaire ; il sera donc nécessaire de parler

<sup>(1)</sup> On trouve ici le germe de l'erreur fatale de Marx que dans « deux objets différents qui s'échangent il y a quelque chose de commun ». Condillac (I, ch. II) voit bien mieux les choses (cf. aussi son ch. XV).

<sup>(2)</sup> Condillac (I, ch. I) essaye vainement d'établir le contraire.

davantage de l'utilité des choses et d'expliquer comment on peut la mesurer. Si l'utilité ne dépend pas de principes bien établis, le prix des choses n'existera pas ; il n'y aura plus de science de la monnaie, car il n'y a pas de science, là où il n'y a, ni démonstration, ni certitude.

J'appelle « utilité », l'aptitude d'une chose à nous rendre heureux (1). L'homme est un composé de passions, qui le poussent avec des forces inégales (2). Satisfaire ces passions, c'est le plaisir. La possession du plaisir, c'est le bonheur.

[Digression au sujet des épicuriens]

Qu'il me soit permis de m'expliquer à ce sujet (car je ne suis pas épicurien et je ne veux pas le paraître) et de m'écarter de la discussion que j'ai entreprise [...].

[Reprise de la discussion]

Tout ce qui produit un plaisir vrai est utile, c'est donc ce qui satisfait une passion. Or, nos passions ne sont pas constituées, seulement, par le désir de manger, de boire et de dormir. Celles-ci sont les premières ; dès qu'elles sont satisfaites, d'autres surgissent qui sont aussi fortes (3). Car l'homme est ainsi fait que, dès qu'il a calmé un désir, un autre se manifeste de force égale ; ainsi, il est pris dans un mouvement perpétuel sans parvenir jamais à une satisfaction entière. Il est donc faux de dire que seules sont utiles les choses qui suffisent aux besoins primordiaux de la vie. Il n'est pas non plus possible de situer la ligne de partage entre ce qui nous est nécessaire et ce qui est inutile ; il est en effet bien établi que, dès que l'on a obtenu une chose, on cesse d'en avoir besoin et on commence aussitôt à en désirer une autre.

[Du désir d'être supérieur aux autres et d'être estimé]

De toutes les passions de l'homme, après qu'ont été satisfaites celles qui nous sont communes avec les animaux et qui sont relatives à la conservation de l'individu, et de l'espèce, aucune n'est plus violente et plus puissante que celle qui se traduit

<sup>(1)</sup> C'est la définition à laquelle s'est à peu près arrêtée notre science.

<sup>(2)</sup> C'est, sauf erreur, W. F. Lloyd qui en 1834, reprendra cette idée, en comparant nos besoins à des ressorts inégalement tendus.

<sup>(3)</sup> Premier germe de la théorie de l'utilité finale.

par le désir de se distinguer et d'être supérieur aux autres. Ce dernier, étant le premier né de l'amour propre, ce qui veut dire du principe d'action qui est en nous, surpasse toutes les autres passions, et ainsi ce qui est de nature à le satisfaire, a une très grande valeur. Les hommes subordonnent à l'acquisition de cette satisfaction tout autre plaisir et parfois même la sûreté de leur propre vie. Que chacun décide si les hommes agissent sagement en pensant et en agissant ainsi : il est certain que c'est avec juste raison que les hommes achètent des victuailles, lorsqu'ils n'en n'ont pas, et aussi qu'ils acquièrent un titre de noblesse, lorsqu'ils sont pourvus de victuailles. Car, si la vie, lorsque nous sommes à jeûn, est misérable et malheureuse, elle l'est également lorsque nous ne sommes, ni estimés, ni traités avec égards ; ce malheur est si grand, parfois, que nous sommes mêmes disposés à mourir, ou à nous exposer au risque évident de perdre la vie, plutôt que de vivre privés de l'estime d'autrui. Il est donc raisonnable de se procurer un bien qui soit très utile, parce qu'il nous procure des satisfactions nombreuses et importantes, et ce, même si, pour l'atteindre, nous devons endurer une grande et longue fatigue. Que si nous tournons en dérision cette satisfaction procurée par l'estime et les égards d'autrui, nous blâmons notre propre nature, qui nous a donné cette tournure d'esprit, car nous ne saurions nous en séparer : en effet, nous la possédons au même titre que la faim, la soif et le sommeil et ne pouvons, ni ne devons, en rendre compte à personne. Si certains philosophes ont méprisé cette estime d'autrui et ont foulé aux pieds les richesses et les honneurs, s'ils affirment l'avoir fait, parce que cette vénération ne leur procurait aucun plaisir, ils mentent : car en parlant, et en raisonnant ainsi, ils n'ont été mûs par rien d'autre que la certitude, dans laquelle ils étaient, d'être hautement applaudis et félicités par le peuple pour avoir affirmé qu'ils croyaient et agissaient selon ce qu'ils disaient (1).

[Pourquoi les parures, l'or, etc., sont très utiles]

Donc ces biens qui nous apportent le respect sont, à juste raison, de la plus grande valeur. Ce sont les dignités, les titres, les honneurs, la noblesse, le commandement, choses qui, pour la plupart, figurent parmi les biens incorporels. Suivent immé-

<sup>(1)</sup> Bien connue est l'ostentation de Diogène, plus grande que celle de Platon (G.).

diatement (1) certains objets qui, en raison de leur beauté, ont été de tous temps agréés et recherchés par les hommes ; ceux qui ont eu la possibilité d'en devenir possesseurs et de s'en parer, ont été estimés et enviés. Ce sont les gemmes, les pierres rares, certaines fourrures, les plus beaux parmi les métaux, soit : l'or et l'argent, et quelques œuvres d'art contenant beaucoup de travail et de beauté. En raison d'une certaine tournure d'esprit des hommes, qui font grand cas de la parure extérieure, tous ces objets sont devenus aptes à faire passer à autrui cette supériorité, qui est la source du plus exquis plaisir. Leur valeur est donc justement grande.

Il est malheureusement vrai que les rois eux-mêmes doivent la plus grande partie de la vénération de la part de leurs sujets à cet apparat extérieur qui toujours les entoure. Quand ils sont privés de celui-ci, eussent-ils conservé les mêmes qualités d'esprit et d'autorité, qu'ils avaient antérieurement, ils peuvent constater que cette vénération s'amenuise beaucoup. Partant, les personnalités qui ne possèdent que peu de vraie force et d'autorité, recherchent avec plus de soins, le faste extérieur, car l'auguste, comme le magnifique n'est souvent qu'un certain rien agrandi, que l'on appelle « formalité », c'est-à-dire : « id quod non est, neque nihil, neque aliquid ».

Si le désir de paraître détermine, chez les hommes, une passion pour les plus rares et les plus belles productions de la nature, chez les femmes et chez les enfants, une passion très ardente de paraître beaux, rend ces objets très estimables. Les femmes, qui constituent la moitié de l'espèce humaine, et qui me semblent destinées, en totalité ou en partie, à la multiplication et à l'éducation de l'humanité, attachent un grand prix à l'affection qu'elles font naître chez les hommes ; celle-ci étant surtout déterminée par la beauté, les femmes emploient les plus grands soins à paraître belles aux yeux des hommes. Il est communément admis que la parure aide beaucoup à atteindre ce but : en conséquence, si la valeur, chez les femmes, naît de l'amabilité, et celle-ci de la beauté, laquelle se trouve accrue par la parure, c'est avec raison que celle-ci a une très grande valeur.

Si nous nous tournons vers les enfants, nous constatons qu'ils

<sup>(1)</sup> Galiani, par une analyse psychologique, non dépourvue de finesse, et surtout de malice, établit la gamme descendante des passions des hommes, une échelle de désirabilité (Dessein).

sont l'objet des plus tendres soins de la part de leurs parents : les hommes ne savent manifester leur tendre affection qu'en rendant gentil et charmant l'objet de leur amour. Que ne fera pas l'homme, lorsqu'il désirera se rendre agréable à la femme et embellir les enfants ? Ainsi est-il arrivé que l'homme ait recherché, au prix d'un très grand labeur, les métaux les plus beaux. d'abord dans les sables des fleuves, et ensuite dans les entrailles de la terre. Ainsi, même ces nations qui se croient riches en semblables métaux, comme les Mexicains et les Péruviens, n'apprécièrent rien de plus, après les pierres précieuses, que l'or et l'argent. Et si elles apprécièrent, davantage que nous mêmes, nos verroteries et quincailleries, cela confirme ce que j'ai dit ci-dessus : c'est la beauté de ces objets qui les a enchantés. Le fait que cette beauté provient de l'art, et non de la nature, n'en diminue pas la valeur, sauf en ce qui concerne la rareté : mais ce dernier facteur, étant alors inconnu des Indiens, on ne peut en tirer une objection à ma thèse.

#### [Utilité et quantité]

La plupart des hommes, avec Bernard Davanzati (1), raisonne ainsi: « Un veau naturel est plus noble qu'un veau d'or, mais combien est-il moins prisé! » Je réponds. Si un veau naturel était aussi rare qu'un veau d'or, il aurait une valeur d'autant plus grande par rapport à celle du veau d'or que son utilité et le besoin de l'homme seraient plus grands que ceux relatifs à ce dernier (2). On s'imagine que la valeur découle d'un principe unique et non de plusieurs qui se réunissent pour former un mélange.

D'autres disent : « Une livre de pain est plus utile qu'une

<sup>(1)</sup> Davanzati. dans sa Leçon sur les Monnaies (faite en 1588 devant l'Académie Florentine) concluait la démonstration citée par Galiani, dans ces termes : « Des vases, des pierres, des peintures..., ont été achetés pour des prix exagérés ; ..., ceux qui les achetèrent trouvèrent en eux une si grande part de bonheur, qu'ils équivalaient, selon eux, à une aussi grande quantité d'or... Et quand tout l'or d'Amérique sera transporté et répandu dans son pays, il conviendra, comme l'or sera complètement avili, de trouver quelque chose de plus rare pour en faire de la monnaie, ou bien d'en revenir à l'antique pratique du troc » (Traduction Le Branchu, Paris, 1934). (C.).

<sup>(2)</sup> Galiani est ici très supérieur à Ricardo (*Principes*. ch. XX) : « Si pour une livre d'or, je donne 2.000 fois plus de tissu, que pour une livre de fer, cela prouve-t-il que j'attache 2.000 fois plus d'utilité à l'or qu'au fer ? » Il évite le paradoxe auquel conduit le principe d'utilité, conçu comme indépendant de la quantité disponible (Rossi).

livre d'or ». Je réponds. Il s'agit d'un paralogisme lamentable, provenant de l'ignorance du fait que « plus utile », et « moins utile », sont des termes relatifs et dont la portée varie suivant l'état d'esprit des hommes. S'il s'agit de quelqu'un qui manque de pain et d'or, le pain est certainement plus utile (1) pour lui : les faits correspondent — et ne sont pas contraires — à cette affirmation, car personne ne laissera de côté le pain et mourra de faim en exigeant de l'or. Ceux qui travaillent dans les mines, n'oublient jamais de manger et de dormir. Mais, nour l'homme repu, il n'y a rien de plus inutile que le pain. Il est donc bon que celui-là s'attache à satisfaire d'autres passions. Il s'en suit que les métaux précieux sont compagnons du luxe, à savoir de l'état dans lequel les premiers besoins sont déjà satisfaits. En conséquence, si Davanzati dit qu'un « œuf, qui vaut un demi grain d'or et qui aurait pu maintenir en vie le comte Ugolin encore au dixième jour, ne valait pas tout l'or du monde ». Davanzati confond grossièrement le prix que donne à l'œuf, celui qui ne craint pas de mourir de faim, s'il ne le possède pas, et les besoins du comte Ugolin. Qui pourrait affirmer que le comte n'aurait pas payé l'œuf même mille grains d'or (2) ? L'évidence de cette erreur, le même Davanzati nous la montre peut après et sans s'en apercevoir, lorsqu'il écrit : « Le rat est une chose très dégoûtante ; mais, au cours du siège de Casilinum, on en vendit un pour deux cents florins et ce n'était pas cher, car celui qui le vendit mourut de faim et l'autre survécut » (3). Voilà que.

<sup>(1)</sup> Dupuit (De l'influence des péages, 1849) : « Non seulement l'utilité d'un produit est différente pour chaque consommateur, mais elle diffère encore pour le même consommateur. Le morceau de pain, ..., doué d'une valeur considérable au moment où la faim tourmente l'homme, n'en a plus si celui-ci est rassasié » (Cité par Rossi).

<sup>(2)</sup> Pour un vase d'eau payé 1.000 dinars d'or, voir Ibn Batoûta, Voyages (éd. et trad. Defrémery et Sanguinetti, I, p. 259).

Rossi fait remarquer ici la grande supériorité de Dupuit sur Galiani, sur Say [et j'ajoute: sur Cendillac qui suppose que le bien, ou est « nécessaire », ou « surabondant »]. « Si, au lieu de considéror les cas extrêmes, ..., nous examinens les cas intermédiaires, nous verrions que l'utilité du morceau de pain, peut croître pour le même individu depuis 0, jusqu'au chiffre de sa fortune entière ».

<sup>(3)</sup> Pline, VIII, 57 (82); Frontin, IV, 5; Valère Maxime, VIII, 6. (G.) Voilà le passage classique que j'ai toujeurs lu à mes cours pour donner un exemple concret de la théorie de la décroissance de l'utilité des biens : 1°) l'homme rassasié de pain, ne ressent plus aucune utilité pour les pains qu'on lui offrirait ensuite; « principe de la décroissance des utilités des doses enccessives des biens »; 2°) l'homme en condition normale, qui a d'autres aliments à sa disposition, paye l'œuf, seulement un demi grain, tandis

pour une fois, grâce au ciel, il a avoué que « cher » et « bon marché » sont des termes relatifs.

Si quelqu'un s'étonne de ce que les choses les plus utiles ont peu de valeur, alors que les moins utiles ont une valeur grande, ou exorbitante, il devra remarquer que, par une merveilleuse providence (1), ce monde est si bien constitué pour nous qu'en général l'utilité n'est jamais liée à la rareté; au contraire, plus l'utilité primaire augmente dans un bien, plus celui-ci est abondant et, par conséquent, sa valeur ne peut pas en être grande (2). Les choses qui nous sont nécessaires pour notre entretien, sont si abondamment déversées sur la terre qu'elles n'ont aucune valeur, ou en ont une très modeste.

[Suit une digression éthico-philosophique, sans aucun rapport avec le sujet (3)].

Laissons donc, en les méprisant, tous ces considérations nées d'une méditation superficielle et imparfaite, et concluons que ces objets qui augmentent la respectabilité chez les hommes, la beauté chez les femmes, la grâce chez les enfants, sont utiles, et ont à juste titre une grande valeur. D'où nous devons déduire la conséquence très importante que l'or et l'argent ont une valeur en tant que métaux, avant de devenir monnaie ; de celà, il sera question plus longuement dans le prochain chapitre. Maintenant que j'ai traité de la valeur en général, en expliquant ce qu'il faut entendre par « utilité », je parlerai de la « rareté ».

qu'Ugolin scrait disposé à le payer 1.000, et qu'un troisième paye le rat 200 florins et sauve ainsi sa vie (principe de la hiérarchie des biens); 3°) le veau naturel, — quand il y en a beaucoup et que les hommes ont beaucoup de nourriture qu'ils peuvent substituer à la viande, — vaut très peu et le veau d'or est très apprécié; c'est le contraire qui a lieu, quand il y a peu de vrais veaux et que les hommes n'ont pas d'autre nourriture, (principe de la substitution des biens) (Einaudi).

L'auteur a exposé ceci au cours d'une polémique, avec la pleine cons-

L'auteur a exposé ceci au cours d'une polémique, avec la pleine conscience de l'importance de sa découverte scientifique. Ce ne sont que les germes des lois de Gossen, mais cela se passait en 1751, et Galiani avait médité ces vérités entre 21 et 23 ans (d'après Einaudi).

<sup>(1) «</sup> Eh bien, mon cher Pangloss, lui dit Candide, quand vous avez été pendu, disséqué, roué de coups, et que vous avez ramé aux galères, avez-vous toujours pensé que tout allait le mieux du monde ? »

<sup>(2)</sup> Cette formulation me paraît définitive.

<sup>(3)</sup> La dernière phrase de sa digression est intéressante : « Le fond de l'homme ne peut être amélioré par les idées, au delà de certaines limites et, en voulant y parvenir à tout prix, on gâte et on corrompt l'ordre des choses ». C'est une idée anti-dirigiste.

#### III

## De la rareté. Second rapport de la valeur. Du travail

La rareté est la proportion existant entre la quantité d'une chose et l'usage qui en est fait. « L'usage » est autant la destruction d'une chose, que le fait de s'en emparer et de s'en servir en l'empêchant ainsi de satisfaire, en même temps, les besoins d'un autre. Par exemple, si cent tableaux sont mis en vente et que cinquante soient achetés par une personne, la rareté des tableaux a presque doublé, non par suite d'une consommation, mais parce que cinquante tableaux ne sont plus à vendre ; ce qui, en quelque manière, correspond au fait de les avoir retirés du commerce. Il est vrai que le renchérissement des choses est provoqué par leur destruction, plus que par leur mise hors du commerce ; car la première supprime tout espoir de l'y revoir, alors que le retrait n'a d'effet que dans la mesure de la probabilité que la chose, dont quelqu'un s'est emparé, et qui demeure séquestrée, sera remise en circulation (1). Celà mérite qu'on y réfléchisse beaucoup.

Passant maintenant à traiter de la quantité (2), je dirai qu'il existe deux catégories de biens. Pour certains de ceux-ci, la quantité dépend de l'abondance variable de la production par la nature ; pour d'autres biens, la quantité dépend des efforts, ou du travail, nécessaires à la production. Rentrent dans la première catégorie : les choses qui se reproduisent après un court délai et qui se consomment par la destruction, telles que les fruits de la terre et les animaux. Pour ceux-ci, on peut, à peu près avec le même travail, suivant les variations [annuelles] des saisons, obtenir une récolte huit, ou dix fois supérieure à celle de l'année précédente. Ici, l'abondance ne dépend pas de la volonté de l'homme, mais du climat et des éléments. Dans l'autre catégorie, on doit placer certains biens, comme les minéraux, les pierres, les marbres, dont la production annuelle ne varie pas de la

<sup>(1)</sup> Observation très juste.

<sup>(2)</sup> Il n'a été question, jusqu'ici que de la valeur en usage. La distinction entre la valeur en usage, et valeur en échange, ne se trouve pas explicitement formulée dans Galiani. En réalité, il a en vue la valeur en échange et il la fonde sur la valeur en usage. La première est le but à atteindre, la seconde est le point de départ. Nous entrons maintenant dans le domaine de la valeur en échange (Dubois).

sorte, mais qui furent autrefois répandus en bloc sur la terre et dont la production dépend de notre volonté, car, plus nous y emploierons de monde, et plus grande sera la quantité de ces produits que nous tirerons des entrailles de la terre. Si l'on veut prendre en considération cette catégorie, il ne faut compter que le travail de l'extraction, car la quantité de la marchandise en dépend. Je n'exclue pas que les grands laboratoires de la nature ne puissent produire de nouveaux métaux et de nouvelles pierres ; cependant cette production étant très lente, il n'y a pas à en tenir compte, tout comme de la destruction.

Je parlerai maintenant du travail (1) qui est seul à donner de la valeur aux choses, non seulement pour les œuvres artistiques, comme les peintures, sculptures, gravures, etc., mais aussi en ce qui concerne d'autres biens, tels les minéraux, les pierres, la végétation spontanée des forêts, etc. La quantité de la matière ne contribue, dans tout celà, à la valeur, que dans la mesure où elle augmente, ou diminue, le travail. Ainsi sur les berges de plusieurs fleuves, il y a de l'or mélangé au sable ; si on me demande pourquoi l'or vaut plus que le sable (2), je ferai remarquer que l'on peut remplir tranquillement un sac de sable en un quart d'heure, mais s'il fallait le remplir d'or, il faudrait travailler pendant plusieurs années pour recueillir les très rares grains d'or que le sable contient.

Dans le calcul du travail, on doit prendre en considération trois éléments : 1°) le nombre de personnes, 2°) le temps et 3°) le salaire des différentes personnes qui travaillent.

1°) Pour le premier élément, il est certain que les gens ne travaillent que pour vivre et que, s'ils ne peuvent vivre, ils ne peuvent travailler. Si, pour la fabrication d'une pièce de tissu, en partant de la tonte des laines jusqu'au drap exposé dans le magasin, on doit faire appel au travail de cinquante personnes,

<sup>(1)</sup> La théorie de Galiani se complète, de ce qu'il introduit aussi la notion du ceût de production, ou plutôt de travail, et celà, non comme un élément à part, séparé des autres, mais comme lié à ceux-ci. Ainsi il est arrivé à construire une synthèse, qui n'a guère été dépassée et dont beaucoup d'auteurs, par la suite n'ont pas vu le caractère satisfaisant, s'obstinant à s'attacher exclusivement à l'une ou l'autre des explications qu'il avait combinées. (Gonnard).

<sup>(2)</sup> Selon Dubois, l'auteur veut dire : « pourquoi une certaine quantité d'or vaut plus que la quantité de sable renfermant cette même quantité d'or ».

la valeur de ce dernier comprendra le prix de la laine, plus la dépense nécessaire à l'entretien des cinquante hommes pendant le temps de leur travail. Si vingt de ces hommes y ont travaillé pendant une journée, dix pendant une demi-journée et vingt pendant trois jours, la valeur du tissu sera égale à la nourriture d'un homme pendant quatre-vingt cinq jours. Vingt de ces journées représentent le salaire des premiers, cinq celui des seconds et soixante celui des troisièmes. Ceci est évident si l'on suppose que toutes ces personnes recoivent le même salaire (1).

2°) Quant au temps, il ne faut pas tenir compte seulement de celui passé au travail, mais également de celui consacré au repos, car l'homme doit se nourrir même pendant le repos. Bien entendu, il s'agit ici des interruptions de travail, dues à la fatigue, à la nature même de l'ouvrage, ou prescrites par la loi, à l'exclusion de celles dues à la paresse, à moins que la paresse ne soit si généralisée dans un pays, qu'elle ait la même force que les usages et la loi. Ainsi les jours fériés, pendant lesquels certains peuples ne travaillent pas, rendent les marchandises plus chères qu'ailleurs (2). En effet, en supposant qu'un homme, travaillant cent jours par an, fabrique cent paires de souliers, il est nécessaire que leur valeur corresponde à l'entretien de cet homme pendant un an. Si un autre, en travaillant trois cent soixante jours, en fabrique cent vingt paires, il les vendra un cinquième en moins, n'étant pas obligé de tirer de ces cent vingt paires de souliers un gain supérieur à celui que le premier doit obtenir de ses cent paires.

En outre, il y a des travaux, qui, par leur nature, ne peuvent être effectués avec assiduité. Tels, les beaux-arts : je ne crois pas qu'un sculpteur, ou un musicien, travaille plus de cent jours par an ; beaucoup de temps est employé à chercher du travail, voyager, encaisser, etc. ; leur production est, à bon droit, plus chère. Enfin, que l'on tienne compte de l'âge auquel dans les

<sup>(1)</sup> Dans le coût de production, Galiani n'a vu que la « valeur du travail » peut être parce que à son époque, l'industrie ne comportait, ni les capitaux énormes, ni le machinisme gigantesque qu'elle exige de nos jours. Mais, du moins, il a eu le mérite de signaler l'influence de ce coût de production sur la valeur d'échange des choses que l'homme peut à volonté reproduire (Dubois).

<sup>(2)</sup> C'est la notion marxiste du temps de travail « socialement nécessaire » qu'expose ici Galiani. Dans ce qui suit, on pressent Smith, et il a parlé de choses très vraies dont Marx ne dit pas un mot. Sur les salaires, voir aussi ce que dit encore Galiani (Dial. II, p. 32).

différents métiers, l'homme peut commencer à tirer un profit de son travail. Par conséquent, les arts et les sciences qui nécessitent de longues études et de fortes dépenses pour les parents, comportent un prix plus élevé. Ainsi le bois de pin, ou de noyer est plus cher que celui du peuplier, ou de l'orme, en raison de la lenteur de croissance des premiers de ces arbres.

3°) Ceci pour le temps. Mais l'estimation des talents humains, d'où prennent naissance les différents prix des activités, est chose moins connue. Il est bien plus difficile de procéder à son appréciation exacte. J'exposerai ici mon opinion, sans savoir si d'autres pensent comme moi, car aucun auteur, à ma connaissance, n'a traité la question (1). Je serais très heureux que l'on me fasse connaître éventuellement des opinions opposées, justifiées et sérieuses.

J'estime que la valeur des talents des hommes doit être appréciée exactement de la même manière que la valeur des choses inanimées et qu'elle doit être fondée sur les mêmes principes de rareté et d'utilité, réunis (2). Les hommes viennent au monde prédisposés, par la Providence, à différents métiers, mais avec une proportion de rareté inégale et qui correspond, avec une sagesse merveilleuse, aux besoins humains. Ainsi, sur mille hommes, six cents par exemple, sont uniquement aptes à l'agriculture, trois cents aux diverses manufactures, cinquante au commerce le plus riche, et cinquante sont aptes à bien réussir dans les études et dans les sciences. Or, ceci étant donné, la valeur d'un homme de lettres, comparée à celle d'un paysan, sera en raison inverse du nombre, soit comme 600 à 50, ou douze fois plus élevée. Ce n'est donc pas l'utilité qui seule détermine les prix : car Dieu fait que les hommes, qui exercent des métiers de première utilité sont très nombreux ; leur valeur ne peut donc pas être grande, car ils sont quasiment le pain et le vin des hommes. Mais les érudits, les sages, qui sont presque des

<sup>(1)</sup> A mon sens, ce qui suit est encore très remarquable. J'ignore si d'autres, avant, ou après Galiani, ont émis ces vues. Il y a une douzaine d'années, lorsque je travaillais à la rédaction des derniers tomes, non publiés, de mes *Institutes*, j'avais esquissé une théorie de ce genre, mais en insistant sur ce qu'un même homme est apte, à divers degrés, à des besognes différentes, l'aptitude générale pouvant d'ailleurs être grande (Michel Ange), ou passable : quelqu'un de ma famille, de son vivant, avait montré des ap itudes certaines mais très moyennes, à être commerçant, musicien, et officier. Mes réflexions étaient nées de ce fait.

<sup>(2)</sup> Très juste et voilà pourquoi Marx est dans l'erreur.

pierres précieuses parmi les talents, possèdent, à juste titre, une très grande valeur.

Il est à noter, cependant, que la rareté ne doit pas être évaluée d'après la proportion des naissances de génies, mais d'après celle de leur maturité. Il s'en suit que plus sont grandes les difficultés que peut rencontrer un génie pour atteindre les degrés les plus importants et les plus dignes de lui, et plus grande sera sa valeur. Un général en chef, tel que le fut le prince Eugène, ou le maréchal de Turenne, a une valeur infiniment plus grande qu'un simple soldat ; et ceci, non pas à cause de la rareté des génies de cette sorte, produits par la nature, mais parce que très rares sont ceux qui se trouvent dans des circonstances aussi heureuses, qui leur permettent, en exercant leur talents, de devenir de grands capitaines, grâce aux victoires remportées. La nature agit dans ce domaine comme pour les graines des plantes. En escomptant pourrait-on dire, une très grande perte, elle en répand sur la terre un bien plus grand nombre que celui des plantes qui en surgissent : en conséquence, une plante vaut plus qu'une graine. Si l'on médite sérieusement sur ces principes solides, combien apparaît merveilleusement alors la justesse des jugements humains! On constatera que tout est évalué avec mesure.

On reconnaîtra que, d'autre part, les richesses n'affluent vers une personne, qu'en paiement de la valeur exacte de ses œuvres ; bien que ce dernier puisse donner ces richesses à une autre personne, qui ne mérite pas de les acquérir. Effectivement, il n'y a pas de famille, ni d'homme, qui puisse dire qu'il possède une richesse, sinon en établissant qu'il l'a obtenue par son propre mérite, ou par don de celui qui l'obtient par son mérite. Ce don, s'il est effectué entre vifs s'appelle « faveur », et s'il a lieu après décès, s'appelle « héritage ». Mais toujours, si nous recherchons l'origine des richesses que d'aucuns possèdent sans le mériter, nous remarquons qu'elles furent au début acquises par le mérite (1). Il est bien vrai qu'il faut parfois remonter dans le temps de plusieurs centaines d'années, ou de personnes, mais, à la fin, on retrouve le mérite.

On pourrait cependant me rappeler que le mérite ou la vertu

<sup>(1)</sup> Marx se moque de cette conception bourgeoise (Capital, I, ch. 26, « Le secret de l'accumulation primitive »).

demeure souvent sans récompense (1) et que c'est une folie que de vouloir nier les gestes de l'injustice humaine, fréquemment atroces. Mais qu'il me soit permis de prévenir un raisonnement faux.

[Nouvelle digression].

Je m'aperçois que je suis allé au delà du sujet de mon ouvrage ; je n'ai pu m'en empêcher, car j'ai pensé qu'il s'agissait de questions qu'il était utile de commenter. Que je sois absous, ou qu'on m'en fasse grief, je serais heureux d'avoir pu rallier mes lecteurs à mes opinions. Je crains cependant que peu nombreux seront ceux qui me suivront, car les hommes aiment accuser les autres d'injustice, afin de se défendre d'avoir démérité (2).

#### IV

#### Questions diverses

Nous avons assez disserté sur les principes d'où provient la valeur ; nous avons déjà admis que ces derniers étant certains, constants, universels et bien fondés sur l'ordre et la nature des choses en ce bas-monde, il n'y a parmi les hommes rien d'arbitraire ou de fortuit : tout est ordre, harmonie et nécessité. Les valeurs sont différentes, mais elles ne sont pas capricieuses. Leurs variations mêmes se produisent selon un ordre et d'après un règle exacte et immuable. Ce sont des idéaux, mais nos propres idées, qui ont pour fondement les besoins et les plaisirs, c'est-à-dire la constitution interne de l'homme, contiennent, en elles-mêmes justice et stabilité.

[La mode et la valeur]

Une seul exception devrait, semble-t-il, être admise ; c'est que la mode agit parfois sur la valeur et sur nos idées. Sur la portée de ce terme, je n'ai pu donner que la définition suivante, malgré une longue réflexion : c'est une maladie du cerveau, pro-

<sup>(1)</sup> Un économiste et statisticien italien, bien oublié, M. Gioja (1767-1829) a écrit sur ce sujet un traité Du mérite et des récompenses, où l'on trouve, à mon sens, des pages très remarquables (au second Livre de 09t ouvrage).

<sup>(2)</sup> Ce n'est pas si mal observé pour un si jeune homme!

pre aux nations européennes, qui fait que les hommes apprécient moins certaines choses, uniquement parce qu'elles ne sont pas nouvelles. C'est une maladie de l'esprit qui se manifeste au sujet d'un assez grand nombre de choses ; et, si l'on veut lui trouver une base raisonnable, il faut dire que ce changement des goûts naît principalement de l'imitation des mœurs des nations plus puissantes. Et, puisque j'ai été amené à parler de la mode, il est utile que je définisse les limites de son domaine. Ce dernier s'étend entièrement sur le beau, point sur l'utile ; car, lorsqu'une chose plus utile et plus commode devient à la mode, je n'appelle pas celà « la mode », mais seulement amélioration de l'art, ou de ce qui rend la vie plus amène. Le beau comporte deux catégories : l'une est fondée sur certaines idées, qui, dès l'origine, sont implantées dans notre esprit, l'autre repose seulement sur l'accoutumance des sens, qui fait paraître beau, ce qui ne l'est pas à première vue. La mode étend son pouvoir uniquement sur cette deuxième catégorie, qui est bien plus étendue que la première : il convient donc de dire que la beauté de certaines pierres précieuses, de l'or et de l'argent, est universellement déterminée, en vertu de la constitution même de notre esprit, car ils n'ont jamais été soumis à la mode ; leur valeur est toujours reconnue grande. Cependant, aucune de mes observations ci-dessus n'est modifiée par la puissance de la mode, car celle-ci ne fait que varier l'utilité des choses en variant le plaisir que l'on éprouve à s'en servir : tout le reste est sans changement.

## [Objets uniques et monopoles]

Je dois maintenant traiter de la valeur des objets uniques et des monopoles, c'est-à-dire de ces choses qui ne peuvent pas être remplacées par d'autres, par exemple la statue dite Vénus de Médicis, ou de celles qui deviennent uniques, parce qu'il n'y a qu'un seul vendeur. J'ai souvent lu, même chez les auteurs les plus sensés, que ces marchandises ont une valeur « illimitée ». Peut-être ont-ils voulu dire non définie ce qui ne serait pas plus approprié, parce que j'estime que tout ce qui est humain doit être ordonné et délimité et que l'indéfini et l'infini doivent lui demeurer étrangers. La valeur de ces objets est donc soumise aux limitations suivantes : leur prix correspond toujours aux besoins, ou aux désirs, de l'acheteur, ainsi qu'à l'estimation du vendeur, réunis, de façon à constituer un rapport composé (1).

<sup>(1)</sup> Galiani définit incidemment la valeur en échange. Cette proposition, qu'il n'a pas développée, a été, au contraire, savamment analysée par Turgot (Dubois).

Ce que dit Galiani est vrai, mais l'analyse est peu poussée. L'idée de

Il en résulte que, parfois, la valeur d'un objet unique est égale à zéro ; en tout cas, elle est toujours définie bien qu'elle ne soit pas universellement la même.

#### v

#### Du prix du marché

D'après les observations faites jusqu'ici, on pourrait croire, qu'il est facile de déterminer la valeur de toutes choses, en partant des principes énoncés, mais il y a lieu d'abandonner cette idée lorsqu'on aura mûrement réfléchi à ce qui suit. Il est très difficile, et souvent impossible, de faire ce calcul en partant des principes, que les logiciens appellent a priori. Il est en effet établi avec certitude que la rareté et la valeur dépendant de la consommation, cette dernière varie suivant la valeur : cet enchaînement rend le problème indéterminé, comme celà arrive toujours lorsque deux inconnues dépendent l'une de l'autre (1).

1°) Le fait que du prix dépendent les variations dans la consommation, est une chose évidente, si l'on réfléchit que l'homme n'a aucun autre besoin de nécessité absolue et permanente, en dehors de l'air qu'il respire et du sol qui le supporte ; il a bien besoin de se nourrir, mais il n'a pas besoin d'une nourriture particulière. Or, l'air et la terre ne sont pas rares et n'ont aucune valeur ; quant aux autres biens, l'homme peut, plus ou moins, s'en passer et, par conséquent, chacun en demande dans la proportion du dérangement et du travail qui sont nécessaires pour les acquérir. Il s'en suit que l'on consomme plus volontiers

Ferrara à savoir que l'acheteur ne dépensera pas plus qu'il ne devrait dépenser pour reproduire, au moyen de l'achat de quelque chose d'autre, une sensation jugée équivalente par lui, ne l'effleure pas, et pourtant il était sur la voie qui y mène. Pour le monopole voir aussi Dial. VIII, p. 193.

<sup>(1)</sup> Ici est mise en évidence la dépendance mutuelle entre la demande et le prix. C'est une erreur de supposer le prix indépendant de la demande et vice-versa. La conception de l'école de l'équilibre économique (Walras, Pareto) n'était pas ignorée de Galiani. (Arias).

La double proposition de Galiani signifie, non seulement, que la valeur (prix) et la consommation (demande) ne sont pas des facteurs indépendants l'un de l'autre, mais interdépendants, et se déterminant réciproquement ; mais aussi, à mon sens et implicitement, il s'y trouve l'idée que la mesure selon laquelle le degré de limitation de la quantité fait varier le prix, dépend des variations de la demande (Rossi).

ce qui coûte moins, ainsi la consommation est règlée par le prix, qui dépend de la rareté.

2°) Par contre, les prix sont règlés par la consommation : si par exemple, dans un pays, la consommation du vin était de cinquante mille tonneaux, égale à la production, et si une armée arrivait à l'improviste, le prix du vin augmenterait, car on en boirait (1) davantage. On pourrait dire qu'il y a là une situation inextricable et un cercle vicieux, mais on répondra, en pensant à ce que j'ai dit ci-dessus, que la rareté de plusieurs biens et leur abondance se modifient soudain et par suite d'une cause extérieure, qui ne nécessite pas l'intervention de l'homme : la variabilité annuelle des saisons. Pour ces produits, le prix suit la rareté : et, comme les hommes sont inégalement riches, à un certain degré de richesse correspond l'achat de certains biens. Si les prix de ces derniers baissent, les hommes qui appartiennent à la catégorie inférieure de richesses les achètent : si les prix montent, ceux qui consommaient ces produits, commencent à s'en abstenir (2). Cette affirmation est démontrée par la constatation suivante.

Dans le royaume de Naples, on consomme environ quinze millions de « tumoli » (3) de blé par an, lorsque la récolte est bonne. On sait, par expérience que, bien que dans certaines années de très grande fertilité, la récolte ait dépassé de six à sept millions la quantité normale, on n'a cependant jamais consommé, de ce surplus, plus d'un million et demi : la quantité mise en réserve n'a pas été non plus de beaucoup supérieure. Par contre, dans les années de disette, la récolte n'a pas dépassé, parfois, plus de huit millions, et cependant on n'a jamais importé plus d'un million et les réserves des années antérieures atteignent à peine deux millions. La quantité totale ainsi obtenue a été suffisante pour que le peuple n'ait pas faim. L'explication réside en ceci : dans les années d'abondance, on consomme, on détruit et on ensemence une plus grande quantité de blé, que dans les années de disette. En conséquence, la consommation est davantage limitée par le prix que par le nombre de « tumoli » ;

<sup>(1)</sup> Façon inexacte de dire : il faut ajouter « au prix courant », puisque l'auteur suppose qu'au début, on boit déjà tout.

<sup>(2)</sup> Ce passage est de tout premier ordre. Je pense que même aujourd'hui, on ne saurait mieux s'exprimer.

<sup>(3)</sup> Le « tumolo » est une mesure équivalente à trois pieds napolitains cubiques, moins un cinquantième. (G).

on pourrait dire, par exemple, que « le Royaume consomme chaque année treize millions de ducats de blé »; qu'avec cette somme, on en achète quinze millions de « tumoli », ou seulement dix, la dépense ne changeant pas.

Quant aux marchandises qui ne sont pas soumises à la variabilité des récoltes, elles n'ont aucune autre raison extrinsèque de modifier leur rareté que la mode. Mais les pierres et métaux précieux, en raison de leur souveraine beauté, ne sont pas soumis aux caprices de la mode, ni à ceux des récoltes ; ils ont donc plus que d'autres, un prix constant (1). Cependant, ils pourraient être soumis à l'action de la variabilité de la production en cas de découverte de mines plus abondantes, ainsi que ce fut le cas après la découverte de l'Amérique ; il arriva alors que la valeur s'en trouva diminuée. La consemmation en fut accrue, ce qui empêcha que la baisse ne corresponde à la mesure de l'abondance. De cet enchaînement, naît le grand et très utile effet de l'équilibre de l'ensemble (2). Cet équilibre est merveilleusement conforme à la juste abondance des commodités de la vie et au bien-être sur terre, bien qu'il ne soit pas dû à la prudence, ou à la vertu, humaine, mais au très vil stimulant, celui du gain sordide. La Providence, avec son amour illimité pour les hommes (3), a si bien ordonné cet ensemble que nos viles passions sont, presque malgré nous, tournées vers le bien de tous (4).

## [Adaptation de l'offre à la demande]

Or, il est opportun que nous expliquions comment celà arrive. Supposons qu'un pays de religion et de mœurs mahométanes adopte en un endroit, la foi et les mœurs chrétiennes. Il y avait, dans ce pays, de très rares vignes, car le vin est interdit aux mahométans et je suppose qu'ils ont obéi à cette loi. Voici désormais permis l'usage de cette boisson (5) et, sa production étant

<sup>(1)</sup> Ceci est très discutable s'agissant, pour l'époque actuelle au moins, des pierres précieuses.

<sup>(2)</sup> Mais il faudra attendre encore un siècle et quart, pour que le grand Walras en donne la formule.

<sup>(3)</sup> Galiani dixit.

<sup>(4)</sup> Cf. Mandeville.

<sup>(5)</sup> Shakspeare (Merchant of Venice) use d'une hypothèse similaire (III. sc. V): « This making of Christians, will raise the price of hogs ».

très limitée, le vin sera cher. Les marchands commenceront à importer des grandes quantités de vin. Mais nombreux étant ceux qui désirent obtenir de si beaux bénéfices, de nouvelles vignes seront plantées, beaucoup de vin étranger sera importé; tous ceux qui pensaient gagner beaucoup, gagneront seulement ce qui est juste. Ainsi les choses se placent toujours à un même niveau, telle est leur nature intrinsèque. Souvent le nombre de personnes qui se consacrent à une industrie déterminée — quand d'autres sont attirées par les premières rumeurs et par les premiers exemples [de profit], augmente beaucoup par des arrivées tardives, alors la valeur des produits baisse au-dessous du juste niveau ; chacun subira les conséquences de son erreur et plusieurs se retireront, ce qui permettra de revenir au juste niveau (1).

#### [L'équilibre statique général]

De celà, nous pouvons tirer deux grandes conséquences. La première, est qu'il ne faut jamais tenir compte des premiers mouvements, mais seulement des états permanents et fixes : dans ceux-ci on trouve toujours l'ordre et l'égalité ; comme dans un vase contenant de l'eau, un changement produira une agitation confuse et irrégulière qui sera suivie d'un niveau régulier. La deuxième est qu'on ne peut, dans la nature, provoquer une perturbation qui pousse les choses à l'infini ; une certaine force de gravité morale, qui est partout, les dévie toujours de la droite infinie les ramenant vers une circonférence, perpétuelle certes, mais finie (2). Ce que j'ai dit sera appliqué par moi cent fois à la monnaie ; que mes lecteurs le sachent bien et qu'ils soient persuadés que les lois du commerce correspondent à celles de la gravitation et des liquides, sans plus. Ce que la gravitation est dans la physique, c'est chez l'homme le désir de gagner et de vivre heureux (3) ; ceci étant donné, nous pouvons vérifier. dans notre vie morale, toutes les lois physiques des corps (4).

<sup>(1)</sup> C'est la conception d'un équilibre statique et de la façon dont les forces économiques tendent à y parvenir. Tout celà est grand. Cf. Smith. L. I, ch. VIII.

<sup>(2)</sup> L'auteur (L. II, ch. II) reprend plus loin cette image.

<sup>(3)</sup> Les lois de Gossen dérivent de cette idée.

<sup>(4)</sup> Le mérite de notre auteur ne consiste pas à avoir fait coïncider la valeur avec l'utilité, la rareté, ou le travail : sa synthèse est une synthèse véritable. Il analyse les divers éléments de la valeur, il les considère comme mutuellement dépendants, en démontre l'influence différente selon les biens, les sujets, les moments et proclame la valeur un « rapport composé », et comme tel indivisible. Isoler un facteur des autres, signifie ne pas comprendre l'idée de la valeur. (Arias).

## CHAPITRE III

# Que les Métaux valent en tant que tels bien plus que comme Monnaie (p. 47 à 56)

[La difficulté de connaître le juste prix des choses a été vaincue par tous les hommes actifs].

On ne peut donc connaître avec certitude le juste prix de l'or qu'en s'inquiétant de savoir combien il est estimé par rapport aux autres marchandises. Mais je dois m'arrêter un peu plus sur la question de la valeur des métaux, afin de démontrer plus sur la question de la valeur des métaux, pour démontrer qu'ils ont une autre vérité très importante, à savoir que les métaux ont bien plus de valeur en tant que tels, que comme monnaie, et qu'en raison de leur usure ; on pourra donc conclure que les métaux sont utilisés comme monnaie parce qu'ils ont de la valeur, et que cette valeur n'est pas une conséquence du fait qu'ils sont utilisés comme monnaie (1). Cette considération me sert à établir solidement cette valeur intrinsèque, sur laquelle est édifiée toute la vérité de cette science. Je démontrerai, par conséquent, toute la disproportion qui existe entre le métal qui est utilisé comme monnaie et celui qui ne l'est pas ; il apparaîtra alors que les principes qui sont à la base de la formation du prix prennent naissance bien davantage de cet emploi que de la valeur du métal. Pour celà, il sera d'ailleurs nécessaire d'effectuer un calcul d'arithmétique.

[L'auteur tente d'établir une statistique de la quantité de métal argent sous ses diverses formes, dans le Royaume de Naples].

Il est dangereux de procéder à des calculs d'arithmétique politique (2), car ils sont la source de graves erreurs ; ils sont effectués généralement sans aucune stabilité dans les faits et

<sup>(1)</sup> Galiani qui vient de montrer si bien qu'il existe des relations économiques de mutuelle dépendance, l'oublie ici.

<sup>(2)</sup> Statistique. Terme employé par W. Petty (1623-87) que Galiani critique en tant que statisticien dans un passage non traduit.

sans une connaissance suffisante des principes. Seuls les Princes, s'ils voulaient s'attacher à des études si nobles, pourraient vérifier les faits et les expériences grâce à leur autorité. Les erreurs peuvent d'autant plus facilement s'infiltrer dans les calculs que l'esprit est plus guidé par un parti pris qui nous porte, non pas à rechercher la vérité, mais à trouver des raisons qui viendraient confirmer ce qu'il nous a plu de décider sans base réelle.

[Nouvelle évaluation concernant l'ensemble de l'Europe : c'est surtout le luxe qui a absorbé l'argent d'Amérique].

Mes lecteurs pourront donc constater que j'ai démontré que l'or et l'argent ont une réelle valeur intrinsèque qui ne dépend, ni de leur emploi monétaire, ni de notre volonté, ni même du consentement des nations. Pour atteindre ce résultat, il convenait de développer les principes de la valeur de tous les biens en général et de les adapter à l'or et à l'argent. J'ai ensuite démontré que cette valeur intrinsèque, l'or et l'argent l'ont possédée et la possèdent même aujourd'hui où ils sont employés comme monnaie (1), car en réalité, ils valent bien plus et sont bien plus utilisés comme métaux que comme monnaie. Mais tout notre raisonnement touchant la valeur intrinsèque ne servirait de rien, — car il pourrait aussi s'appliquer aux autres marchandises de prix, — si nous ne recherchions pas pourquoi la monnaie est faite uniquement d'or et d'argent, et non de pierres précieuses, de fourrures rares, de porcelaine, de cristal, ou d'autres choses. J'espère donc démontrer que même ce fait ne dépend pas de notre consentement, ou de notre libre choix, mais que la nature de la monnaie implique en soi cu'il y a le plus grand avantage à utiliser l'or et l'argent ; le prochain chapitre est consacré à cette démonstration.

<sup>(1)</sup> Point de vue nettement contraire à celui de Cantillon.

<sup>(2)</sup> A ce sujet, Marx citant Locke dont l'opinion est contraire à celle de Galiani, approuve ce dernier : « On a été amené à considérer l'argent et l'or comme des valeurs purement imaginaires. Le fait que l'argent, dans certaines de ses fonctions, peut-être remplacé par de simples signes de lui même, a fait naître cette autre erreur qu'il n'est qu'un simple signe ».

#### CHAPITRE IV

Les Métaux sont nécessaires à la Monnaie. Définition de la Monnaie.

Qualités particulières des Métaux nécessaires à la Monnaie (p. 57 à 73)

[Galiani, après avoir affirmé que les grandes institutions ne sont pas l'œuvre des hommes et que la monnaie n'a pas été instituée par un acte de volonté collectif, montre les liens qui existent entre la monnaie et les métaux et donne la définition de celle-là].

La monnaie est de deux sortes : idéale et réelle. Elle est utilisée pour deux usages différents : pour estimer les biens et pour les acheter (1).

Pour l'estimation, la monnaie idéale est aussi valable que la réelle et peut-être celle-ci l'est davantage : toute monnaie, lorsqu'elle sert à estimer une chose est considérée comme idéale; ceci signifie qu'un seul mot, un seul nombre, suffit pour estimer tous les biens, car le prix consiste en une proportion, qui s'exprime et se comprend parfaitement grâce à des nombres. En conséquence, et en raison de cet usage, je définis ainsi la monnaie: la monnaie est une commune mesure qui permet de connaître le prix de toute chose. Cet usage est très utile, au-delà même de tout ce qu'on peut croire, parce que, sans une commune mesure, on connaît mal la proportion des biens ; tandis que, si on rapporte un bien à un autre, on comprend immédiatement le rapport qu'il y a entre eux. Si je dis : « Un baril de vin vaut cinquante livres de pain », je ne connais d'autre rapport que celui qui existe entre le blé et le vin ; mais, si je savais que le baril de vin vaut un ducat, je comprendrais de suite la proportion qu'il peut y avoir entre le vin et un très grand nombre d'autres biens, dont les prix me sont connus. Tout le

<sup>(1)</sup> Cette distinction des deux sortes de monnales est évidemment toute théorique. On peut même la trouver oiseuse. (Dessein).

monde sait combien il est facile d'acquérir cette connaissance. Je ne pense pas que l'on puisse douter de cet avantage, car notre bonheur ne peut provenir que de la formation de raisonnements justes et sincères, nos malheurs, sans exception, ont tous comme origine une erreur (1). Les jugements ne sont jamais vrais si les idées ne sont pas tout à fait claires dans l'esprit.

L'autre usage de la monnaie (2) est celui qui permet d'acheter les biens dont elle représente la valeur. Pour cet emploi, on ne peut utiliser que la monnaie réelle, c'est-à-dire le métal ; et, si les achats sont effectués avec autre chose, c'est que celle-ci représente le métal. Cela revient à dire que le métal achète tout et correspond à tout, cela absolument et dès l'origine. En conséquence, j'estime que la monnaie réelle doit être définie ainsi : la monnaie est une pièce de métal que l'autorité publique fait diviser en fractions égales, ou proportionnelles, entre elles et qui peut être donnée et reçue sans risques par tout le monde comme gage et sûreté permanente de ce que l'on obtiendra des autres, à tout moment, l'équivalent de ce qui a été donné pour recevoir cette pièce de métal (3). Cette définition me paraît assez claire (4) et je ne pense pas que des difficultés puissent surgir concernant les achats dans lesquels il y aurait fraude, ou tromperie : car il faut penser que les prix et les contrats sont évalués en monnaie idéale et sont exécutés en monnaie réelle. Il s'ensuit que des erreurs peuvent se produire si l'on mesure mal un objet dans la commune mesure qu'est la monnaie idéale : ces erreurs ne se produisent pas pour la monnaie réelle, car celle-ci

<sup>(1)</sup> ? !

<sup>(2)</sup> Ces deux fonctions de la monnaie étaient connues depuis au moins Aristote.

Le théologien mystique musulman Ghezâlî (mort en 1111) les avait énumérées, de son côté, dans son *Ih'ya*. (Voir notre note dans *R. Ec. Polit.* 1958).

<sup>(3)</sup> On remarquera les mots « permanente », et « à tout moment ». Ils prouvent que Galiani a parfaitement vu que ces « bons de marchandises » que sont les monnaies doivent pouvoir servir indéfiniment et qu'il a senti ce rôle de passerelle entre le présent et l'avenir que la monnaie métallique a pour fonction de jouer (Rist).

Dans son livre, il est vrai, Rist qui essaye de s'annexer Galiani, ne fait pas ressortir nettement que Galiani ne condamne pas de façon absolue, les dévaluations monétaires, et que parfois il les approuve.

<sup>(4)</sup> Elle est surtout laborieuse (Dessein).

est toujours l'équivalent vrai et fidèle, lorsqu'il n'y a point d'erreurs, ni de malice.

[Galiani expose ensuite les caractéristiques des métaux utilisés pour les monnaies et indique comment certaines des propriétés de ces métaux ne concernent point les monnaies. Il insiste sur les qualités que doit posséder un bien pour qu'il puisse être accepté partout et arrive à la conclusion suivante].

L'exposé qui précède permet de constater combien il est nécessaire que les monnaies réelles soient évaluées en raison de leur poids et qu'elles soient fabriquées avec une matière qui les garantisse le plus possible contre la fraude et l'usure. Il est aussi établi que l'or et l'argent sont les plus aptes à cet emploi ; il s'ensuit que ces deux métaux sont nécessaires, indispensables, pour la monnaie réelle. Il resterait à traiter de la monnaie idéale, mesure des prix, mais celle-ci est constituée par son nom et par le chiffre qu'elle indique ; elle n'a donc pas de liens avec les métaux. Cependant, réfléchissons au fait qu'on ne peut introduire dans un pays la monnaie idéale que par le moyen de la monnaie réelle, il reste que, partout où l'on emploie la monnaie imaginaire pour compter, on doit tenir pour établi que cette monnaie était autrefois réelle, ainsi d'ailleurs que nous le savons par expérience. Les hommes ne sont pas capables de s'habituer à compter à l'aide de nombres abstraits qui ne se rapportent à aucune matière; mais, si les évènements les y conduisent insensiblement, ils s'en accomodent fort bien (1). Nous traiterons de cette question dans le prochain Livre. Maintenant, je vais montrer brièvement que la mesure des biens ne peut mieux être effectuée qu'avec les métaux.

Les mesures doivent être stables et fixes le plus possible : mais cette stabilité ne peut être trouvée dans aucune chose humaine (2). Il faut donc substituer à cette notion, celle d'une mutation lente et d'une progression égale, soit en augmentation, soit en diminution et qu'aucun évènement ne vient à troubler fortement. Or, on ne retrouve cette condition réalisée, ni dans le blé ni dans le vin, etc., mais bien dans les métaux précieux ils ne sont pas soumis aux vicissitudes de la production, sauf

<sup>(1)</sup> Cette observation est peut être encore beaucoup plus profonde que ne le pensait l'auteur.

<sup>(2)</sup> Galiani exposera à plusieurs reprises l'idée que la valeur ne peut être mesurée de façon absolue. « La claire et énergique démonstration par laquelle il détruit le préjugé de l'immuabilité de la valeur de la monnaie lui fait honneur ». (Ferrara). Voir ci-après, L. II, ch. II; L. III, ch. I.

en cas de découverte de nouveaux gisements (accident très rare), ni aux variations de la consommation (1), ils ont un prix presque constant, et, comme il sont universellement appréciés, ce prix est partout le même, et ce, non pas en raison du grand nombre des propriétés qu'ils possèdent, mais seulement à cause de quelques unes ; c'est-à-dire, parce que ce sont des métaux, parce qu'ils sont doués d'une beauté particulière qui les fait apprécier de tout le monde et dans tous les temps. Ces métaux sont donc très aptes, non seulement à servir dans les payements, mais aussi à estimer toutes choses et doivent tout naturellement être considérés comme une monnaie. Si on voulait modifier cette situation en créerait du désordre et on violerait les lois de la nature (2) ; celle-ci n'a point laissé à notre libre volonté, le choix de la matière qui doit constituer la monnaie ; elle l'a, d'ellemême, fondée sur l'or et sur l'argent (3).

Nous devons remercier la divine Providence qui, après avoir créé pour notre bien l'or et l'argent, et nous les avoir fait connaître, nous a fait insensiblement commencer à les vendre au poids, et à les utiliser ainsi comme monnaie, car elle les a dotés d'une valeur intrinsèque et d'autres attributs qui les rendent aptes à cette fin. Elle leur a donné une si grande beauté que ni l'inconstance des usages, ni la barbarie des coutumes, ni la pauvreté, ni l'excès de richesse, n'ont eu la force de les détrôner dans l'esprit des hommes et de les faire remplacer par d'autres marchandises. Les philosophes ne pourront jamais les dénigrer, ni les alchimistes ne sauront les multiplier (4). Je demande ensuite que l'on rende grâces aux plus hautes autorités politiques du Monde, qui, après avoir amélioré les qualités intrinsèques des métaux et les avoir conduits à la perfection, ont essayé, épuré, pesé, divisé et contresigné de leur vénérable empreinte les métaux, pour la sûreté des citoyens.

<sup>(1)</sup> Voir la fin du chapitre précédent.

<sup>(2)</sup> La théorie de l'auteur, est, on le voit, opposée à la théorie d'Aristote et des scolastiques qui ne voulaient voir dans la monnaie qu'un signe représentatif, tenant son peuvoir d'achat, non de sa valeur intrinsèque, mais du caprice du prince et de la détermination arbitraire de la loi. (Dessein).

<sup>(3)</sup> Turgot suit ici Galiani de très près. Le § XLIII de ses Réflexions est intitulé : « L'or et l'argent sont constitués, par la nature des choses, monnaie et monnaie universelle, indépendamment de toute convention et de toute loi ».

<sup>(4)</sup> On sait que la synthèse de l'or a été réalisée dans les laboratoires.

## LIVRE II

# DE LA NATURE DE LA MONNAIE

### CHAPITRE 1

# De la nature de la monnaie et de son utilité (p. 79 à 84)

La nécessité de faire du commerce pour entretenir la vie et pour obtenir le bonheur ici-bas est bien connue ; le commerce, étant le fils du besoin que chacun a d'échanger, peut être défini : un échange que les hommes effectuent de leurs propres travaux, pour faire face aux besoins communs. Il s'ensuit que tout ce qui profite au commerce est en lui-même très utile. Or, rien n'est plus évident que les inconvénients du troc primitif : il est trop malaisé de savoir à qui fait défaut un objet que j'ai en abondance, ou d'apprendre qui possède l'objet qui me manque ; en outre, toutes les choses ne peuvent être transportées, ou conservées pendant longtemps, ni partagées suivant les besoins présents ou communs. Afin d'éviter ces inconvénients, j'avais pensé que l'on pourrait vivre en régime communiste ; en effet, il est bien connu que les petites sociétés, par exemple, la plupart des Ordres Religieux, vivent heureuses et mieux que d'autres, il me semblait que même les ensembles plus grands, tels que les villes et les royaumes pourraient vivre heureux en communauté.

Cependant, je trouvai qu'il n'était pas possible de prescrire dans ces derniers, — dans lesquels les hommes d'élite et vertueux ne sont pas les plus nombreux, — que chacun travaille, se fatigue, et apporte le fruit de son labeur dans des entrepôts communs et publics, où l'on trouverait à sa disposition des biens entreposés par d'autres et dont on pourrait s'emparer à volonté. Il arriverait alors que les paresseux frusteraient la société de leur travail et vivraient injustement du labeur d'autrui. D'autre part, il n'y aurait aucune possibilité de s'enrichir, ni de s'appauvrir : l'homme travailleur qui ne serait plus poussé par le désir du gain travaillerait moins ; le paresseux, espérant toujours profiter du travail d'autrui, ne ferait pas grand chose, ou même rien du tout ; et enfin, même les gens vertueux voudraient vivre avec une plus grande aisance, incompatible avec leur état (1). Nous constatons, en

<sup>(1)</sup> Ces considérations sont excellentes et comme nous l'avons dit dans l'Introduction, ce chapitre est un petit chef d'œuvre de science (vision d'ensemble du mécanisme économique), de clarté et d'ironie. (Sur les communautés, voir aussi Dial. II, p. 27).

effet, que, suivant les différentes qualités de l'activité, le gain du marchand et celui du paysan se différencient ; il s'ensuit que l'un vit dans l'aisance, et l'autre plus modestement. Or, dans ce système de vie en commun, tous désireraient vivre sur un pied d'égalité ; en conséquence, cet état ne saurait être maintenu. Pour remédier à ces inconvénients, je songeai à le modifier de la manière suivante (1) :

On pourrait tenir compte du travail de chacun et, suivant l'utilité que chacun apporte à la société par son travail, il pourrait participer au fruit du travail d'autrui, mais pas davantage. On devrait, donc, décider que quiconque apporte le produit de son travail à l'entrepôt, en recevra un bulletin ainsi libellé : « Un tel a remis aux entrepôts publics une certaine quantité de marchandises, - disons, par exemple, cent paires de chaussures —, et il devient créancier de la société à concurrence de la valeur de ces marchandises ». Il faudrait également décider que personne ne pourra opérer un prélèvement quelconque sans présenter un bulletin de créance et que rien ne pourrait être prélevé au-delà de la valeur et de la quantité de cette créance : après prélèvement d'une quantité équivalente à la valeur du bulletin, ce dernier devrait être détruit. Autre chose : il serait très malaisé d'utiliser le bulletin, si ce dernier comportait la mention autorisant son titulaire à prélever un seul genre de marchandises ; il en serait ainsi, par exemple, si l'on indiquait que celui qui a apporté cent paires de chaussures, aura droit à mille livres de pain, et pas à autre chose ; il en résulterait que ce bulletin ne serait accepté que par le magasin du pain ; il faudrait donc admettre que tous les entrepôts pourraient recevoir librement tous les bulletins, afin que chacun puisse y prélever ce dont il aurait besoin. Four en arriver là, il serait nécessaire que le Prince crée une valeur correspondant à toutes les marchandises, en déclarant, par exemple, que le boisseau de blé correspond à une certaine quantité de vin, ou de viande, huile, vêtements, fromage, etc...; d'après cette mesure et ce tarif, on saurait combien chacun pourra recevoir, en contrepartie de ce qu'il aura fait et quand son crédit se trouvera

<sup>(1)</sup> Galiani ne connaissait pas le terme « approximations successives », mais il savait manier cet instrument de recherche d'une façon extraordinaire. Le savant ne suppose pas connaître la réalité complètement, mais il construit des types, des modèles, de plus en plus complexes, à l'aide desquels il tente d'expliquer, de façon sans cesse plus perfectionnée, la réalité qui l'entoure. Ce chapitre devrait être des plus connus s'il était lu et commenté aux étudiants (Einaudi).

épuisé. En outre, on devrait donner au Prince un certain nombre de bulletins pour qu'il puisse les distribuer aux personnes qui rendent service à l'ensemble de la société, afin que ces dernières puissent vivre avec l'aisance qui correspond à l'importance et au mérite de leur emploi. Comme chacun peut le constater, il est cependant nécessaire que, dans ce système, les entrepôts ne soient pas débiteurs, du fait des bulletins, d'une quantité d'une marchandise donnée qui dépasserait la quantité déposée effectivement. J'ai donc pensé qu'il serait nécessaire d'obliger tous les citoyens à apporter gratuitement, c'est-à-dire, sans recevoir de bulletin, une quantité de marchandises correspondant au total de tout ce que l'on doit donner au Prince, pour qu'il la distribue parmi les « Ministres de la société ». Il me semble que tout cela est évident et que l'on parviendrait ainsi à éviter tout désordre.

Après avoir longuement réfléchi, je me suis rendu compte que le principal, et même le seul inconvénient, qui pourrait se manifester dans cette organisation, est la fraude sur les bulletins. La diversité d'impression de ces derniers rendrait difficile l'identification des faux bulletins ; en outre, certains des préposés aux entrepôts qui manqueraient de loyauté, pourraient, pour faire plaisir à leurs amis et parents, rendre ces derniers créanciers d'un prix plus élevé que la valeur des marchandises apportées par eux. Ainsi, quelqu'un qui aurait apporté dix chaussures pourrait être déclaré créancier de mille livres de pain, comme s'il avait apporté cent chaussures. Il en serait de même, si l'on faisait apparaître les entrepôts plus riches que dans la réalité ; ils deviendraient ainsi débiteurs d'une plus grande quantité de marchandises qu'ils n'en possèdent et seraient rapidement vidés de leur contenu, grâce à cette fraude. Pour éviter tout celà, il m'a paru que la meilleure solution serait de décider que, seul, le Prince aurait le droit de signer une certaine quantité de bulletins ayant tous la même valeur, par exemple, le prix d'une livre de pain, et qu'ils seraient établis soit sur du papier, soit sur du cuir, et distribués aux préposés aux marchandises. Ces derniers donneraient les bulletins contre réception des marchandises et ils recevraient les bulletins des personnes qui viendraient prélever des marchandises. Dans ces conditions, on n'indiquerait pas sur un seul bulletin la totalité du prix ; celui qui apporterait des marchandises pour une valeur dépassant la livre de pain recevrait plusieurs bulletins correspondant à la valeur de son apport. On pourra remédier ainsi aux confusions engendrées par les différences d'impression, et aux faux, comme à l'émission continue de nouveaux bulletins. Les préposés pourraient tenir exactement leur comptabilité et enfin

les bulletins n'étant refusés par personne, la société pourrait s'organiser et continuer sur cette base. J'étais, donc, arrivé à cette conclusion et je réfléchissais aux difficultés nouvelles et éventuelles qui pourraient surgir. Je me documentais auprès des historiens, comme des voyageurs pour savoir si d'autres pays confirmaient par leurs exemples, mes idées ; or, voici que, un voile me tombant des yeux, je pus me rendre compte que telle est la situation du monde actuellement et que je me trouvais dans mon pays, alors que je croyais en être très éloigné. Je pense que mes lecteurs feront la même constatation.

J'avais remarqué, et tout le monde peut le voir, que le commerce et la monnaie, élément moteur du premier, nous ont permis de quitter le misérable état primitif dans lequel chacun pense à soi, pour nous conduire vers la vie en commun bien plus heureuse, car, dans celle-ci, chacun pense et travaille pour tout le monde (1). Nous nous maintenons dans cette dernière situation, non pas par la force de la vertu, ou de la piété (liens qui ne suffisent pas, lorsqu'il s'agit de l'ensemble d'une Nation), mais en raison de l'existence des intérêts particuliers et de leur satisfaction (2). J'ai remarqué que les monnaies étaient des bulletins, qui constituent, en réalité, des bons de crédit que chacun possède vis-à-vis de la société, en raison du travail effectué par lui-même, ou par d'autres, qui les lui ont donnés. Il est vrai que les entrepôts communautaires n'existent pas chez nous, mais les magasins privés en tiennent lieu. Les bulletins, c'est-à-dire, les pièces de monnaies, ne sont pas délivrées, ou reçues, par des préposés à la garde des marchandises, mais, comme chacun prend soin de son propre labeur, on donne la monnaie pour remplir son magasin, et on la reprend en vendant les marchandises. Ainsi, il n'est pas nécessaire de faire appel à la vertu, ou à la bonne foi des entrepositaires, ni à la surveillance du Frince, pour que les bulletins ne soient pas perdus. Chacun s'abstient de les donner, car il ne peut disposer que de ceux qui lui appartiennent et il sait qu'en donnant de la monnaie, il donne son travail. Donc, l'inconvénient auquel il n'était pas possible de porter remède dans le premier état hypothétique, disparaît à présent, en raison de l'intérêt personnel, dont la force est toujours très grande

<sup>(1)</sup> L'auteur ne développe pas ici l'argument des avantages de la division du travail qui ne lui apparaissent pas.

<sup>(2)</sup> Encore une idée qui sera chère aux classiques, mais qui n'est qu'indiquée fugitivement.

dans l'esprit de l'homme. En effet, de même que les communautés restreintes et sélectionnées, — dans lesquelles les hommes ne naissent point, mais sont reçus adultes, — sont très heureuses, si elles sont basées uniquement sur la vertu, de même les nations auront un gouvernement instable et nuisible, si la vertu qui le soutient, n'est pas conjuguée avec l'intérêt personnel, car les communautés importantes ne peuvent pas être épurées entièrement des défauts qui y prennent naissance.

J'ai observé aussi que ces bulletins qui étaient donnés au Prince, de telle facon que tout le monde devrait abandonner gratuitement une fraction de son travail étaient, en fait, des taxes et des impôts. Ces derniers ne sont, en effet, qu'une fraction du travail de tous mis en commun et transformé en monnaie que le Prince répartit ; ce sont les salaires et les dépenses qu'il paie. En outre, les inconvénients qui pouvaient être provoqués par les bulletins, quelle que fut la matière qui les constituait, se trouvent éliminés par la monnaie métallique. Dans cette dernière, sa qualité, sa frappe et sa structure même évitent la fraude de la part des particuliers, la valeur intrinsèque nous épargne les abus que le Prince pourrait commettre. Car, si la matière employée ne contenait pas la valeur de la monnaie, comme dans le cas où l'on emploierait du cuir, ou du papier, le Prince pourrait imprimer un nombre excessif de bulletins : le seul fait d'admettre la possibilité de cette hypothèse suffirait à diminuer, ou à supprimer, la confiance dans la monnaie et en abaisserait la valeur. Mais la matière première de la monnaie ne saurait être augmentée que par Dieu et, si l'on veut l'extraire des mines, ou l'importer d'ailleurs, il faudrait engager des dépenses qui correspondraient d'ailleurs à leur valeur et il n'v aurait ainsi aucun intérêt à provoquer cette augmentation (1). Il est donc très important que la monnaie soit constituée par une matière première qui possède, naturellement et intrinsèquement, sa valeur et que celle-ci ne soit pas le produit de l'imagination.

Il n'est pas nécessaire que je développe davantage ma démonstration : mes lecteurs pourront le faire d'eux-mêmes, et ils constateront qu'il en ressort une très belle connaissance de la constitution de la société, des contrats et de la monnaie. Si l'on

<sup>(1)</sup> Ceci n'est vrai que pour la mine marginale. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas développé son argumentation relative au coût de production des métaux précieux, car on sent qu'il en saisit bien le mécanisme. Voir aussi ce qu'il en dit L. I, ch. I.

transforme en synthèse, ce développement analytique, on aboutira à une démonstration encore meilleure des avantages de la monnaie (1) : cette dernière a été exaltée par de nombreux auteurs, mais elle a été très décriée par un plus grand nombre encore. Personne, d'après ce que j'ai pu constater, n'a su démontrer qu'elle est utile et excellente.

Dans le prochain chapitre, je traiterai de la commune mesure des biens ; je viens d'en démontrer l'utilité, mais il reste à faire connaître quels défauts comporte celle-ci du fait qu'elle est réalisée par la monnaie.

## CHAPITRE II

De la nature de la monnaie en tant que commune mesure des prix, et des monnaies imaginaires et de compte (p. 85 à 109)

Après avoir démontré ce qu'est la monnaie et quel usage on peut en faire normalement, lorsqu'elle sert à acheter et à faire contre-poids ainsi à tous les autres biens, je vais maintenant m'en occuper en tant que règle de la valeur proportionnelle que possèdent tous les biens par rapport aux besoins de la vie ; c'est ce que l'on appelle « le prix des choses ». J'exposerai également pourquoi, d'ordinaire, les marchandises sont estimées avec des monnaies imaginaires, ou de compte.

On appelle « monnaie imaginaire », celle qui n'est pas constituée par une pièce de métal qui correspond à sa valeur. Ainsi, l'écu romain est devenu aujourd'hui une monnaie imaginaire, parce qu'on ne frappe plus de pièces contenant dix « paoli » d'argent, l'écu n'est plus en circulation ; il est seulement conservé par des collectionneurs. Il en est de même de notre once, de la

<sup>(1)</sup> Il est curieux que l'auteur, qui est un métalliste, démontre mieux que personne que la monnaie est un bon de marchandises. Il le fait mieux que ne le fera le grand Schumpeter (« Die Rechenpfennige u. das Sozialprodukt », Archiv. f. Sozialw. 1921, Tome 42) et un auteur, plein de talent et très injustement oublié de nos jours, Alf. Lansburg (en particulier Das Wesen des Geldes) et dont les articles, exposant les faits concernant la monnaie et le crédit dans les premières décades du XXº siècle, sont fondamentaux.

livre sterling, de la livre de compte en France, du ducat d'or, du ducat de banque vénitien et d'autres très nombreuses monnaies. D'ordinaire, cette même monnaie imaginaire est une monnaie de compte, c'est-à-dire, qu'elle sert de base aux contrats pour évaluer les biens : ceci provient d'une même cause à savoir, que les monnaies qui, aujourd'hui, sont « imaginaires », sont les plus anciennes dans chaque Nation et toutes ont été, dans le passé, des monnaies réelles et, en tant que telles, utilisées pour compter. Mais, les Princes, ayant modifié les dimensions et la forme des monnaies, elles sont devenues imaginaires et retenues seulement pour le compte, pour plus de commodité. Dans certains pays, comme la France, les Souverains ont, à plusieurs reprises, édicté de façon sévère que seules certaines monnaies pouvaient être utilisées dans les contrats, à l'exclusion de toutes autres ; et cette question a été dans ce pays considérée comme très importante. Mais, dans les autres nations, comme chez nous, il n'y a point de lois restrictives : l'usage s'est bien établi de compter avec trois monnaies différentes, dont l'une contienne l'autre un nombre entier de fois, et ces nombres sont presque partout vingt et douze. Ainsi, nous comptons en ducats et en « tari », qui sont la cinquième partie des premiers (les deux sont des monnaies réelles d'argent), et en « grana », qui sont la vingtième partie des « tari » et qui sont de cuivre ; ces derniers sont divisés ensuite en douze parties que nous appelons « chevaux », parce que, au temps des Rois d'Aragon, ces monnaies portaient cette empreinte ; elles sont devenues maintenant imaginaires, car on ne les frappe plus à cause de leur petitesse.

Pour traiter de façon plus approfondie des monnaies de compte et des monnaies idéales, et de leur utilité, il faut bien établir, tel un axiome, que, lorsque le prix d'une chose, c'est-à-dire son rapport avec les autres choses, se modifie proportionnellement à toutes les autres, il est évident que c'est la valeur de cette chose seulement, et non celle de toutes les autres, qui a changé. En conséquence, si une once d'or pur est égale à dix « tumoli » de blé, à quinze barils de vin et à douze boisseaux d'huile, et si nous modifions cette proportion de telle manière qu'une once d'or équivaille à vingt « tumoli » de blé, trente barils de vin, vingt quatre mesures d'huile, il est certain que, seul, l'or a augmenté de prix, et que ce ne sont pas les autres marchandises qui ont baissé. Parce que, si le blé seul avait baissé, on aurait vu l'once d'or valoir vingt « tumoli », mais le vin et l'huile n'auraient pas changé de prix. On ne saurait non plus dire que ces trois marchandises ont baissé ensemble, car une abondance si proportionnelle est un phénomène très rare que l'on peut considérer comme irréalisable. Il faut donc conclure que, lorsque toutes les marchandises deviennent plus chères, et qu'il ne s'agit pas d'une hausse temporaire et inégale (car les guerres, la pénurie et les calamités produisent, en effet, un renchérissement, mais celui-ci ne dure pas pendant plusieurs années, et n'est pas le même, proportionnellement pour tous les biens), c'est que la monnaie a été dépréciée.

Cette conséquence nous porte à conclure que la monnaie est la commune mesure de toutes choses. Ce fait n'est pas sans inconvénients et est même la cause de graves erreurs, ainsi que je le démontrerai. Pour éviter ces erreurs, il faudrait trouver une commune mesure qui ne subisse jamais aucun changement. Cependant, celle-ci n'est point facile à trouver parmi les choses humaines (1). On ne peut guère espérer dans ce monde qu'une stabilité et une fermeté perpétuelles puissent être établies, parce que celles-ci sont absolument contraires à l'ordre des choses et au génie de la nature. Au contraire, rien n'est plus conforme à la nature que le retour constant (2) des mêmes évènements lesquels, dans un mouvement perpétuel, plus ou moins retardé, se relaient entre eux dans certaines limites ; et l'infini qu'ils n'ont pas dans la progression, ils le possèdent dans un mouvement circulaire. En conséquence, il n'est pas nécessaire de souhaiter, ni même de rechercher, une mesure constante et immuable. A celle-ci, s'est substituée une mutation lente et moins sensible. Cette disparité qui existe entre la monnaie et le blé et les autres biens de première nécessité, est telle, que le blé subit des changements très grands dans son prix, dans un assez bref délai (3). Mais, en raison du retour constant des facteurs naturels, on peut affirmer presque avec certitude que, si nous considérons la moyenne des vingt dernières années de récolte et celle d'un égal nombre d'années du temps de l'Empereur Auguste (en supposant qu'il y ait la même population et la même culture de blé), on constaterait que, dans notre royaume, la valeur du blé dans des époques aussi

<sup>(1)</sup> Cf. Réflexions de Turgot, § XLVI.

<sup>(2)</sup> Allusion aux *ricorsi*, chers à Vico. Marx cite cette phrase, lorsqu'il écrit : « La vie éternelle de la valeur que le thésauriseur croit s'assûrer en sauvant l'argent des dangers de la circulation, le capitaliste, plus habile, le gagne en lançant toujours de nouveau, l'argent dans la circulation ». Mais il n'y a pas beaucoup de rapports entre les deux pensées.

<sup>(3)</sup> Il convient de comparer de très près le développement qui suit et ce qu'on trouve chez Smith, L. I, ch. V (p. 75 et s. des *Textes Choisis* par G. H. Bousquet), la pensée et presque les phrases sont identiques. Voir aussi Condillac, (Î, ch. 23).

éloignées est précisément la même. Le métal, au contraire, pendant cette période a subi de très grandes modifications : en effet, une livre d'or, au temps d'Auguste, ne valait pas autant de blé que de nos jours, mais une bien plus grande quantité. Partant, étant donné que le prix du blé se mesure d'après l'or, de même le prix de ce dernier doit être rectifié sur la base du blé, lorsqu'on le considère à un intervalle de plusieurs siècles. L'or aussi aura ses retours, parce que tout ce qui appartient à la nature y est soumis, mais nul ne sait (et il n'est pas utile de savoir) quelle est leur durée, car il est vraisemblable qu'elle correspond à de nombreux siècles. En conséquence, comme je l'ai dit ci-dessus, on peut utiliser une commune mesure soumise à une variation lente, puisqu'une mesure tout à fait stable n'existe pas.

Certains, toutefois, sont persuadés que la monnaie imaginaire est une mesure tout à fait stable et ils l'exaltent et la glorifient ; ils voudraient qu'on l'emploie seule dans les comptes. D'autres, peut-être avec plus de raison, pensent que le cuivre est parmi tous les métaux, celui qui est le moins soumis à des vicissitudes. car étant le plus modeste, il ne provoque point ni un accroissement de l'avidité de le posséder, ou d'en faire un objet de luxe, ni un empressement à l'extraire du sol : ces considérations méritent réflexion. J'essaierai donc d'étudier si la monnaie imaginaire est plus stable que la monnaie réelle ; je rechercherai ensuite s'il est préférable d'employer seulement certaines monnaies de compte et si celles-ci doivent être réelles, ou imaginaires : enfin, il sera très utile de découvrir combien de méprises et de plaintes, non justifiées, peuvent être provoquées par l'erreur commune des peuples qui croient que la monnaie est une mesure immuable et qui ne perçoivent pas ses mouvements.

Si la monnaie imaginaire (1) était un nom d'un nombre exprimant une idée de prix, et si cette idée était fixée dans notre esprit (2) et si détachée de toutes choses qu'aucun mouvement de celle-ci ne puisse la troubler, elle serait certainement invariable et constante; mais elle ne pourra jamais être telle. Par exemple, notre once est une monnaie imaginaire; mais celle-ci

<sup>(1)</sup> Pour une théorie générale et un historique de la monnaie imaginaire, nous renvoyons à Einaudi, Saggi, X, p. 231 à 265.

<sup>(2)</sup> Sur ce point, Turgot, Réflexions. § XXXVI et XXXVII, est très important et tout à fait original par rapport à Galiani ; il parle d' « évaluations moyennes qui deviennent une expression idéale des valeurs ».

valant six ducats et le ducat étant une monnaie réelle, sujette à variation, suivant que le ducat se modifie, le prix de l'once se trouvera également modifié et c'est ce qui est effectivement arrivé. Nous lisons que Thomas des Comtes d'Aquin, de l'ordre des Prêcheurs, plus tard sanctifié en raison de ses œuvres vertueuses et de sa doctrine surhumaine, recevait du Roi de Naples pour son entretien dans les écoles publiques une once par mois. Ce salaire était alors considéré comme élevé. Et cependant, aujourd'hui, six ducats par mois constituent un pauvre salaire, juste suffisant pour un palfrenier : en effet, ce n'est pas six, mais soixante ducats qui correspondent actuellement à la valeur d'une once d'autrefois. Le fait que les monnaies imaginaires ne se modifient pas, lorsque le prix des monnaies réelles est altéré, par un changement dans l'alliage, ou dans le poids de la nouvelle frappe, n'est pas à leur avantage. Nombreux sont ceux qui se méprennent sur ce point, car ils pensent que la monnaie imaginaire, n'étant pas soumise à ces vicissitudes, reste immuable. Mais, comme il est inexact que seules ces circonstances modifient le prix de la monnaie, cette opinion est erronée. La vraie et la principale modification prend son origine dans l'abondance plus ou moins grande du métal qui circule dans un pays (1). Il est vrai que ce changement n'apparaît pas sur les monnaies ; parce que, si les Princes ne les modifient pas, elles ne changent jamais ; il apparaît cependant sur les prix de toutes choses et ceci revient au même.

Le prix est un rapport : le rapport pour se modifier n'exige que la modification de l'un de ses termes ; si on ne change pas la monnaie. il suffit de changer le prix de ce qu'elle mesure. Ainsi, si un Prince voulait modifier les mesures de longueur en usage dans son royaume, sans qu'on s'en aperçoive, il lui suffirait d'ordonner que la taille de ses soldats (2), précédemment fixée à six paumes, le soit désormais à douze et que toutes les autres mesures soient rajustées proportionnellement. Le Prince réduirait ainsi de moitié la paume sans avoir donné l'impression d'y avoir touché. Ce que le Prince ne fait pas au sujet des prix des marchandises, le public le fait, et justement. Le prix étant la mesure du travail des gens, il est normal que ces derniers en disposent ; et, si le Prince veut fixer le prix d'une chose, il est obligé, s'il

<sup>(1)</sup> L'auteur ne parle pas du changement dans la quantité des produits. Toutefois ce n'est pas le facteur principal de modification.

<sup>(2)</sup> Galiani usera encore plus loin de cette image (L. III, ch. III, section 2).

veut qu'on lui obéisse, de tenir compte des mesures fixées par son peuple, sans quoi : ou bien le prix n'est pas observé, ou le travail ne se fait plus ; dans l'un et l'autre cas, le Prince n'a pas atteint son but. En conclusion, la monnaie invariable est du domaine du rêve. Tout nouveau gisement de minerai plus riche que l'on découvre, entraîne une modification de toutes les mesures (1), sans paraître toucher à ces dernières, mais en modifiant le prix des choses ainsi mesurées.

Quelqu'un pourra observer que, si le métal présente l'inconvénient d'avoir un prix variable, on devrait employer une autre matière moins inconstante. En vérité, j'ai souvent songé à rechercher s'il en existe une et j'ai constaté qu'il n'y a dans la nature aucune matière, à l'exception des quatre éléments, qui soit aussi nécessaire à l'homme et qu'il n'y a pas de peuples qui n'en aient pas l'usage, ou même la connaissance ; or, les éléments, en raison de leur abondance n'ont point de prix. Il est vrai que chaque nation possède un type particulier de comestible qui constitue sa nourriture de base et qu'on peut appeler son « blé ». Ainsi, en Orient, c'est le riz ; en Amérique, le maïs ; vers le pôle, c'est le poisson séché. On pourrait établir une mesure stable sur la base de cet aliment (2), en prenant en considération la moyenne des récoltes : mais, si l'on considère que son prix est dépendant des conditions de culture et que celles-ci varient suivant les peuples. on s'aperçoit qu'il n'est pas possible d'adopter cette mesure. Dans notre siècle, le monde a tellement progressé sur la route de la lumière et de la vérité, qu'on a l'impression qu'il s'approche de quelque grande limite. Les physiciens sont parvenus à trouver la mesure immuable et l'union merveilleuse du temps, de l'espace et du mouvement, les trois grandes mesures de l'Univers : ayant déterminé le temps d'après le mouvement du soleil et étant parvenus à le diviser en fractions égales, ils ont fait mesurer ces dernières par les oscillations du pendule, après avoir déterminé la longueur de ce dernier sur divers points du globe et. avoir recherché la vitesse des oscillations : les après trois grandes mesures ont été réunies pour l'éternité. Mais le

<sup>(1)</sup> Voilà pourquoi le métallisme théorique est inadmissible. (Voir ma note à Smith, op. cit., p. 3).

<sup>(2)</sup> Smith tient compte en plus du travail et en celà il est supérieur à Galiani, mais ce dernier prend en considération, non le blé, mais le « blé » du pays, ce qui est mieux ; à ce sujet, voir la longue citation de Pareto, que j'ai reproduite, op. cit., p. 77, n.

prix des choses, c'est-à-dire leur proportion par rapport à nos besoins n'a point encore de mesure fixe. Peut-être, la trouverat-on un jour. Je pense qu'elle se trouve dans l'homme lui-même; en effet, après les éléments, il n'y a rien de plus nécessaire à l'homme que l'homme, et le prix de toute chose dépend des diverses quantités d'hommes. Il est vrai qu'il y a une très grande différence entre un homme et un autre, mais, si, par des calculs on parvenait à trouver une moyenne, celle-ci serait certainement la vraie mesure, car l'homme fut, est, et sera toujours et partout le même (1)

[Galiani cite quelques exemples, en particulier celui des macutas, utilisé aussi par Turgot].

Si nous traitons maintenant des monnaies de compte, je puis dire que je crois avoir démontré qu'il est inutile de fixer par une loi les monnaies de compte, puisqu'il n'y a pas de monnaies stables. En effet, si, dans un pays bien gouverné, toutes les monnaies sont d'égale qualité et si la proportion des trois métaux est correctement fixée, il ne sert à rien de savoir comment et avec quoi on compte. Si les monnaies ne sont pas égales, mais qu'elles ont toutes leur cours libre, on contractera avec les bonnes monnaies, mais chacun s'efforcera de payer avec les mauvaises, ainsi les bonnes monnaies seront exportées (2). Si l'on prescrivait le paiement dans la monnaie même du contrat, cela reviendrait à supprimer les mauvaises monnaies : il arriverait que l'Etat resterait sans monnaie, s'il n'en était pas frappé de nouvelles : il serait donc inutile et vain de fixer des monnaies de compte. Si le législateur édictait ces règles pour avoir la possibilité de modifier la valeur des monnaies, qui ne sont pas de compte, il préparerait une opération malsaine et calamiteuse : alors qu'il pourrait arriver qu'il ne soit pas dangereux de rehausser la valeur de toute la monnaie, ou de toute celle d'un même métal, il n'arrive jamais que le fait de modifier une partie seulement des monnaies d'un métal puisse n'être pas nuisible, ou

<sup>(1)</sup> Les préoccupations scientifiques de l'auteur sont remarquables. Combien de gens, dits « économistes », les partagent-ils de nos jours ? Il a fait quelques nouvelles recherches (sur cette voic qui, je crois, ne mène à rien) dont il parle à la note X de la 2º édition : la valeur fixe constante est le minimum physique d'existence ; on y rapportera toutes les autres évaluations, pour avoir une idée des richesses et de la monnaie en tous temps et en tous lieux. Celà exprimera la proportion qui existe entre l'être humain, considéré comme bête de somme, et le reste de la société.

<sup>(2)</sup> Pour la loi de Gresham, voir aussi, L. II, ch. VI, et L. III, ch. I.

même profitable (1). Il est vrai que la monnaie d'or, n'ayant été adoptée pour les comptes à peu près par aucune nation, on pourrait croire que l'on peut élever le prix de ce métal sans toucher à la monnaie de compte ; mais pour faire cela (outre le fait que l'on ne doit jamais toucher à l'or (2), encore moins qu'à une autre monnaie), il n'est point nécessaire de légiférer parce que, lorsque l'autorité suprême élève la valeur de la monnaie, si elle veut tirer parti de son action, elle doit être la première à la violer. Elle a dû prendre ses engagements dans la même monnaie, en laquelle elle a obligé ses sujets à contracter et cette monnaie n'avant pas été modifiée, le gouvernement lui-même devra payer avec d'autres monnaies, dont le prix aura été majoré, ou qui auront été refondues. Ainsi, la loi que le gouvernement aura transgressée le premier, ne sera respectée par personne et il en découlera tous les malheurs que je décrirai en traitant du rehaussement de la monnaie (dévaluation).

La preuve de ce qui précède s'établit en considérant les évènements survenus en France.

[Galiani se livre maintenant à un examen, plutôt confus, de l'édit de 1577, par lequel Henri III, aux Etats de Blois, interdit les comptes en livres, pour les remplacer par l'écu d'or, et que Henri IV abolit, chose d'ailleurs inutile note l'auteur. Il nie que les motifs invoqués fussent pertinents : à savoir qu'il fallait remédier à la hausse des prix, aux gains injustifiés des étrangers, et aux pertes subies par les particuliers et par le Roi.]

Il est bon de démontrer que, conformément à l'expérience souvent renouvelée, (tout le monde ne sachant pas que les monnaies ne sont pas une mesure invariable), les autorités, écoutant certains propos inconsidérés de l'opinion publique, promulguent des lois et statuts qui, superficiellement élaborés, et parce que contraires à la nature, sont bafoués et foulés aux pieds.

Les principales erreurs peuvent être résumées en quatre points : 1°) Alors qu'un pays s'enrichit, on entend des plaintes au sujet de la famine et de la misère, phénomènes que l'on ne

<sup>(1)</sup> Cf. L. III, ch. II, ci-dessous. Dans ce qui suit, l'auteur commence à traiter ce qui est examiné par lui, au L. III, ch. III, avec plus de détails. Il y a ici un peu de désordre dans l'exposition.

<sup>(2)</sup> Cf. L. IV, ch. II.

constate pas. 2°) On envie les pays voisins, on regrette le passé, alors que celui-ci mériterait, en comparaison, du mépris, ou de la compassion. 3°) On dit que le Prince augmente les impôts, alors que, souvent, il se contente de rajuster les impôts anciens qui se sont trouvés diminués. 4°) On blâme le « luxe », la « paresse », les « activités ignobles », que l'on devrait appeler « richesse », « état paisible », « industrie » (1).

1°) Ainsi que de nombreux penseurs l'on signalé, l'homme est par nature un animal insatiable et, par conséquent, toujours porté à se plaindre et ennuyeux. Il en résulte qu'il s'attache toujours à considérer l'aspect défavorable des choses et qu'il se montre mécontent de son état, quel qu'il soit, en accusant et en blâmant, soit la Providence, soit ses semblables, soit lui-même. Il est vrai que ses actes ne correspondent pas à ses paroles et qu'il faut le juger d'après ce qu'il fait, et non d'après ce qu'il dit. Par conséquent, je déclare que l'homme est souvent injuste, déraisonnable et inconsidéré dans ses paroles, mais qu'il est bien réglé et adroit dans ses actes, lesquels rarement s'écartent de la raison et de la vérité, presque sans qu'il s'en aperçoive.

Pour savoir quel est le pays dans lequel on vit le mieux, il ne faut pas se fier aux dires de quelqu'un, mais il suffit d'observer où les hommes vont s'établir et se multiplier en abandonnant leur pays natal. Et, bien que ces derniers regrettent les terres abandonnées (ainsi que nous l'entendons dire souvent chez nous), et bien que les pères déplorent la pauvreté de leurs enfants, tant que nous ne les verrons pas revenir, ou s'abstenir de se marier, nous ne pouvons les croire.

Il ne faut pas, non plus, prendre en considération les plaintes touchant la misère. Lorsque dans un pays, l'industrie se développe, ce dernier devient plus créancier que débiteur des pays voisins ; il s'ensuit qu'après avoir acheté leurs marchandises, il reçoit d'eux de l'argent pour le surplus. La monnaie ayant augmenté [dévaluation] et le rapport se trouvant modifié, tout apparaît plus cher. Mais, si les marchandises renchérisent, les salaires et tous les autres revenus augmentent pareillement. Tout le monde se plaint de ce renchérissement comme d'une famine, mais on ne semble, ni s'apercevoir, ni se féliciter, de l'accroissement des achats et de leur plus grande facilité

<sup>(1)</sup> L'auteur a omis de traiter de ce dernier point.

(car l'homme est d'une avidité insatiable). On se plaint seulement de la dépense, comme si l'argent n'allait qu'à des étrangers et non pas aux concitoyens. Ces propos, en vérité, n'émanent pas du peuple tout entier, mais de ces personnes qui croient en savoir plus que les autres ; elles parlent, en répandant autour d'elles leurs plaintes, avec tant de force qu'elles parviennent à influencer les gouvernements ; et ces derniers de promulguer alors des édits et des lois, contraires au développement de la prospérité et qui provoquent la misère.

2°) Je me souviens d'avoir parfois entendu des gens qui, désireux d'exalter Rome par rapport à Naples, voulaient démontrer que les prix des marchandises étaient inférieurs à Rome (je ne m'occupe pas ici de vérifier si cela était vrai, ou non) ; ils ne s'apercevaient pas que, si leur affirmation était vraie, ils auraient démontré l'infériorité de Rome. On pourrait faire taire ces gens en leur demandant s'ils savent que, dans les villes des Abruzzes, toutes les marchandises sont à bien meilleur marché que dans les deux villes ci-dessus, et on pourrait conclure en leur demandant s'ils considèrent que les villes de cette région sont supérieures à Naples et à Rome. Et cependant l'erreur de ces gens est tellement répandue, qu'on la retrouve même chez les esprits les plus éclairés : cela n'est pas très différent du fait d'admirer à Rome l'abondance de produits laitiers. d'artichauts et de gibier, comme si l'existence de prairies abandonnées, de fruits des ronces, et d'animaux des forêts, font honneur à la campagne d'une capitale.

Il faut donc conclure, au contraire, que les hauts prix des marchandises sont le guide le plus sûr pour connaître où se trouvent les plus grandes richesses ; et, puisque les hommes les transportent avec eux et que les hommes vont là où on vit le mieux, ainsi on reconnaîtra de la sorte où se trouvent le meilleur gouvernement et le bonheur. C'est donc un mérite de Londres et de Paris, que tout y soit plus cher, et, pourtant, ces villes ne diminuent pas [en population]. Celà démontre que notre époque est meilleure que le passé.

Si l'on veut découvrir d'où provient cette erreur courante, il faut constater que toutes les calamités font augmenter les prix des choses, avec cette différence, cependant, qu'il y a des renchérissements qui absorbent tout l'argent d'une localité, alors que d'autres circonstances l'augmentent. La raison de ce phénomène réside dans le fait que, pendant une calamité, (celle-ci n'est autre que le défaut de production locale), le pays prend plus qu'il ne donne et par conséquent l'argent s'en va, mais, dans

les périodes de prospérité, le développement de l'industrie fait rentrer l'argent et les prix élevés sont alors utiles, puisqu'il procurent davantage d'argent. Ainsi les produits anglais, qui sont très recherchés en raison de leur perfection, procurent beaucoup d'argent à l'Angleterre. Si on pouvait vivre dans ce pays en dépensant moins, les marchandises vaudraient moins et elles lui procureraient moins d'argent. Donc, il est bon qu'en Angleterre, la vie soit chère (1).

Si nous voulons maintenant étudier les raisons qui différencient la hausse des prix dûe aux calamités, de celle dûe à la prospérité, indications très utiles pour les gouvernements, nous constaterons ce qui suit.

Le renchérissement dû à la famine est de courte durée et est suivi d'une forte baisse : celui dû à la prospérité va toujours en augmentant et il est durable. La raison de cela est que. pendant les années durant lesquelles la guerre, ou la peste, ou les intempéries, suppriment la récolte, le nombre des vendeurs diminue, par rapport aux acheteurs, alors les prix augmentent et nombreux sont ceux qui s'appauvrissent. Dépourvus de ressources, il leur devient impossible d'acheter quoi que ce soit ; et, alors ou bien ils se privent, ou ils quittent le pays : dans les deux cas, les acheteurs diminuent ; de même, les vendeurs qui ont bien besoin de vendre, ne peuvent le faire qu'au prix qu'ils trouvent ; les prix baissent alors et la pauvreté et la misère s'installent. En outre, lorsqu'un pays ne récolte pas assez sur son sol, il faut importer de l'extérieur et cette dépense doit être payée avec des sorties de monnaie : après quoi, la monnaie devient plus chère en raison de sa rareté. Mais, dans la prospérité, l'augmentation des prix provient du cours plus élevé de l'argent et ce dernier étant lié à l'abondance, non seulement elle dure, mais elle fait rentrer les gens par l'espérance du gain. Celle-ci apporte avec elle d'autres richesses et les prix augmentent encore à cause de l'abondance de la monnaie.

Il est utile ici d'expliquer la raison de deux évènements qui, bien qu'ils ne soient pas rares, semblent assez étranges. Le premier est celui qui a été observé chez nous, il y a quelques années. La récolte de blé n'avait pas été abondante et tout le monde s'attendait à des prix très élevés : malheureusement,

<sup>(1)</sup> Nous ne savons si l'explication de Galiani est bonne, mais le phénomène a continué à se manifester jusqu'à nos jours.

les olives aussi avaient été endommagées, et le blé, au lieu d'augmenter de prix, baissa et se maintint à ce niveau, alors qu'on entendait des plaintes de pénurie de toutes parts. La raison de cet évènement inattendu résidait dans le fait, qu'un produit important étant venu à manquer, un grand nombre de personnes ne purent travailler aux olives et demeura très pauvre. Le pauvre ne peut payer les denrées chères, même s'il le voulait ; les vendeurs de blé qui étaient aussi dans le besoin durent s'adapter au pouvoir d'achat des acheteurs et ne purent tenir compte de l'insuffisance de la récolte (1). Un évènement en sens contraire est survenu cette année, durant laquelle la production a été exceptionnellement abondante. On s'attendait à un avilissement des prix, mais il ne s'est pas manifesté ; ceci provient de l'abondance elle-même qui a supprimé le besoin en donnant satisfaction à tout le monde. Qui n'a pas besoin de vendre, conserve sa marchandise pour des temps meilleurs et. lorsqu'il n'y a pas excès de vente, les prix ne baissent pas. Ainsi, la pénurie provoque parfois une baisse des prix et l'abondance une hausse.

Maintenant je prie mes concitoyens de comprendre, conformément à la vérité et sans écouter des bruits trompeurs, que la présence de leur Roi a fait renchérir d'une façon stable les marchandises et a introduit des dépenses de luxe qui s'expliquent par la richesse et par la grande vitesse de circulation de l'argent. Qu'ils regardent donc avec mépris, et non pas avec regret, le temps malheureux où les denrées étaient à très bas prix, parce que l'argent était absorbé par la Cour alors au loin. Je prie aussi instamment ceux qui s'occupent de notre ravitaillement, de ne pas se laisser induire en erreur par les plaintes inconsidérées de la population, laquelle, s'agitant stupidement contre son intérêt et contre ses gouvernants, demande une chimérique distribution de vivres qui ne serait que pauvreté. Qu'ils veuillent donc ne pas opprimer une partie de la population, occupée à nous nourrir ,en fixant des prix plus bas qu'il ne convient, et en détruisant ainsi leur modeste bénéfice, ce qui nous reconduirait vers la pauvreté et la faim, en faisant économiser aux avares cet argent, qui doit servir à les chasser.

3°) La troisième erreur est, de toutes, la plus nuisible, car

<sup>(1)</sup> Cette remarque très intéressante montre l'esprit d'observation et d'analyse tout à la fois, de l'auteur. Elle mériterait d'être commentée à la lumière des théories modernes et de la loi de King.

elle fait accuser le Prince de tyrannie. On dit qu'il augmente les impôts trop souvent et cela apparaît au peuple comme une oppression ; cependant, cette augmentation est la plupart du temps fausse.

[Il ne s'agit en réalité que d'un rajustement rendu nécessaire par la dévaluation ; voir L. III, ch. III, section III].

[Galiani termine ce chapitre par une « digression sur les impôts » ; il en étudie la nature, et démontre pourquoi ceux-ci sont parfois nuisibles].

#### CHAPITRE III

# De la monnaie de cuivre, d'argent et d'or (p. 109 à 122)

[Après une allusion aux qualités des trois métaux monétaires, l'Auteur expose en détail les avantages offerts par le cuivre, surtout pour les petits paiements. De toutes façons, il faut plusieurs métaux, à cause de la diversité des payements].

Nombreux sont ceux qui pensent qu'il serait utile de décréter que le cuivre doit constituer la « monnaie numéraire » (1) ; ces derniers pensent certainement mieux que ceux qui considèrent, simplement, qu'une monnaie imaginaire en argent serait d'une très grande utilité. Quant à moi, je ne sais même pas si le cuivre peut remplir cette fonction (2). Supposons cependant que nous comptions à l'aide de « grana », et de « tornesi », comme les Espagnols comptent avec des « réaux ». Je voudrais bien savoir ce qu'il pourrait en résulter de bon. Tout d'abord, je demande : une loi fixerait-elle l'équivalence des « grana » avec des « ducats » ? Dans l'affirmative, il serait évident que le

<sup>(1)</sup> L'auteur n'explique pas clairement ce qu'il entend par là. C'est d'abord la monnais faite d'un métal donné et en laquelle se font les évaluations, mais ce paraît être également. ce que nous nommons la monnaie-étalon.

<sup>(2)</sup> D'excellentes réflexions touchant la monnaie de compte détruisent les illusions de Broggia et montrent clairement la fragilité des espérances fondées sur l'apothéose de la monnaie de cuivre, comme donnant au système monétaire la stabilité de la valeur à laquelle on aspire (Ferrara).

compte en monnaie invariable se serait évanoui parce que, tant qu'un ducat vaut cent « grana », il revient au même de compter avec des « grana », ou avec des centaines de « grana » ; je ne vois pas quel serait l'inconvénient d'indiquer cette centaine par un seul mot. Ce mot « ducat » sonne bien, il n'est pas difficile à conserver dans la mémoire : pourquoi donc ne l'emploierait-on pas ? Or, si la loi veut que le « ducat » corresponde toujours à cent « grana », l'argent devient la monnaie de compte et non plus le cuivre. Mais j'ai déjà démontré que l'argent change de valeur ; en conséquence, tant que le cuivre sera lié par la loi à l'argent, il sera entrainé par celui-ci dans toutes ses modifications. On ne saurait dire que le cuivre n'a pas de motif de changer de valeur, puisque ses gisements, ainsi que son utilisation n'ont pas augmenté et qu'il s'ensuivra que ce métal ne sera pas soumis aux vicissitudes de l'argent ; ce dernier a souvent changé, soit par suite de la découverte de nouveaux gisements, soit par suite d'une nouvelle utilisation par l'industrie de luxe, soit, enfin, par la volonté du Prince. Alors que, si la loi l'ordonne, il faut bien ou qu'il s'y soumette ou qu'on la transgresse et dans ce cas, qui correspond à un rehaussement, ou bien l'un des deux métaux disparaîtra, ou bien la loi devra être modifiée. Mais ceci est contraire à ce que nous avons déjà supposé, à savoir que la proportion entre l'argent et le cuivre est fixe. On peut en dire autant du cuivre, par rapport à l'or. Et voilà qu'il est établi qu'il ne sert à rien d'utiliser le cuivre pour la monnaie de compte, tant que sa valeur est maintenue fixe par rapport à celle des autres métaux.

Ja suppose, maintenant, que ces proportions des métaux n'ont pas été fixées. Cet état de choses, bien qu'on n'en trouve aucun exemple dans les autres pays, à l'exception de la Chine (où on frappe seulement de la monnaie de cuivre et où on vend et on achète l'argent et l'or, comme les autres marchandises) mérite. toutefois, d'être pris en considération, afin d'établir s'il comporte un avantage qui le rende digne d'être recommandé. Je remarque que très nombreux sont ceux qui se trompent, en pensant que la valeur est une qualité intrinsèque des choses et non pas, comme cela est réellement, un rapport extrinsèque qui change suivant les lieux, les époques et les peuples. Ainsi, on parle de la valeur de l'argent, du cuivre et de l'or comme de choses stables, et on ne précise pas, par rapport à qui, ou à quelle chose, cette valeur a été estimée ; cela correspond à parler de haut et de bas sans préciser le point de départ de la mesure. Pour découvrir maintenant l'origine de cette erreur, je voudrais que l'on se souvienne que le fait d'avoir mesuré un métal avec l'autre et d'avoir fixé cette mesure grâce à l'autorité de la loi, nous conduit à parler de la valeur comme d'une chose très connue et par conséquent absolue, alors qu'elle n'est que relative (1).

En effet, lorsque quelqu'un demande combien vaut un ducat, on ne lui répond pas : il vaut telle quantité de blé, ou de vin, parce que cette dernière réponse, bien que pertinente, ne peut pas être donnée, car cette proportion n'est pas fixe ; on dit alors : il vaut cent « grana ». Cette réponse, qui n'est pas meilleure que la précédente, exprime la proportion du cuivre et de l'argent, parce que celle-ci est fixe, et il semble aux yeux du public qu'elle exprime la valeur des métaux ; ainsi parle-t-on d'elle comme d'une chose connue et universelle.

Or, si la loi ne déterminait pas cette proportion, les métaux se trouveraient entre eux dans la même situation que le blé et le vin, vis-à-vis de l'argent. Il ne serait donc pas plus commode de compter avec du cuivre, parce que, après avoir fait le compte, il resterait à établir combien de « grana » vaut un ducat et cette roportion serait toujours variable. Les gros paiements devraient être faits en argent, ou en or ; le compte en cuivre deviendrait inutile et, insensiblement, par la force des choses, on reviendrait au compte en argent et en or. En somme, compter en cuivre deviendrait la même chose que compter avec du blé, ou avec du vin et, pour résumer, on peut dire que cette question de la monnaie de compte ne mérite pas tant de réflexions, car on constatera toujours que la matière dans laquelle on paie est celle-là même dans laquelle on compte, que ce soit une marchandise, ou bien du métal.

Je pense maintenant que quelqu'un pourrait dire que le cuivre est davantage à l'abri des fraudes des faussaires et des rehaussements de valeur inopportuns, et qu'il est donc préférable de l'utiliser comme monnaie de compte. A celà je réponds que les fraudes ne changent pas le compte qui s'effectue plus sur l'imaginaire que sur le réel (2); il est faux que les rehaussements ne se réalisent pas sur le cuivre et, même si celà était vrai, ce serait la conséquence du fait qu'il ne sert pas de monnaie de compte. Il est bien ridicule de vouloir empêcher les décisions des gouvernements par des usages arbitraires, que la

<sup>(1)</sup> Galiani énonce cette vérité, presque comme allant de soi. Tout ce passage est excellent.

<sup>(2)</sup> Obscur. Le sens semble être : « On évalue les prix en monnaie de compte correspondant à de bonnes pièces, non à des pièces fausses ».

nature elle-même, lorsqu'elles lui sont contraires, esquive sans les réprimer. Lorsque le rehaussement est décidé par le Prince, ou lorsqu'il est nécessaire, et si alors la monnaie de compte en cuivre devait constituer un obstacle, le Prince commencerait par modifier cette monnaie de compte et voilà qu'un torrent emporterait ces digues fragiles.

Mais il est absolument faux que le cuivre ne soit pas soumis à des hausses, ou à des baisses ; et je suis très surpris de constater que cette opinion erronée soit si répandue. « Elever » et « abaisser » sont deux termes relatifs : en conséquence, lorsque le prix de l'argent monte, baisse-t-il par rapport à quelque chose ? Il ne le fait pas par rapport aux comestibles, ni à d'autres marchandises, dont le prix est laissé à la libre volonté du vendeur : donc, c'est par rapport au cuivre et à l'or. Chaque fois que l'argent monte, le cuivre baisse.

[Galiani étudie ensuite l'état de la monnaie de cuivre de son temps et suggère les moyens aptes à l'améliorer. Il traite de sa valeur intrinsèque et il constate que celle-ci est inférieure à sa valeur extrinsèque ; il estime d'ailleurs que celà ne peut causer aucun dommage à la circulation de la monnaie de cuivre à la condition de ne la frapper que par petites quantités. Galiani termine le chapitre en traitant pareillement des monaies d'argent et d'or].

#### CHAPITRE IV

D'une estimation équitable de la valeur des métaux précieux et de la mannaie.

Nocivité de l'excès de monnaie.

L'homme est la vraie richesse (p. 123 à 131)

[Galiani répète d'abord ce qu'il a dit, L. I, ch. II, § 1]: La monnaie a eu de tout temps des détracteurs injustes et de vils adorateurs. Par conséquent, je me propose de traiter de l'utilité et de la nécessité de la monnaie et de fixer les justes limites de son estimation, afin que les hommes, abandonnant l'erreur commune qui leur fait prendre des ombres pour des choses réelles, et des instruments pour l'œuvre elle-même, sachent que les métaux précieux sont une marchandise de luxe, et non pas une chose de première nécessité. La monnaie n'est

pas une richesse, mais l'image de celle-ci et l'instrument pour l'obtenir (1) : bien qu'il advienne parfois que la vraie richesse augmente de ce fait. cela semble vrai un nombre infini de fois. alors que cela n'arrive pas en réalité. Il n'en serait pas autrement pour celui qui, agitant rapidement un morceau de charbon incandescent, ferait croire qu'il a en main une roue de feu, alors qu'il s'agit d'un phénomène visuel dû à la vitesse de rotation.

Que la foule appelle l'argent : « le nerf de la guerre », « le fondement de la puissance », « le deuxième sang de l'homme » et « le principal soutien de la vie et du bonheur », on pourrait pardonner à son ignorance et au lien existant entre les deux idées de l'image et de la chose. Mais que celui qui gouverne tombe dans cette erreur (2), on ne saurait en aucune façon le tolérer à cause des dommages qui peuvent en résulter. Les richesses de Sardanapale, de Crésus, de Darius et de Persée, furent accumulées à cause de cette erreur ; et, parce que ces derniers ne se souvinrent pas que la guerre se fait avec les hommes et avec les armes, et non pas avec l'or, et qu'ils se reposèrent sur ce dernier, ils furent dépouillés de leur or avec plus d'avidité qu'ils n'en n'avaient mis à l'accumuler pour leur défense.

Or, pour démontrer l'importance de cette erreur, il suffit de rappeler la définition de la richesse, et l'on verra alors si celui qui possède de l'argent, peut être appelé riche. La richesse est la possession d'une chose qui est désirée plus par d'autres que par son possesseur. Je m'exprime ainsi parce que de nombreuses choses pourraient être utiles à quelqu'un, pourtant, ce dernier ayant le malheur de ne pas les connaître (3), ne peut pas dire qu'il est pauvre et, d'autre part, celui qui les possède n'est pas riche par rapport au premier ; réciproquement, beaucoup de choses sont inutiles, ou nuisibles, mais, comme elles sont

Celà ne nous paraît pas être en contradiction avec les idées de Galiani. (C.)

<sup>(1)</sup> Il est étrange que ce soit un partisan du métallisme qui emploie ce langage.

<sup>(2)</sup> Davanzati, dans sa Leçon sur les Monnaies, déjà citée, dit : « Il me paraît que l'argent devrait être plus proprement appelé le deuxième sang... Aussi est-il bien facile de comprendre que chaque Etat a besoin d'une certaine quantité de monnais en circulation, de même que chaque corps demande une certaine quantité de sang qui l'irrigue ».

<sup>(3)</sup> Excellente remarque touchant la nature de l'ophélimité.

très demandées par erreur, elles enrichissent celui qui les possède.

Il résulte de cette définition que la richesse est un rapport entre deux personnes (1) et que chacun est inégalement riche par rapport à un autre homme. En outre, la mesure de la richesse ne réside pas seulement dans la quantité des choses désirées, mais aussi dans les diverses qualités de ces dernières, et celui qui possède les choses les plus utiles, est plus riche que celui qui possède les moins utiles. Or, dans la série des choses utiles, il y a en premier lieu les éléments ; et d'abord l'homme qui est la chose la plus utile à un autre homme ; il y a, ensuite, victuailles, les vêtements, l'habitation et enfin commodités mineures, destinées à satisfaire les besoins secondaires de l'homme (2). Dans cette dernière catégorie, se trouvent les métaux, non loin des pierres précieuses : ils sont donc, eux aussi, utiles, mais moins que l'homme. En conséquence, si Cyrus, si Rome, si Alexandre, avaient eu davantage d'hommes, cu, pour mieux dire, meilleurs, que Crésus, Persée et Darius, ils auraient été bien plus riches (3) : c'est une erreur de dire que celui qui possède le plus d'argent est le plus fort (4). Les Romains n'eurent pas constamment du succès, mais une supériorité constante de puissance. « Le hasard » et « la chance » sont des mots nés de notre ignorance et ils n'existent pas dans la nature. Nous appelons « le hasard », cet ordre de lois que nous ne savons pas expliquer, et ce mot varie dans sa signification suivant l'interprétation que nous lui donnons ; il en résulte que le sage est toujours appelé « heureux » par le sot. Je crois qu'il n'y a pas un mot plus honteux pour nous et plus injurieux pour la Providence qui nous gouverne,

<sup>(1)</sup> Galiani aurait dû ajouter : « Un rapport caché sous l'enveloppe des choses ». En réputant égaux dans l'échange, leurs produits différents, les producteurs établissent par le fait que leurs différents travaux sent égaux. Ils le font sans le savoir. (Marx).

<sup>(2)</sup> Cette hiérarchie ne correspond qu'en partie à celle donnée au L. I, ch. II.

<sup>(3)</sup> Ceci peut être vrai du point de vue sociologique, mais nous semble intenable du point de vue économique, et d'ailleurs en contradiction avec la définition que l'auteur a donné de la richesse. Il feudrait employer le mot « puissance », ou « force » des Nations, au lieu de « richesse ». Combien supérieur le § 50 des Réflexions de Turgot sur le calcul de la richesse totale d'une nation et même les vues paradoxales de Graslin.

<sup>(4)</sup> Ce n'est pas ce dont il s'agit. Personne ne prétend le contraire.

Il n'est donc pas vrai que l'or et l'argent soient tout à fait inutiles, mais ils ne sont pas non plus dignes d'être reconnus souverans et arbitres du bonheur (1).

[...] Et cependant beaucoup de pays agissent ainsi. Les Portugais voient volontiers les sacristies de leurs églises devenues presque des magasins d'argent et ils considèrent que, dans cet argent, ils possèdent un remède à tous les besoins. S'ils doivent avoir ces besoins, ils s'apercevront ce que vaut ce métal et je prie le Ciel que cela ne leur arrive jamais. Ils croient pouvoir le changer en monnaie. J'Ignore s'ils auront le temps d'agir ainsi, mais, même s'ils l'avaient, je ne sais s'ils pourront, comme ils auront converti l'argenterie en monnaie, convertir la monnaie en hommes et en pain, et s'ils ne le pouvaient pas, la calamité serait sans remède. Les particuliers peuvent bien s'appuver sur la monnaie parce que leurs malheurs privés n'arrivent jamais en même temps que ceux des autres (2), mais les Etats ne le peuvent pas. L'argent peut remédier aux petits malheurs : mais les grands malheurs d'un Etat s'en trouveraient aggravés parce que ce dernier serait pillé plus vite par ses ennemis et pas ses propres auxiliaires. Les Vénitiens pendant la bataille de Ghiera d'Adda avaient encore les caisses de l'Etat pleines de leurs trésors, ils perdirent leur Etat, sans pouvoir être défendus par leurs richesses ; et les dommages qui avaient été causés par une armée bien payée, furent réparés par le courage de ces gentilshommes qui défendirent Padoue (3) et qui ne coûtèrent rien à la République.

[Galiani rappelle que, dans l'histoire de l'humanité, il n'y a jamais eu d'exemple d'une nation riche et mal aguerrie qui ait pu détruire un pays pauvre et surpeuplé. L'argent n'est pas la vraie richesse, la vraie richesse c'est l'homme] (4).

Après ce que nous venons d'exposer, il nous est possible de conclure que la monnaie, aussi utile dans l'Etat que le sang dans

<sup>(1)</sup> Encore une déviation du sujet.

<sup>(2)</sup> Excellente observation, ce qui est vrai pour l'individu ne l'est pas pour l'ensemble. Voir sur ce sujet, nos *Institutes de Science Economique*, T. I, p. 229 et s.

<sup>(3)</sup> Allusion, sans doute, aux évènements de 1509.

<sup>(4)</sup> Hume, Essai sur l'argent : « L'abondance des hommes et des denrées constitue seule la force réelle de la société ». Le terme « force » est bon ; « richesse » est équivoque.

le corps, doit être maintenue dans certaines limites, proportionnées aux vaisseaux qu'elle doit parcourir. Il n'est pas utile qu'elle soit accumulée en trop grande quantité par les Princes, ou qu'elle soit thésaurisée. Seul l'homme devrait faire l'objet de tous les soins de la part des Princes, parce que c'est là la vraie richesse et qu'il est une créature bien plus digne d'être aimée et d'être choyée par ses semblables qu'elle ne l'est actuellement. Seul l'homme, partout où il est en nombre, fait prospérer l'Etat.

[Galiani termine ce chapitre en insistant sur cette dernière notion et en démontrant par quels moyens il est possible d'encourager une augmentation de la population. Il conclut par l'affirmation de la supériorité de l'agriculture (1) sur le commerce].

#### CHAPITRE V

## La frappe de la monnaie (p. 133 à 138)

[L'Auteur consacre quelques pages à cette opération et résume les opinions de Davanzati, exposées dans le *Discours sur les Monnaies*, et certaines critique adressées à la monnaie anglaise par Locke].

### CHAPITRE VI

# Des Alliages (p. 139 à 152)

[Résumé de l'histoire des alliages dans l'Antiquité, suivi de réflexions sur la monnaie de « billon », sur son utilité et sur les raisons de son invention. L'auteur rappelle que la mauvaise monnaie chasse la bonne ; mauvaise est celle qui est mal évaluée par rapport à la proportion des métaux en circulation et qui contient moins de métal que sa valeur fixée par la loi].

<sup>(1)</sup> Les mercantilistes donnaient toutes leurs préférences à l'industrie et aux manufactures, et traitaient l'agriculture en quantité négligeable. Galiani fait à celle-ci une place prépondérante (Dessein).

# LIVRE III

# DE LA VALEUR DE LA MONNAIE

#### CHAPITRE I

# Du rapport qui doit exister entre la valeur des trois métaux utilisés comme monnaie (p. 153 à 165)

[....] Il suffit de dire que la valeur est une notion relative et qu'elle exprime l'égalité entre le besoin d'une chose et celui d'une autre ; on en déduit immédiatement que la valeur de la monnaie n'est pas déterminée, ni fixée, par la loi, ou par les usages, cela serait d'ailleurs au-dessus des forces humaines (1). En effet, pour déterminer un rapport, il faut que les deux éléments de ce dernier soient fixes ; il s'ensuit que, pour fixer la valeur de la monnaie, il faudrait stabiliser également le prix du blé, du vin, de l'huile et de tous les biens, ce qui est impossible. Comment donc, demanderont certains, peut-on dire que la valeur de la monnaie soit fixe? On le dit abusivement, parce que, de toutes les marchandises avec lesquelles la monnaie peut être comparée, il y en a une seule avec laquelle la proportion est fixe. Celle-ci, c'est la monnaie elle-même. J'ai déjà dit que les monnaies sont constituées par plusieurs métaux. Entre ces métaux, la loi a établi une certaine proportion de valeur, afin qu'ils puissent être bien mesurés ensemble. En outre, on établit la valeur des diverses monnaies d'un même métal, suivant la proportion de matières premières qu'elles contiennent ; celle-ci est plutôt la manifestation de ce que l'on frappe la monnaie (2) qu'une loi déterminant des proportions. De cet abus de langage, en est né un autre qui permet, lorsque la monnaie change sa proportion par rapport au blé, par exemple, de ne pas dire que la monnaie a renchéri, — ou qu'elle a baissé de valeur, — ce qui correspondrait à la vérité : on dit au contraire que cela s'est produit pour le blé. On dit que la monnaie s'est altérée, seulement lorsque le cuivre a changé de valeur par rapport à l'argent.

Or, cette proportion, établie par la loi, et qui ne peut se modifier suivant les mouvements naturels, a toujours été, et

<sup>(1)</sup> On observera l'insistance que met Galiani à répéter cette idée.

<sup>(2) «</sup> Una manifestazione del conio ».

est encore, la source de graves malheurs en matière de monnaie. Tout d'abord, il y a la falsification et le limage qui tirent leurs effets nuisibles du fait qu'ils changent la proportion naturelle, sans modifier celle fixée par la loi. L'inconvénient qui provient d'une proportion non naturelle est le suivant : étant donné que la valeur est la proportion existante entre la possession d'une chose ou celle d'une autre, lorsque celle-ci demeure dans les termes naturels, seuls sont disposés à l'échanger avec l'autre, ceux qui ont besoin d'une des deux choses ; les autres hommes n'ont pas la même intention. Mais, si on change la valeur de l'une d'elles, il s'ensuit que les deux choses possèdent une valeur inférieure à ce qui est juste, et l'autre en possède davantage. En conséquence, il sera avantageux de donner une chose pour prendre l'autre, même si on n'en a pas besoin (1). Voilà donc une source de profits qui n'est pas donnée par la nature, mais par la loi : voilà un commerce que tout le monde peut exercer sans fatigue et sans connaissances spéciales. La chose qui est évaluée au-dessus de sa valeur naturelle, deviendra rare ; par contre, la chose qui lui a été substituée sera abondante ; celle-ci ne pourra pas devenir plus chère et s'équilibrer, en raison de la force de la loi. Or, s'il s'agit d'un bien utile, nous serons privés de quelque chose qui est nécessaire à la vie et, comme dans celle-ci, le bonheur provient toujours des choses agréables dont nous pouvons user, il naîtra de cette situation de grands malheurs.

Cela se produit, en général, pour tous les biens dont on aura fixé la valeur (2) ; mais, dans le cas de la monnaie, on décide que la proportion naturelle entre l'or et l'argent est telle que celui qui possède, aujourd'hui, une livre d'or est aussi bien pourvu que celui qui en possède environ quinze d'argent. Si l'autorité publique intervient pour décider que treize livres d'argent correspondent à une livre d'or, il devient plus intéressant de payer en monnaie d'argent parce que, pour rembourser la dette d'une livre d'or, il suffira de verser, non pas quinze livres, mais seulement treize d'argent. Il est plus intéressant alors de conserver l'or et de l'expédier là où on continue à l'estimer à quinze livres d'argent ; quelqu'un qui aurait trente livres d'argent de rente et une dette de quinze livre, encaissera, après avoir fait cette opération trente quatre livres et aura treize livres de dettes :

<sup>(1)</sup> On remarquera la clarté de cet exposé de la loi de Gresham.

<sup>(2)</sup> D'un mot, Galiani fait allusion aux inconvénients des taxations dans tous les domaines, et très bien.

en conséquence, l'or disparaîtra et l'argent demeurera.

Si cette situation devait durer, tout l'or s'en irait. Si les autorités, après avoir eu connaissance des pertes subies, abrogeaient la loi, elles apporterait la preuve du dommage qui en serait résulté. Car, supposons que, pendant la période où une juste proportion a fait défaut, on ait sorti cent mille onces d'or et qu'on les ait échangées contre de l'argent : on aura donc reçu un million trois cent mille onces d'argent. Si on voulait, maintenant, reprendre cet or, pourrait-on encore en avoir cent mille onces? Non parce qu'on devrait le reprendre aux pays, où les lois de la nation qui a perdu l'or, n'ont aucune force ; dans ces pays, l'once d'or vaut quinze onces d'argent, en conséquence, on ne pourra rapatrier que quatre vingt six mille cent soixante six onces : la différence, — et elle est importante, — est définitivement perdue, car elle est passée entre les mains de gens plus avisés. Si ces derniers sont des étrangers, on voit tout de suite quel cadeau considérable on leur a fait : si ce sont des citoyens, seul un sot politicien pourrait dire qu'il n'y a point de préjudice. C'est bien une loi de la nature (1) que les richesses constituent la récompense de celui qui apporte à autrui des utilités, ou des satisfactions ; là où on permettrait de dépenser, ou de perdre le fruit de son travail sans en tirer aucune satisfaction, il ne pourrait y avoir aucune possibilité de bon gouvernement, ni de bonheur.

[L'auteur démontre qu'il est inutile de fixer par une loi le rapport qui doit exister entre les métaux ; il expose l'usage de la fixation des prix de marchandises qu'on nomme « à la voix ». Celui-ci sert de base aux contrats dans lesquels les parties ont spontanément stipulé de se référer au prix de la « voix » (2) ; ainsi, on concilie la liberté des contrats, avec la nécessité d'une règle fixe et sa force provient du libre consentement, et non pas d'une loi. Galiani étudie l'application de cet usage à la monnaie et expose que la monnaie ne devrait pas avoir de cours forcé. L'auteur analyse ensuite les raisons pour lesquelles on a souvent agi autrement et ajoute :] Je passe maintenant à l'étude

<sup>(1)</sup> C'est plutôt un principe du système libéral et qui en fait la supériorité sur les autres.

<sup>(2) «</sup> Prix à appliquer en l'absence de convention contraire » (Einaudi). Cette idée fut émise par Law avant Galiani qui a cependant la priorité, le mémoire de Law de 1706 n'ayant été publié qu'en 1757. Pour tout ceci, voir Einaudi (Saggi, p. 249 à 251).

des altérations de la proportion entre les métaux et effectuées de différentes manières. Ensuite, je traiterai du rehaussement [....].

#### CHAPITRE II

# De la disproportion de valeur entre les monnaies de métaux différents et entre celles du même métal (p. 167 à 184)

[Les modifications qui peuvent intervenir dans la valeur des monnaies proviennent : 1°) de la nature des choses, lorsqu'on exploite de nouveaux gisements, ou qu'on change de mœurs, ou par le luxe ; 2°) de l'usure naturelle ; 3°) des alliages ; 4°) d'une diminution du poids ; 5°) du limage ; 6°) de l'autorité de la loi. Le rehaussement fera l'objet du chapitre III.

Galiani analyse les six points précités et s'étend plus particulièrement sur les deux derniers. Contre l'action du limage, il propose le retrait des pièces et leur remplacement par une nouvelle monnaie (1), ainsi que des sanctions sévères contre les auteurs du limage. Quant à la modification de la proportion des métaux, due à un acte d'autorité, ou à la loi, Galiani rappelle les principes suivants : 1°) Le changement de la proportion entre le cuivre et les métaux riches n'a aucun effet et correspond à un rehaussement total, s'il n'est pas très important. L'inefficacité de la mesure étudiée résiderait dans le fait de la trop grande disparité qui existe entre le cuivre et les métaux précieux. 2°) La mauvaise monnaie chasse la bonne. 3°) La disproportion entre deux sortes de monnaies du même métal est plus nuisible que celle qui existerait entre deux métaux différents. 4°) Un rehaussement partiel, c'est-à-dire, une « disproportion » n'offre aucune utilité s'il n'est pas plus grand qu'un rehaussement total, car le rehaussement partiel « gêle », ou fait s'évanouir le restant de la monnaie et saigne l'Etat.

<sup>(1)</sup> Cette proposition avait été faite en 1588 par Davanzati, déjà cité, dans les termes suivants : « On ne doit absolument pas supporter de pareilles monnaies pour que chacun soit protégé contre la tromperie ; il faut les enlever, mais d'une manière adroite et discrète et désigner quelqu'un qui les prenne et les paie leur juste prix, sans en faire une source de rente ou de profit ». (C.)

[C'est pourquoi le rehaussement général est bien préférable à ce rehaussement particulier].

#### CHAPITRE III

(p. 185 à 213)

I

# Du rehaussement (1), c'est-à-dire du changement de proportion entre l'ensemble de la monnaie et les prix des marchandises

Après avoir exposé, en détail, toutes les caractéristiques de l'élévation d'une partie des monnaies, et après avoir examiné ses conséquences nuisibles, ainsi que les remèdes, il me reste à traiter du rehaussement de toute la monnaie en général; opération qui est effectuée par les Princes, ou bien par une loi, ou en jetant à la fonte la monnaie, afin d'en réduire le poids, ou la teneur en métal fin. Ce sujet fera l'objet d'une grande diversité d'opinions, plus nombreuses que pour les questions traitées précédemment, et toutes remplies de considérations très graves : parce que nombreux sont ceux qui considèrent le rehaussement de la monnaie comme une calamité pour l'Etat et le détestent. Nombreux sont aussi ceux qui l'exaltent et, parmi ceux qui y sont contraires, beaucoup pensent que, quand l'opération a été accomplie, il y a lieu d'y porter remède en rétablis-

<sup>(1)</sup> Le rehaussement (« alzamento ») est la « dévaluation » moderne. Si, par exemple, la seule monnaie frappée en circulation fut l'écu d'or de 5 lires, — mais que la lire, elle, ne fut pas frappée, mais servit seulement de monnaie de compte pour toutes les transactions — : et si du jour au lendemain on décrète que l'écu, toujours de même titre et de même poids, doit avoir le nom de six lires, l'écu aurait augmenté en nombre de lires, et de même chaque lire ne contiendrait plus qu'un sixième, au lieu d'un cinquième d'un poids invariable d'or. Voilà pourquoi le « rehaussement » de l'écu d'or, et, en général des monnaies frappées, en circulation, signifie « dévaluation » de la lire et des monnaies de compte en général. Même aujourd'hui, si nous supposons que le franc suisse soit une monnaie frappée en or, de poids et titre invariables, et que circulent en Italie seulement des lires-papiers, on dit que la lire est dévaluée, quand il faut donner 5, 6, 10, 100, ou 150 lires, au lieu d'une lire, pour un franc suisse (Einaudi).

sant toutes choses dans l'état antérieur (1) : d'autres, par contre, estiment (2) que cette politique ne ferait que redoubler le mal. Dans cette discussion, ie ne suivrai pas tous les auteurs, car il n'en sortirait que de la confusion et de l'obscurité : je résumerai donc en quatre points, tout ce qui a été jusqu'à présent, dit et imaginé. Tout d'abord, j'exposerai les profits que l'on promet au Prince, ou aux sujets, comme conséquence du rehaussement. profits faux et imaginaires ; ensuite, je traiterai des dommages qui ont été annoncés à celui-là et à ceux-ci par le plus grand nombre d'auteurs et que i'estime ne point correspondre à la vérité et avoir été exposés dans l'ignorance des choses ; suivront les dommages qui sont vrais et effectifs, et enfin les avantages réels que l'on peut, parfois, espérer du rehaussement de la monnaie. En conséquence, on verrra s'il existe des périodes et des situations où, les profits dépassant les dommages, le rehaussement devient recommandable, car, dans les décisions humaines, il y a toujours, mêlés, du bien et du mal.

Si nous voulons expliquer, par une définition, la nature du rehaussement, je crois que je pourrai le faire dans les termes suivants : le rehaussement de la monnaie est un profit que le Prince et l'Etat tirent de la lenteur avec laquelle la population modifie la connexion des idées touchant les prix des marchandises et de la monnaie (3). Cette connexion des idées, qui est l'œuvre la plus notable de notre esprit, celle qui est à la base de toutes les sciences et qui nous sépare de façon si remarquable des animaux, est celle-là même sur laquelle on édifie les avis les plus singuliers et les plus extraordinaires. En conséquence, on me ferait du tort si l'on pensait que j'ai voulu donner cette définition avec une intention malicieuse : parce que je puis démontrer que la vente des titres de noblesse, la concession des honneurs et, en très grand nombre, d'autres usages, méritent de recevoir la définition même que j'ai donnée pour le rehaussement

<sup>(1)</sup> Allusion à Davanzati, qui dans sa Leçon, déjà citée, rappelait que : « Rome assiégée et épuisée par Annibal, frappa son as d'une once, qui était auparavant d'une livre de ce métal ; mais elle fit celà par décision publique dans une très grande extrémité et, après que celle-ci fut passée, elle ne le continua pas ; si au contraire cette pratique eût été conservée, comme la valeur de la monnaie diminuait de douze à un, les prix des choses auraient augmentés de un à douze ». (C.)

<sup>(2)</sup> Et ils ont raison, mais Galiani ne discutera pas ce problème, malheureusement.

<sup>(3)</sup> Définition fort singulière et pénétrante (Einaudi).

de la monnaie (1). Cependant personne ne nie l'utilité de ces dernières, personne ne conteste aux Princes le droit de dominer et d'exercer librement leur autorité. Que la vente des titres de noblesse constitue un acte dans lequel on se sert d'une connexion d'idées déjà établie, on le comprend en considérant que, si un Prince déclarait nobles tous ses sujets, il n'accroîtrait l'honneur d'aucun d'entre eux, mais il changerait la signification du mot « noblesse » qui perdrait toute valeur. Si le Prince institue un ordre de noblesse et si, au lieu de ne l'accorder qu'à des hommes déjà connus et respectés, afin que ces notions se trouvent ainsi réunies, il distribue l'insigne à ses palfreniers, quelle que soit la forme qu'il ait donnée à cet insigne, il deviendrait une livrée. Car l'opinion publique tire ses idées de la vérité et lui attache les appellations correspondantes : le Prince exercant une autorité équitable sur ces appellations, il fait le bien de l'Etat, qui est sa loi suprême, soit en accordant des récompenses à autrui, soit en encourageant ses sujets dans l'adversité ; s'il en abuse, la connexion précitée se dissout : les appellations changent de signification, les choses restent les mêmes et la force immanente de la nature remporte la victoire.

Il en est de même pour le rehaussement de la monnaie. Il ne produit aucun changement dans les choses, mais dans leur appellation : en conséquence, les prix des marchandises, pour demeurer les mêmes, doivent eux aussi changer d'appellation. Si celà arrivait dans le jour même où s'opère le rehaussement de la monnaie, et si le phénomène se propageait partout et toujours proportionnellement, le rehaussement n'aurait aucune conséquence (2) ; il en serait de même d'une loi qui déciderait que les monnaies, au lieu d'avoir des noms italiens, recevraient des appellations en latin, ou en grec, ou en hébreu. Par conséquent, lorsque les appellations des prix sont changées, les choses restent dans l'état antérieur ; lorsque les noms ne sont pas modifiés, les choses ne changent pas. L'élévation des prix, comme on dit, est le remède du rehaussement de la monnaie ; et, lorsque le phénomène s'est étendu à tous les domaines et qu'il s'est suffisamment répandu, on peut dire que le rehaussement de la monnaie a disparu (3), comme la brume matinale s'évanouit au soleil.

<sup>(1)</sup> C'est ce que M. Petrovich a appelé Les Mécanismes communs aux phénomènes disparates (Paris, 1921), livre aussi peu connu que remarquable.

<sup>(2)</sup> L'auteur oublie l'existence des contrats s'étendant dans le temps.

<sup>(3)</sup> Observation admirable. En termes de théorie, disons qu'il s'agit du passage d'un état d'équilibre, à un autre état d'équilibre stable. C'est aussi la raison pour laquelle il ne faudra pas revenir en arrière.

Les effets du rehaussement sont visibles lorsque les changements dans les prix sont retardés ; et ce retard se produit parce que les hommes, qui ont l'habitude de paver un ducat pour une denrée, veulent échanger, contre cette denrée, la pièce qui est appelée un ducat et, tant qu'ils n'auront pas abandonné cette idée, ils se plaindront de la cupidité de ceux qui leur refusent cet échange, ou accuseront stupidement autrui d'avoir fait renchérir les prix des denrées (1). Enfin, un Prince qui, abusant du rehaussement des monnaies, voudrait l'opérer chaque mois, détruirait cette connexion d'idées entre les prix et les marchandises et rendrait le rehaussement absolument inutile et inefficace (2), se réduisant à ne pouvoir obtenir qu'au moyen d'autres dispositions, ce que l'on peut obtenir aujourd'hui grâce au rehaussement de la monnaie (3). Il est désormais établi et démontré que le rehaussement est annulé par le changement dans les prix des marchandises : ainsi, quand je parlerai du rehaussement de la monnaie, je me référerai toujours à ce phénomène avant qu'il n'ait été suivi d'effet. J'ai suffisamment illustré ma définition et je vais maintenant passer à l'étude des autres arguments énoncés.

#### TT

# Des faux avantages du rehaussement de la monnaie promis aux Princes et aux Peuples

Je suis fermement d'avis que l'horreur de la plupart des peuples et des auteurs à l'égard du rehaussement des monnaies est né de ceci : que, très rarement, cette opération a été effectuée par un Prince vertueux et en raison d'une nécessité véritable ; presque toujours, elle a été effectuée par calcul sordide, ou à la suite d'un faux conseil d'utilité apparente. La conséquence en a été l'opinion courante qu'il s'agit d'une opération injuste, tyrannique et calamiteuse. De mon côté, j'estime qu'il est très

<sup>(1)</sup> Cette analyse de premier ordre a été entièrement justifiée par l'expérience des diverses inflations après 1914.

<sup>(2)</sup> Ccci a été confirmé, et au delà, à l'époque d'inflation suraigüe en Allemagne, durant l'été de 1923, où les prix changeaient du matin au soir. A ce moment, le retard des prix sur la dévaluation ne joue plus.

<sup>(3)</sup> Galiani se rattache de la façon la plus inattendue au mercantilisme de la plus ancienne époque, en admettant dans une certaine mesure la légitimité des altérations monétaires (Dessein).

utile et profitable de démontrer combien est fausse l'utilité du rehaussement que l'on garantit d'ordinaire aux Princes et je démontrerai ensuite quels sont les véritables profits, ce qui fera comprendre le ridicule de ces gains qui leur sont promis.

Si un Prince qui désire avoir des soldats de grande taille ne veut pas se soumettre aux dépenses que fit le Roi de Prusse, un Ministre astucieux pourrait le contenter de la manière suivante. Il lui proposerait de promulguer une loi qui déciderait que la paume ne se compose plus de douze doigts, mais seulement de neuf (1). Voilà qu'en une seule nuit tous les soldats qui s'étaient couchés avant une taille de cinq, ou de six paumes, se réveilleraient, ayant par miracle atteint celle de huit, ou de neuf. Et si cette taille n'était pas encore suffisante pour les grandes idées du Souverain, une autre loi pourrait encore l'augmenter, d'abord de sept bras, ensuite de sept perches et enfin même de sept milles. Je me rends bien compte que l'on doit rire de ce que je dis et cependant le rehaussement de la monnaie correspond à tout celà. Les hommes rient si on leur promet de faire grandir leur taille ; ils ne rient pas si on leur parle de les faire s'enrichir : ils sont plus aveuglés par le désir de richesse, que par leur taille. Mais l'ordre de la nature veut que les appellations n'aient pas la force de changer les choses (2), bien que, dans la science et dans les différentes connaissances, qui naissent dans l'esprit humain, les choses et les noms soient misérablement mêlés (et ce n'est pas sans grave dommage).

Il est donc faux de croire que les revenus du Souverain augmentent. Ce qui est vrai, c'est que les dépenses diminuent, car le Prince demeure moins endetté qu'il ne l'était auparavant. Et, bien que le Prince ne puisse jamais être plus endetté que ce que comporte la fortune de son Etat et que, de toutes les modalités qu'il pourrait employer pour alléger son fardeau, le changement des noms peut paraître aux yeux de certains comme le moins généreux, cependant, il y a des conjonctures pendant lesquelles le fait de ne pas payer grâce à un rehaussement de la monnaie, n'est pas le pire de tous les expédients (3).

<sup>(1)</sup> Voir ci-dessus L. II, ch. II.

<sup>(2)</sup> Cf. Shakespeare, Romeo and Juliet (II. sc. II): « What is in a name... ». Chacune des phrases de ce développement est un petit bijou précieux.

<sup>(3)</sup> Si la guerre, la famine, les épidémies exigent que l'on fasse de grandes dépenses, auxquelles le Trésor ne peut faire face, les peuples consentiront peut-être tous les sacrifices, mais ils voudront que chaque chose ait son nom : ils n'admettront pas que l'urgence du besoin transforme un délit en quelque chose d'honnête. (Ferrara).

En ce qui concerne les intérêts des peuples qui croient s'enrichir grâce au rehaussement de la monnaie, ceci ressemble, comme le dit J. Locke, à l'attitude de ce fou qui faisait bouillir des pièces de monnaie pour les faire augmenter. Je crois que celà suffit quant aux faux profits.

III

#### Des faux dommages que subirait le Prince, en cas de rehaussement

[....]. Lorsque les circonstances comportent des facteurs bons et mauvais, ainsi que celà arrive dans la plupart des actions humaines, il y a lieu de tenir compte exactement des uns et des autres ; il y a lieu de déduire le facteur le plus petit du plus grand et de savoir lequel est le plus important et dans quelle mesure (1). Le pain est utile, mais il n'est pas utile de le recevoir en pleine figure (2) ; l'eau est nécessaire et utile, mais elle est fatale à l'homme atteint d'hydropisie. L'utilité d'une chose doit donc être évaluée surtout d'après l'usage et d'après les circonstances dans lesquelles elle est utilisée; et, si quelqu'un l'utilisait maladroitement, ou en abusait, la chose n'acquerrerait pas la qualité de « dangereuse » ; c'est l'homme qui se comporterait de facon sotte ou nuisible. En conséquence, l'auteur qui a démontré que le rehaussement de la monnaie, considéré dans le sens absolu, est une chose dangereuse et injuste, parce qu'elle appauvrit les peuples, aurait dû rechercher si à l'époque, cette opération n'aurait pas été utile à l'Etat. Il pouvait s'agir de circonstances dans lesquelles il était nécessaire, pour le bien même des citoyens, d'augmenter les impôts, mais le moyen de les faire rentrer manquait (3). Bien que cet auteur eut rempli son traité d'études profondes sur des questions qui ont peu d'utilité pour un Etat prospère et qui seraient peu considérées dans un Etat misérable, il s'ensuivrait que le mauvais Prince ne lirait pas son traité, et que le bon n'en tirerait aucun profit.

<sup>(1)</sup> Cette phrase, entre bien d'autres, caractérise la « méthode » de Galiani.

<sup>(2)</sup> L'auteur écrit familièrement « sur le museau » (sul muso) !

<sup>(3)</sup> La vérité est que les dirigeants dévaluent la monnaie aux frais des contribuables les moins aptes à se défendre, comme l'a dit si souvent, mon Maître Pareto. D'une façon générale, comme le disait, mon autre Maître Colson, la technique financière consiste à « plumer la poule. sans la faire crier ».

Ces mêmes auteurs [sic] lorsqu'ils énumèrent les conséquences nuisibles du rehaussement constatent que la première et la plus importante, est que le Prince, pour obtenir un gain immédiat, perd pour toujours une grande partie de ses revenus et subit un très grand dommage, en donnant au Peuple la liberté de lui verser des sommes qui sont en apparence égales aux précédentes, mais en réalité inférieures. Cette observation paraît, aux yeux de ces auteurs, ingénieuse et sublime, et je n'en connais aucun qui ne soit tombé dans la méprise de cette fausse ressemblance avec la vérité. Davanzati croit pouvoir démontrer qu'au moven du rehaussement. « on diminue les disponibilités des particuliers et aussi les rentrées publiques ; en effet, ce que les Princes gagnent avec l'amenuisement de la monnaie, ils le perdent autant de fois que leurs rentrées se font en monnaie détérioriée ». Muratori et le Français Dutot (1) raisonnent de la même manière et aussi, ce qui m'étonne davantage, l'Abbé de Saint-Pierre ; c'est le seul point de toute la science des monnaies qu'il ait traité avec peu de succès. Il y a là un exemple remarquable de l'influence que peut avoir, même sur les esprits les plus éclairés, le désir d'approuver l'opinion courante et de blâmer les actions des autorités supérieures et de leurs conseils, actions dont on n'a pu être l'auteur et dont on veut alors devenir le censeur (2).

J'entends donc amuser mes lecteurs avec la simple énumération des inexactitudes évidentes de la découverte que l'on veut nous faire admirer et que constituerait la diminution des revenus publics. Je dirai cependant, tout d'abord, que, malgré que le bien d'un Prince juste soit indissolublement lié à celui de son peuple et qu'il ne soit pas possible de les séparer même en pensée, toutefois, dans ce que je vais dire, je me conformerai à la façon de parler de ces auteurs qui opposent sottement le Prince au reuple, et qui ont parfois dénommé les Princes des « loups ». Or, je ne comprends pas comment on pourrait supposer une situation qui appauvrit, et le Prince et le peuple, sans faire sortir d'argent vers l'étranger. Il est démontré que le rehaussement de la monnaie, lorsqu'il ne comporte pas une proportion fausse, ne produit aucun déplacement de l'argent : si donc, comme ils l'affirment, le rehaussement est une calamité pour le peuple et

<sup>(1)</sup> Ami de Law, adversaire de J. Melon.

<sup>(2)</sup> Fine remarque de psychologie politique.

pour son Souverain, où va l'argent ? Est-ce que celà constituerait cette destruction, à laquelle s'oppose l'ordre de la nature? Ils appellent « bien du Souverain ». l'enrichissement produit par tout ce que ce dernier prend à ses sujets, et on dit que celà est la conséquence du rehaussement : ils ajoutent que le Prince ne s'enrichit pas. Par conséquent, ce dernier ne tire aucun profit et ses sujets ne subissent aucun préjudice : s'il perd parfois, il se rattrape plus tard. Donc, le rehaussement, dans le cas le moins favorable, est inutile ou, s'il est nuisible au Souverain, est utile à son peuple, dont les paiements sont diminués. Evidemment, si les revenus publics ne sont que des contributions, leur réduction se traduit par un allègement des contributions. Et peut-on affirmer une chose plus étrange que celle qui consiste à dire que les peuples se révoltent, que les auteurs se plaignent et accusent le Souverain, alors que ce dernier a réduit les impôts ? [...].

Les inexactitudes, à propos du rehaussement ne s'arrêtent pas là, il y a encore celles énoncées par ceux qui ne comprennent rien aux choses politiques, et qui sont remplis d'idées erronées, sous quelque angle qu'on les considère. J'ai démontré que la diminution des revenus royaux ne peut pas toujours être considérée comme un mal et ne doit pas être absolument déconseillée : je vais maintenant démontrer qu'il est faux d'affirmer que le rehaussement entraîne une diminution des ressources. C'est une erreur très grande que de croire qu'un impôt rapporte toujours plus si on l'alourdit et qu'il rapporte moins si on le réduit (1), et ceci, cependant, soutenu par de très nombreuses personnes. entraîne des conséquences funestes ; l'expérience a démontré, dans un très grand nombre de cas, qu'une denrée, non absolument nécessaire, n'est plus utilisée par les hommes si l'impôt est augmenté, et, que de ce fait, on a perdu une ressource que l'on croyait accroître. Si l'on affichait aux portes de notre ville qu'à partir de deux heures du matin, quiconque veut les franchir paiera un grana, cette taxe pourrait remporter cent mille ducats : mais, si on devait payer un ducat, on n'en tirerait même pas mille. La raison en est assez claire ; et elle est la même pour toutes les taxes (2). Si donc, selon ce que les auteurs avouent eux-

<sup>(1)</sup> Cas particulier d'un fait économique très général. Galiani annonce Cournot.

<sup>(2)</sup> Ce serait faux pour l'impôt de capitation, et même l'impôt foncier sur les terres, frappant le revenu net, etc. Il est vrai que Galiani emploie le terme « dazio », pour désigner la taxe et l'impôt en général. Einaudi observe : « Galiani énonce le principe de l'élesticité du rendement des impôts en fonction de leurs tarifs mêmes ».

mêmes, les marchandises renchérissent, ce que le paysan recevra sera supérieur à ce qu'il recevait auparavant ; ce qu'il paiera, si les revenus royaux diminuent, sera inférieur : il s'ensuit qu'il paiera plus facilement. Etant donné que les paysans sont certainement les citoyens les plus nombreux dans le pays, et que le fait, pour eux, de payer les contributions sans y être obligés par la force, constitue le signe de la santé de l'Etat (1) et est de la plus grande utilité pour le Souverain (ces notions constituent d'ailleurs le fondement de l'Etat), je ne parviens pas à comprendre comment le rehaussement de la monnaie ne pourrait pas produire une augmentation des contributions (2). En conséquence, ces auteurs sont coupables pour les quatre motifs suivants : ils sont opposés au peuple, parce qu'ils considèrent qu'il y a préjudice, lorsqu'on allège les contributions et parce qu'ils s'efforcent de détourner le Prince de cette opération ; ils sont contre le Frince, parce qu'ils le considèrent comme un tyran et pensent lui faire peur en lui prédisant une diminution de ses rentrées d'impôts ; ils sont contre eux-mêmes, car, en tant que sujets, ils blâment le Prince pour le bien qu'il veut leur faire et ils l'offensent en critiquant cette opération qui a été décidée en leur faveur (3) ; ils sont contre la vérité, car s'il est faux que la diminution des rentrées publiques soit toujours nuisible, il est également faux qu'elle se produise toujours après le rehaussement de la monnaie. Il est vraiment dangereux de traiter d'une question dont on n'a pas une connaissance suffisante, ni par suite d'une longue expérience dans les affaires importantes, ni par suite d'une profonde méditation (4).

Plus étrange encore me semble l'opinion d'après laquelle une autre sorte de dommage devrait s'observer après le rehaussement de la monnaie ; c'est que les peuples, devenant plus pauvres, ne pourront plus payer les contributions qu'avec de grandes difficultés et paieront mal. Cette opinion est fausse et fait peu honneur à ceux qui la propagent. On fait valoir à l'appui de cette opinion que le rehaussement de la monnaie produit un renchérissement de toutes les marchandises et qu'il s'ensuit deux effets : le premier, que nombreux sont ceux qui s'abstien-

<sup>(1)</sup> Nouvelle et fine remarque.

<sup>(2)</sup> Le rehaussement, étant une diminution du tarif, doit produire ce résultat. Le théorème est vrai si le tarif, mal calculé, avait été fixé à un niveau trop élevé (Einaudi).

<sup>(3)</sup> C'est un peu une figure de rhétorique ; les intentions des Princes sont rarement telles.

<sup>(4)</sup> Galiani avait, répétons-le sans cesse, 22 ans !

nent d'acheter ces marchandises (1) et qu'ainsi les impôts qui les frappent rendent moins : le deuxième, que les peuples, étant appauvris, payent avec de plus grandes difficultés. Pour reconnaître la fausseté de ces idées, il suffit de se rappeler ce que j'ai démontré ci-dessus, à savoir que le rehaussement est un changement de noms, et non pas de choses. Tous ces effets doivent donc se produire dans les noms, et non dans les choses : les marchandises renchérissent nominalement, et nominalement les sujets s'appauvrissent. Chacun voit qu'une difficulté de paiement ne pourrait naître de cette pauvreté nominale. Le seul effet réel produit par le rehaussement est celui de soulager les débiteurs des sommes dues, antérieurement à la modification des prix de la monnaie, car le débiteur n'a plus à rendre la même somme qu'il recut. Mais ce changement qui se produit entre deux sujets de l'Etat ne peut provoquer aucune diminution dans la rentrée des impôts. Le Prince est le plus grand débiteur, même s'il s'exonère de ses dettes ; et si, par ce moyen, il appauvrit quelqu'un, on ne peut pas dire que cela lui cause une perte, car, au plus, celà ne lui rapportera aucun bénéfice ; le montant des contributions, se trouvant diminué dans la mesure même dans laquelle la dette a été réduite, il sera toujours faux de prédire une perte. Seul l'auteur de l'Essai sur le Commerce (2), qui fut un homme bien supérieur à beaucoup, par l'acuité de son esprit et par son expérience de l'humanité, a reconnu cette vérité et n'a pas hésité à la soutenir contre l'opinion courante. Il pense que le rehaussement constitue un allègement pour le paysan. Je démontrerai par la suite qu'il en est bien ainsi.

En troisième lieu, on dit que le Prince, en diminuant ses propres rentrées ne peut diminuer les dépenses, car il est obligé d'augmenter les honoraires de ses Ministres et de payer plus cher ses propres marchandises et bien plus encore les marchandises étrangères dont le besoin est assez important et qu'on s'est habitué à utiliser. Celui qui affirme de pareilles choses démontre qu'il n'a aucune expérience des conséquences naturelles du rehaussement : il est donc nécessaire que je donne des explications. On

<sup>(1)</sup> Cette opinion n'est pas si inexacte, car les marchandises non consommées constituent, précisément, cet impôt que le Prince prélève sur ses sujets. C'est la contre-partie du « erzwungenes Sparen », de l'épargne forcée, comme dit Schumpeter, en cas d'inflation de crédit.

<sup>(2)</sup> Il s'agit de l'Essai politique sur le Commerce de J. Melon, et non de l'Essai sur la nature du Commerce en général de Cantillon paru en 1755. l'auteur étant mort en 1734.

peut considérer le rehaussement de la monnaie dans deux situations (1) : la première, avant le changement des prix des choses et la deuxième après ce changement.

En cas de rehaussement de la monnaie, les prix des marchandises ne changent pas immmédiatement pour s'adapter à la nouvelle valeur de la monnaie, ces changements ont lieu lentement (2), car tel est le penchant de l'esprit de l'homme de s'adapter peu à peu aux évènements. Tout l'effet du rehaussement réside dans ce délai qui s'étale entre le changement ordonné par le Prince et celui effectué par le peuple : dès que ce dernier a eu lieu, le premier s'évanouit et se trouve annulé. Le cours de ces changements est le suivant.

Le Prince décide une modification d'appellation des monnaies : en apparence, ses dettes ne paraissent pas modifiées, car il paie avec des titres qui ont des appellations similaires, même si la monnaie n'est plus la même : en réalité, le Prince sans augmenter ses rentrées, réduit sa dette. Il s'ensuit que le premier effet nuisible du rehaussement frappe ceux qui reçoivent de lui des salaires ; mais ces derniers ne s'en aperçoivent pas, car ils continuent à faire leurs achats comme précédemment. Si ces changements se produisaient dans une île coupée de tout commerce avec l'Etranger, la modification des idées anciennes serait très lente et peut-être finirait-on plutôt par changer l'idée naturelle qu'on se fait de la valeur des métaux. Mais le commerce provoque tout d'abord des variations dans le taux du change, c'est le thermomètre des Etats ; et si ces variations ne se produisaient pas, l'un des Etats absorberait toute la monnaie de l'autre. Dès que le taux du change a été modifié, immédiatement le prix des marchandises étrangères se modifie. Car, supposons qu'un marchand ait acheté dans un pays une certaine marchandise pour une once d'argent et qu'il la transporte dans un autre pays où le ducat pesait une once, mais où, après un rehaussement, le ducat en pèse plus que quatre cinquièmes d'once : il est évident que ce marchand ne peut pas céder sa marchandise

<sup>(1)</sup> Einaudi fait ressertir combien les pages qui suivent sont remarquables, tout en particulier lorsque Galiani distinguera entre les marchés ouverts et les marchés fermés.

<sup>(2)</sup> Il est étrange de constater que, dans son Essai sur l'Argent, paru à peu près en même temps que le Della Moneta, Hume s'exprime presque dans les mêmes termes. Voir aussi (Dial. VIII, p. 182)) ce que dit Galiani : « Aimez, au contraire, un système, qui produise un effet lent, progressif ».

contre un ducat ; en effet, le taux de change, qui s'est établi au niveau réel, le mettrait en possession de quatre cinquièmes d'once et non pas d'une once d'argent. Les marchandises étrangères ayant renchéri, ceux qui ne peuvent plus les acheter, cherchent à tirer parti de leurs propres ressources, qui sont les productions nationales et ils les vendent plus cher, aussi bien aux citoyens qu'aux étrangers. Pour les étrangers, le prix ne semble pas plus élevé, à cause de la modification du change et parce que le poids du métal reste le même. C'est comme si on disait : dans un pays, une once d'argent équivaut à un écu et dans un autre à un ducat ; si, dans ce pays, on change le prix du ducat d'un dixième, le taux de change, qui était de cent écus pour cent ducats passera de cent à cent dix ; c'est une modification apparente, mais non réelle. L'étranger qui viendra acheter une marchandise qui valait précédemment cent ducats et qui la trouve au prix de cent dix ne s'en soucie pas, car, dans son propre pays, il recevra les cent écus.

Mais le renchérissement provoque de graves doléances de la part des citoyens : on ne peut pas dire qu'elles soient justes, ou non ; on doit dire qu'elles sont erronées. Ces doléances ne sont pas justes, parce que leur renchérissement n'est qu'apparent, lorsque le vendeur demande le même poids de métal sous un autre nom ; elles ne sont pas injustes, lorsque les créances et les émoluments sont payés dans une monnaie égale à la précédente seulement de nom : il est pénible d'acheter avec l'ancien poids de métal, alors que les prix ont changé pour ceux qui reçoivent la même somme que précédemment et non le même poids. Ces plaintes sont erronées : à cause de la méprise provoquée par les noms, on ne se plaint pas du préjudice véritable qui est la réduction des traitements ; mais on se plaint à tort d'un préjudice inexistant.

Dans cette situation, chacun augmente le prix de tout ce qu'il doit vendre, ou louer : maisons, terres, objets mobliers et, cependant que cette catégorie de personnes trouve des compensations, la situation des fonctionnaires s'aggrave : ils continuent à recevoir le même traitement et ils n'en tirent plus les mêmes avantages. Les réclamations de ces derniers obligent le Prince à les augmenter ; ainsi finalement tout retombe sur l'Etat.

Quelle est donc l'utilité du rehaussement de la monnaie ? Simplement celle-ci, que le cycle qui est nécessaire pour que le Prince en subisse un préjudice ne s'achève pas rapidement. Or, étant donné que le rehaussement doit être effectué seulement dans des cas d'extrême gravité, il est un remède salutaire parce qu'il provoque un dommage plus tard seulement. [...]

Revenant à la question qui nous intéresse, il est faux de dire que le Prince soit obligé d'augmenter les salaires immédiatement après le rehaussement de la monnaie ; il s'écoule au contraire un long délai. Il n'y a pas lieu de s'effrayer, d'autre part, de l'augmentation des impôts, car elle est seulement nominale et sert à corriger le rehaussement qui, considéré en lui-même, est une remise d'une partie des contributions : remise nécessaire et avantageuse lorsqu'elle est exigée par une grave maladie de l'Etat, devenu inapte à supporter l'ancien poids.

En ce qui concerne l'achat des marchandises étrangères, il représente peu de chose et il n'est pas indispensable, dans les pays prospères. Il serait désirable qu'il fût aussi faible que possible ; en tout cas, il n'absorbe jamais tout le bénéfice d'un rehaussement.

J'ajoute que, dans les pays où le Prince est libre de fixer les impôts, aucun évènement ne pourrait réduire ces derniers, sauf celui qui le priverait de son pouvoir ; en effet, le Prince, dans ce cas ne fixera pas les dépenses d'après les recettes, mais celles-ci d'après les premières ; cependant, s'il est équitable, il s'efforcera de réduire ces dernières au minimum.

Certains auteurs, plus ingénieux, croient pouvoir affirmer que le rehaussement de la monnaie constitue une violence contre la nature : cela est tout à fait exact, mais n'a pas l'importance qu'on lui attribue. De toutes les violences contre la nature, la plus importante est la mort d'un homme ; il est d'ailleurs absurde de penser que celui qui doit administrer le bien, puisse causer le plus grand des maux à ceux sur lesquels il exerce son autorité pour les rendre heureux ; et cependant celà est parfois conforme à la justice. Il en est de même du rehaussement.

On affirme, enfin, que le rehaussement est tyrannique et injuste [...].

Ces injustices sont les suivantes :

I. l'on charge les sujets et on leur cause un grand préjudice en ne leur payant pas ce qui a été convenu;

- II. on diminue les salaires ;
- III. on soulage les uns et l'on augmente la charge des autres, sans que ceux-ci aient commis une faute, ni que ceuxlà aient mérité l'augmentation;
- IV. on porte atteinte au trésor le plus précieux du Prince : la confiance ; celle-ci, quand elle n'est pas réciproque, n'est pas durable. Analysons ces quatre points.
- Il est faux et il est indigne d'un sujet, et même d'un homme, de dire que les charges et les réductions des revenus privés soient absolument injustes, car c'est en celà que s'analysent les impôts et les contributions. Si nous ne sommes pas au même niveau que les Iroquois d'Amérique, ou les sauvages d'Afrique, nous le devons précisément à ces charges. Pareillement, un Etat ne peut être sauvé d'une calamité, sans que celà n'entraîne une souffrance pour beaucoup d'hommes qui, ayant bénéficié pleinement de la société humaine, doivent normalement se sacrifier pour elle. En conséquence, lorsqu'on dit que le rehaussement de la monnaie est un impôt, on ne dit pas une nouveauté ; lorsqu'on dit qu'à cause de celà il est injuste, on ne dit pas une chose sensée; si l'on dit qu'on ne doit pas le faire sans nécessité, on ne dit rien d'exceptionnel, ni de merveilleux. Si le Gouvernement est équitable, comme c'est le cas actuellement, dire que le rehaussement n'est pas opportun, c'est peine perdue : c'est comme si on voulait démontrer que le moment n'est pas venu de démolir des églises, de dévaster les champs, de tuer des innocents, de prendre l'argent dans les banques. La seule supposition que tout cela puisse avoir lieu constitue une injure pour le Prince. Mais, en cas de danger d'une guerre grave et cependant juste, serait-il raisonnable de dissuader le Gouvernement d'ériger un camp sur les terres cultivées, ou une tour dans un lieu où la dévotion des croyants a déjà élevé une église qu'il faudrait détruire, ou encore d'y exposer les plus fidèles de ses sujets à des dangers, grâce à l'argent prélevé dans les banques, ou provenant de la vente d'objets sacrés ? Dire cela dans la première hypothèse était inutile ; dans l'autre, c'est blâmable.

Si le Gouvernement est injuste, la crainte d'un rehaussement inopportun est sensée, mais il est sot de croire qu'on peut y remédier avec des écrits que le Prince n'aurait même pas lus, et encore moins respectés. Il convient seulement « bonos imperatores voto expetere, qualescumque tolerare » (1).

<sup>(1) «</sup> Appeler de ses vœux de bons gouvernants et souffrir les autres ».

- II. Il est également déraisonnable d'affirmer que le Prince ne paye pas ce qui avait été convenu ; car : ou bien il ne veut pas payer, ou bien il ne peut pas payer. S'il ne le veut, il dispose de mille moyens pour ne pas le faire en dehors du rehaussement ; s'il ne le peut pas, il est sot que ses sujets veuillent, à tout prix être payés [...]
- III. De ce que je viens d'exposer, se déduit notre opinion au sujet de l'autre inconvénient, à savoir, que l'on retire à l'un pour donner à l'autre. En termes absolus, cette sentence doit être détestée parce qu'elle définit précisément la tyrannie, qui est cette forme de gouvernement, dans laquelle la distribution des récompenses et des charges est injuste, que ce gouvernement soit composé d'un seul homme, d'un petit nombre, ou d'un grand nombre de citoyens.

Mais l'opération est équitable si ceux qui sont privés ont moins besoin que ceux auxquels on donne ; il en résultera en effet que les charges de l'Etat seront supportées, comme il est juste, par ceux qui en ont la possibilité (1) [...].

IV. Enfin, la confiance dans le Roi n'est pas ébranlée par le rehaussement, sauf lorsque celui-ci est inopportun [...]. S'il opère le rehaussement de la monnaie lorsque celui-ci est nécessaire personne ne s'en plaindra. S'il ne paye pas quand il ne le peut pas et que cette impossibilité ne lui soit pas imputable, il sera excusé et aidé avec une plus grande ferveur (2).

Beaucoup pourraient croire que d'autres auteurs ont voulu traiter du rehaussement uniquement lorsqu'il est effectué sans nécessité, et cela contrairement à ce que j'ai fait. Si vraiment ces auteurs étaient de cet avis, ce que je ne crois pas, ils scraient encore plus blâmables : en effet, un médecin qui traiterait des propriétés thérapeutiques des médicaments, ne partirait pas de l'hypothèse qu'ils seront administrés à des êtres sains ; de même, les jurisconsultes ne disserteraient pas des peines qui scraient injustement infligées à des innocents. Il ne serait pas sérieux de prétendre vouloir traiter avec soin d'une question, en partant de l'hypothèse que la situation étudiée se réalise toujours à contre-temps. Dans ce cas, il ne serait d'ailleurs pas nécessaire

<sup>(1)</sup> Il est peu probable que l'auteur ait vu toutes les conséquences de ses affirmations.

<sup>(2)</sup> On a vu plus haut que Ferrara conteste celà.

d'écrire un livre, puisque deux lignes suffiraient pour épuiser l'argument.

#### IV

#### Des faux dommages subis par le peuple

Je traiterai maintenant brièvement des dommages que l'on dit être infligés à la population par le rehaussement de la monnaie.

[Tout d'abord, le terme « impôt » ne doit pas servir pour désigner le rehaussement].

Mais supposons que le rehaussement soit un impôt : celuici est-il donc un mal ? Une telle affirmation serait aussi insensée que la précédente. L'injustice et la nocivité des impôts dérivent de circonstances particulières et ne sont pas inhérentes à leur nature.

En deuxième lieu, on dit que l'Etat s'appauvrit. Tout le monde l'affirme unanimement, sans que personne ne puisse le comprendre. Les richesses d'un Etat sont, comme je l'ai dit ailleurs, les terrains, les maisons, les hommes et l'argent. Le rehaussement de la monnaie ne dévaste pas les champs, ne démolit pas les maisons, ne tue pas les hommes, donc s'il n'offense pas la monnaie, il ne peut engendrer la pauvreté. Mais il ne nuit pas à la monnaie, il la chasse, il ne la donne pas au Prince, puisque comme certains l'affirment, les revenus de ce dernier diminuent : comment donc s'appauvrit-il ? Son seul effet, c'est de réduire la quantité de monnaie circulant entre les sujets et le Prince, payée par eux, dépensée par lui : or, si la monnaie est rare, c'est chose très utile.

Lorsqu'une rivière n'est pas navigable parce qu'il y a peu d'eau, on ralentit son courant et on constate qu'elle s'élargit et devient majestueuse. Si les canaux du commerce languissent à cause de la rareté de la monnaie, en diminuant l'argent qui, détourné du commerce, devrait aller du peuple au Souverain, on en retrouvera une plus grande partie dans le commerce qui ressuscitera et s'épanouira (1).

<sup>(1)</sup> Einaudi fait observer ici que Galiani, sans doute le seul de son temps, a été durant bien longtemps l'unique auteur à indiquer qu'une dépréciation lente du pouvoir d'achat est un encouragement aux entrepreneurs. Il traite le problème du point de vue dynamique.

En troisième lieu, on dit que les marchandises nationales renchérissent. Mais nous n'en payons pas le prix aux étrangers.

Quatrièmement, on dit que les marchandises étrangères deviennent plus chères; une quantité moindre d'argent sortira donc; moins on affaiblira un pays, plus il restera de marchandises et de produits manufacturés à vendre aux étrangers. L'économie de l'Etat veut précisément que l'on vende davantage que l'on achète, autrement dit que l'on exporte plus qu'on importe. Cela est toujours utile et, dans les pays bien gouvernés, on supprime les taxes à l'exportation, sauf pour les matières premières, et on maintient les taxes sur les importations, sauf pour les instruments de travail (comme vient de le faire le pape Benoit XIV, qui aime réellement son pays et qui mériterait des temps meilleurs). Qui pourra jamais admettre qu'il est préjudiciable à un pays de constater un renchérissement de produits étrangers dans un moment de difficultés et de restrictions?

En cinquième lieu, quant à la question de savoir si le Prince diminue ses paiements, nous en avons parlé plus haut.

L'Abbé de Saint-Pierre ajoute un sixième motif qui est un des quatre énumérés par lui, à savoir, que le commerce s'arrête lorsqu'on s'attend à un rehaussement de la monnaie, dans l'espoir de vendre plus cher. Cette idée, comme les trois autres est fausse. Le rehaussement survenu, le marchand, ou bien vend aux prix anciens et il empire sa condition monétaire, ou bien augmente le prix et il recevra un plus grand nombre de pièces de monnaie, mais un égal poids de métal, et par conséquent sa situation n'est pas améliorée. L'attente ne lui profite pas. Quittons maintenant ces idées fausses et regardons la vérité (1).

<sup>(1)</sup> Alors que depuis des siècles, tous les écrivains monétaires avaient pris l'habitude de s'élever contre les altérations de la monnaie, Galiani va adopter une attitude bien différente. Il va, dans une certaine mesure, admettre la légitimité de procédés tant de fois condamnés et paraître, au moins, se rattacher à de vieilles traditions, qu'on croyait abandonnées par la science économique. Il pose un problème historico-économique: comment expliquer qu'ait persisté cet usage constant des altérations monétaires, malgré les effets fâcheux qu'il entraîne? A-t-il une justification? A-t-il ses raisons et dans quelles limites? Cette façon toute positive, toute réaliste de poser la question est très caracéristique de la manière de Galiani, ennemi des printipes absolus. Il se montre tel qu'il se révèlera dans ses fameux Dialogues sur le Commerce des Blés. Galiani examine les questions, en fait, aver minutie, avec psychologie aussi, avançant et reculant, modifiant une conclusion par une retouche, et celle-ci par une réserve encore. (Gonnard).

V

#### Des vrais dommages produits par un rehaussement

Chaque fois que la diminution des salaires des Ministres du Prince sera inutile et pernicieuse, chaque fois, le rehaussement sera inutile et pernicieux, et par conséquent injuste.

Dans les époques prospères, le rehaussement est une charge pour les pauvres, tout comme dans les temps calamiteux il constitue un soulagement pour eux. Monsieur Melun qui a très bien étudié cette question s'est heurté à un syllogisme qui lui montrait l'utilité du rehaussement ; le défaut de ce syllogisme était si imperceptible que Monsicur Melun ne l'aperçoit presque pas. Il a raisonné ainsi : le rehaussement profite au débiteur et nuit au créancier ; or, les débiteurs sont toujours les plus pauvres, donc le rehaussement soulage le pauvre. La méprise réside dans ceci : celui qui parvient à tirer profit du travail d'autrui, sans donner un travail équivalent, s'enrichit, ayant conservé son propre travail, ou ayant reçu le fruit du travail de ses ancêtres converti en argent. Par conséquent, est riche celui qui a beaucoup d'argent et qui est créancier du travail : le pauvre n'a pas d'argent, mais il est créancier du riche au moven de son travail qu'il lui doit. Il s'ensuit que, si, nous plaçons sur les deux plateaux de la balance l'argent et le travail, le riche est débiteur d'argent et le pauvre est créancier. Cr. le rehaussement profite, non pas au débiteur du travail, mais à celui de l'argent ; donc, il profite au riche, car il faudra un travail plus important pour acquérir la même valeur de métal (je traite ici du rehaussement avant le changement des prix du travail, car après celui-ci il est détruit) : donc il est injuste, parce qu'il enrichit le riche et aggrave la charge du pauvre.

Mais, lorsque l'Etat est tourmenté, le Prince qui, pour être la personne la plus riche, est le plus grand débiteur d'argent, devient pauvre d'argent ; partant, le rehaussement l'aide à le faire demeurer créancier d'un même travail de la part de ses Ministres, bien qu'il ne paye pas la même dette en salaire. L'intérêt du Prince, qui est le centre de la société, doit s'imposer à celui de chaque citoyen ; même si le pauvre voyait sa situation aggravée, il n'aurait pas lieu de s'en plaindre. Mais le fait est que le pauvre en tire un allègement, non pas de façon absolue comme Melun le croyait, mais de façon relative, car il lui incombe une part moindre de la nouvelle charge. En effet, toute l'économie que le Prince réalise sur ses Ministres, ces derniers ne peuvent pas la répercuter sur les autres qui majorent immé-

diatement le prix de leur travail; ils sont donc obligés de supporter une partie de la perte provenant du changement de la valeur de la monnaie (1). Ceux à qui ils la donnent perdent également et ainsi, de proche en proche, la perte se répartit sur tout le monde et elle parvient jusqu'aux paysans qui la rendent au Prince pour payer les charges publiques. Or, étant donné que, dans le circuit des dépenses du Prince, ce dernier est à une extrémité et les paysans à l'autre, alors que, dans le circuit des recettes, on passe directement des paysans au Prince, il en résulte que, lorsqu'il y a réduction des dépenses, les paysans subissent le moindre dommage et lorsqu'il y a diminution des impôts, ils bénéficient du plus grand profit.

Lorsque le rehaussement des monnaies est effectué en cas de nécessité absolue, il a ce double effet. Pour donner de ce phénomène une image frappante, je crois que l'on peut rappeler le mouvement que subissent les eaux d'un puits lorsqu'une pierre tombe dans le milieu; c'est la comparaison la plus naturelle (2).

L'autre erreur commise par Melun est semblable à la première ; il conclut un de ses exposés de la manière suivante : « Le rehaussement des monnaies est pernicieux s'il doit servir à gagner le droit de frappe, mais il est nécessaire pour soulager le paysan soumis à une lourde imposition ». Enoncée en termes absolus, cette affirmation est fausse ; au lieu de diminuer la valeur intrinsèque des taxes, il est préférable de les supprimer. Un Roi de France qui recoit de son peuple deux cent millions de livres et qui désirerait alléger cette charge ne devrait pas modifier la monnaie : afin que deux cent millions correspondent à cent cinquante millions anciens, il devrait plutôt supprimer cinquante millions d'impôts. Il est ridicule de vouloir entendre toujours le même chiffre, mais qui se rapporte à quelque chose de changé. Le rehaussement est nécessaire lorsqu'on doit, d'une part, réduire la charge sans pouvoir, d'autre part, le faire ouvertement ; il semble que Melun sache que cette éventualité se produit souvent puisqu'il s'est attaché à résoudre ce problème qui n'est pas moins grand et sérieux que scabreux et difficile. [...].

<sup>(1)</sup> A la section III, Galiani a dit qu' « ils ne s'en aperçoivent pas, car ils continuent à faire leurs achats comme précédemment ». Sa pensée aurait gagné a être plus claire, dans ce paragraphe.

<sup>(2)</sup> L'auteur veut dire que la perturbation s'étend sans cesse plus largement, par vagues.

Le rehaussement est donc nécessaire lorsqu'on veut diminuer la dépense ; mais, lorsqu'il est nécessité par une guerre, on ne peut pas l'expliquer ouvertement pour ne pas mécontenter les armées et les fonctionnaires qui verraient leur solde diminuée.

Enfin, la diminution des revenus et de l'intérêt de l'argent est aussi un inconvénient du rehaussement ; cependant celui-ci est un inconvénient mineur et parfois il est même un bien, comme je le démontrerai plus loin.

#### VI

#### Des véritables avantages du rehaussement.

Tout ce qu'il y a de favorable dans le rehaussement a été reconnu par la prudence romaine, malgré l'époque encore fruste [...]. Voilà les trois grands avantages : faire face aux besoins primordiaux, diminuer les dépenses, payer les dettes.

La meilleure démonstration du premier de ces avantages est qu'aucun des nombreux détracteurs du rehaussement n'a jamais pu proposer un expédient meilleur.

[L'appel au crédit public, et même la création de billets d'Etat, sont pires].

L'utilité du rehaussement devient encore plus grande du fait qu'il permet de réduire les dépenses au lieu d'augmenter les impôts ; les Princes doivent toujours avoir présent à l'esprit la maxime « parcimonia magnum est vectigal » (1), aussi ce moyen peut-il être considéré comme le meilleur, car, d'un côté, il réduit le poids des impôts et en rend plus aisé la rentrée, et d'autre part, il diminue les dépenses, lesquelles, au cours des calamités et des guerres, sont énormes et très souvent sont effectuées avec une prodigalité exagérée. Les économies faites par le Prince sont suivies par celles des personnes les plus riches qui constituent son entourage et qui, non seulement, recoivent des émoluments moindres, mais aussi des paiements réduits de la part de leurs débiteurs : ainsi le pauvre est allégé doublement : du côté des impôts et du côté des exactions privées, qui sont les plus cruelles. Bien que cela puisse paraître injuste, il n'en est rien ; l'injustice privée suivie d'une plus grande utilité pu-

<sup>(1)</sup> L'économie est un grand impôt.

blique, cesse d'être une injustice et devient une nécessité raisonnable.

Le troisième avantage qui concerne le paiement des dettes n'est pas moins grand pour l'Etat que pour les personnes privées (1). En ce qui concerne le premier, il est tout à fait établi que rien n'est plus nuisible que la suspension des paiements de la part du Prince; en effet, à leur tour, ses créanciers ne pourront plus payer leurs dettes et ainsi tout le mécanisme se trouve immobilisé. Si les créanciers de l'Etat virent leurs dettes au Prince, voilà que surgissent de façon inattendue les billets d'Etat. Il convient donc d'admettre que le Prince doit, ou bien faire faillite, ou bien paraître payer intégralement, alors qu'il paye une moindre quantité de biens réels. Le fait que les fonctionnaires de l'Etat soient moins bien payés est un mal, cependant on peut s'en consoler en pensant qu'ils sont les plus riches et que, plus les troubles de l'Etat persistent, plus ils s'enrichissent.

[Galiani critique l'Abbé de Saint-Pierre, qui a écrit, entre autres] :

« Peut-on imaginer une ressource pire que celle qui est payée par un tiers seulement des sujets, par d'autres pendant cing ou six ans et par d'autres encore de facon plus durable ? » [L'auteur réplique] : Si l'on devait faire construire, des fortifications par les citoyens, serait-il juste, ou injuste, d'exonérer du travail les jeunes filles, les enfants, les vieillards et les infirmes, et d'en faire supporter le poids par un tiers seulement des habitants? L'impôt, qui frappe les plus forts, et non pas tout le monde de façon égale, est juste. Or, les personnes qui possèdent des revenus et des rentes fixes sont la vieille aristocratie. les fondations religieuses les plus riches, les églises et les monastères les plus opulents : on ne paye pas de rentes emphytéotiques aux paysans. Ceux qui donnent en location sont des paresseux et des nonchalants qui doivent d'autant plus payer qu'ils consomment, non seulement leurs propres richesses, mais aussi celles de l'étranger, sans accroître les richesses de l'Etat. Il n'y a pas

<sup>(1)</sup> Il semble ici que Galiani se contredise. Il voit un inconvénient dans le fait que l'avilissement du numéraire favorise les débiteurs, et un avantage dans le fait qu'il allège les dettes! Cependant, il est possible d'interpréter sa pensée: il condamne une politique de faveur systématique accordée aux débiteurs, mais il admet que, dans certains cas, l'avilissement de la monnaie sera utile pour libérer l'Etat lui-même, ou certaines catégories de débiteurs. C'est un de ces retours de pensée dont nous avons parlé [voir note, page 123], (Gonnard).

lieu d'appeler au secours et de s'effrayer avec des mots, tels que « orphelins, veuves, jeunes filles et pupilles », parce que ceux-ci sont fort peu nombreux (1). Le véritable orphelin ou pauvre, c'est le paysan laborieux, c'est l'artisan, le marin, le marchand. De ces derniers, on doit avoir compassion et ce sont cux qui prenant généralement les biens en location, bénéficient du rehaussement (2).

[L'auteur étudie la question en ce qui concerne les dettes des particuliers, celles de l'Etat, et la faillite de ce dernier].

Je reconnais que ce chapitre est devenu trop long (3); cependant, je ne crois pas qu'il soit possible d'en terminer avant d'avoir exposé par quels procédés [techniques] s'obtient le bénéfice du rehaussement, et étudié quelle est la meilleure de ces modalités. Il y a trois moyens, à savoir : « le merco » (4), la frappe d'une nouvelle monnaie et l'édit sur les prix des monnaies.

La première méthode a été probablement utilisée déjà dans l'antiquité, parce qu'on retrouve beaucoup de monnaies anciennes qui comportent un « merco » dans le milieu et qui peuêtre, indiquait la modification de la valeur. Ces « mercos » peuvent être facilement imités, il en résulte que le bénéfice de l'opération se trouve partagé entre l'Etat et les particuliers, c'est pour cette raison qu'on l'a abandonnée.

La deuxième méthode est employée en France au cours du siècle actuel ; elle serait la meilleure, mais le coût de la nouvelle frappe et la perte des monnaies usées diminuent le profit du rehaussement, car il est nécessaire de rajouter le métal manquant. En outre, le commerce se trouve interrompu pendant ouelque temps à cause du dérangement entraîné par le changement et, pendant ce temps, il se produit une certaine agitation et une certaine confusion. [...].

<sup>(1)</sup> La dépréciation est donc un bon impôt puisque, si les créanciers sont en petit nombre, les débiteurs sont nombreux. Affirmation exacte à cette époque et en ce royaume (Einaudi).

<sup>(2)</sup> Einaudi a attiré l'attention sur ce que, d'âge plus rassis, Galiani, dans les Dialogues, a attaché plus d'importance aux désordres sociaux dérivant des dévaluations. Il s'y apitoie sur toutes sortes de catégories de victimes qui en sont injustement frappées, (Dial. VIII, p. 180).

<sup>(3)</sup> C'est tout à fait mon avis, et c'est pourquoi je l'ai allégé.

<sup>(4)</sup> Surcharge indiquant le changement de valeur (Gonnard).

La troisième méthode, le rehaussement par voie d'édit, est la meilleure, mais il y a peu à gagner pour le Prince qui est sans argent. Dans notre Royaume, où beaucoup d'argent est déposé dans les banques, le Prince pourrait s'approprier cet argent et ainsi il en tirerait bénéfice sans faire les frais d'une refonte de toute la monnaie. Mais, dans les autres pays, il n'y a pas tant de richesse dans les banques, soit qu'il n'y ait pas de banque, soit que leur principale richesse se trouve constituée par la confiance et la sûreté, comme c'est le cas pour la Banque de Hollande (1). Dans ces éventualités, il y a lieu d'employer les deux autres méthodes indiquées plus haut. [...].

Tout ce que j'ai exposé jusqu'ici est contraire à l'opinion courante [...].

Personnellement, je crains tellement que l'on modifie les monnaies sans nécessité, que, je n'aurais pas écrit la vérité, ou je n'aurais pas écrit du tout, si je n'avais pas eu une connaissance parfaite de l'époque et du Prince sous lequel j'ai eu le bonheur de vivre. Je suis sûr qu'il ne modifiera jamais la monnaie, à moins qu'il n'y ait une extrême nécessité (2) de le faire et je dirai même, seulement dans un cas désespéré; et je suis persuadé que, de son vivant, nous n'arriverons jamais à ce stade, car sa fortune est grande et bien méritée.

#### CHAPITRE IV

Des évènements français de 1718 provoqués par une nouvelle frappe de la monnaie avec rehaussement de la valeur (p. 215 à 222)

[L'auteur expose, dans ce chapitre, les discussions et les incidents qui se produisirent en France, lorsque le Régent, Philippe d'Orléans, après avoir constaté que le pays souffrait du préjudice que lui avait causé la dernière guerre, décida de dévaluer la monnaie. Le Régent fut pris à parti et l'auteur conclut qu'il y eut là

<sup>(1)</sup> En réalité : « Banque d'Amsterdam ».

<sup>(2)</sup> Galiani ne se flatte pas de remonter le courant hostile aux altérations monétaires, mais il reste convaincu que cette hostilité a un caractère trop absolu et mal fondé en raison. On pourrait donc, à certains égards, voir en lui un précurseur de la monnaie dirigée, — au moins dans un certain sens du mot. (Gonnard).

une grande leçon touchant l'injustice des jugements humains. Il constate que Louis XIV obtint le titre de « Grand », qui lui était certainement dû, mais que Philippe d'Orléans trouva la France moribonde et la laissa saine ; cependant, il est décédé en laissant un souvenir abominable. Galiani termine son chapitre par cette phrase]: Toutefois, cela n'est pas étrange, car j'ai toujours vu les hommes maudire les chirurgiens et jamais les petites amies, s'il m'est permis de mêler à tant de questions sérieuses une expression amusante.

### LIVRE IV

### DU COURS DE LA MONNAIE

#### CHAPITRE I

I

#### La circulation de la monnaie (p. 227 à 238)

[Après avoir défini ce que l'on doit entendre par « circulation de la monnaie », en indiquant que cette expression signifie passage de la monnaie d'une main à une autre en contre-partie d'un travail, de telle manière qu'elle procure à celui qui donne l'argent, l'acquisition ou la consommation d'un bien, l'auteur précise que, si ce transfert a lieu dans d'autres conditions, il y a un virement inutile dont il n'entend pas traiter. Ainsi, si le Prince décidait que, tous les matins, une somme de mille ducats serait transportée de la maison d'un de ses sujets à celle d'un autre, ce mouvement d'argent ne profiterait, ni à l'Etat, ni aux citoyens. Il s'ensuit que la circulation de la monnaie est une conséquence, et non une cause de richesse (1) ; il faut qu'il y ait, au préalable, des marchandises utiles, qui puissent être négociées. Galiani recherche ensuite une méthode pour procéder à une estimation de la quantité de monnaie qui est nécessaire dans un pays donné. Il analyse les calculs proposés par Locke qui, dans son livre sur la réduction du taux de l'intérêt, s'était efforcé de procéder à une estimation, après avoir divisé la population anglaise en quatre catégories : les travailleurs manuels, les fermiers et les maîtres artisans, les marchands, et les consommateurs. Locke procédait ensuite à une estimation des besoins d'argent qui pouvaient, en moyenne, être reconnus à chacune de ces catégories, mais ces estimations étaient assez vagues. Galiani s'efforce de perfectionner la méthode et il expose dans ce chapitre que la quantité de monnaie en circulation dans le Royaume de Naples peut être estimée à 18 millions de ducats et qu'elle doit être considérée comme suffisante, pour faire circuler 144 millions de marchandises par an.

الأمار فالمعامل والمراجعين

<sup>(1)</sup> Dans ce passage, l'auteur prend nettement parti contre les mercantilistes : la monnaie ne sert qu'à la circulation, les véritables richesses sont les marchandises et l'homme, dit-il formellement, ici comme ailleurs.

Pour tout ce qui est de la circulation de la monnaie et de sa vitesse, Cantillon est très supérieur à Galiani.

Toutefois, après avoir affirmé qu'il serait très nuisible de l'augmenter, comme certains contemporains le conseillaient, il souhaite un accroissement de sa vitesse de circulation et une meilleure distribution, afin d'éviter certains inconvénients qui pourraient être la conséquence d'une circulation devenue insuffisante. Il pense, en effet, que celle-ci ruinerait l'agriculture et les arts, diminuerait l'activité des marchés, augmenterait la pratique de l'usure, qui engendrerait des troubles graves dans le pays. L'auteur propose des remèdes et, notamment, le fractionnement des paiements, car il estime que de petits versements peuvent être effectués souvent, sans entraîner une gêne chez le débiteur ; il préconise le développement des foires et marchés, l'usage des contrats et des paiements en marchandises, un aménagement opportun du paiement des impôts, des décisions de justice équitables et rapides, des lois claires. Il souligne ici le préjudice causé par des procédures compliquées et onéreuses1.

II

#### Digression sur le luxe en général (p. 239 à 242)

[Galiani analyse les reproches que l'opinion publique adresse au luxe, mais il constate que ce dernier est le fils de la paix, d'un bon gouvernement et de la perfection des arts utiles à la société; il est donc le frère du bonheur. Il est bien vrai cependant que le luxe est le signe précurseur de la décadence d'un pays, mais, en celà, il correspond au jaunissement des épis à l'approche de leur déssèchement. L'auteur conclut en affirmant qu'il peut y avoir des avantages et des inconvénients au luxe (1), mais il n'approfondit pas ce sujet qui sortirait du cadre de son ouvrage].

#### CHAPITRE II

# De l'augmentation de la quantité de la monnaie (p. 243 à 253)

[Galiani pense que les auteurs qui préconisent une augmentation de la quantité de la monnaie raisonnent comme des médecins qui s'opposeraient à la saignée, estimant que, — le sang étant la nourriture la plus pure pour l'organisme humain —, il ne faut,

<sup>(1)</sup> Cf. Dial., IV, p. 49.

en aucun cas, le gaspiller par la saignée. De même, Galiani critique les auteurs qui estiment qu'il faut toujours augmenter la quantité de monnaie, acheter à l'étranger le plus possible d'or et d'argent, et maintenir la frappe en activité, en exploitant les gisements miniers nationaux, et en conquérant même ceux des autres. L'auteur affirme que cette augmentation de la monnaie est inutile, qu'il est dangereux d'acheter de trop grandes quantités de métaux précieux, que l'excès de la monnaie diminue le chiffre de la population (1) et qu'il faut s'abstenir de vouloir exploiter, à tout prix, les gisements miniers (2), ou de conquérir ceux des autres. Il démontre que la frappe de la monnaie ne produit pas nécessairement l'abondance de celle-ci, car la monnaie ne reste pas là où elle a été frappée; en outre, les guerres appauvrissent les pays, et il conclut en affirmant que les nations qui, comme la France, l'Espagne et l'Italie, occupent des territoires étendus et fertiles, n'ont pas besoin d'une monnaie abondante pour vivre heureux. Par contre, la Suisse et la Hollande, comme les Républiques de Gênes et de Venise, ne disposant que de territoires très limités sont devenues les marchands du Monde entier et, à juste titre, elles se sont efforcées d'augmenter leurs quantités de monnaie, car sa possession correspond pour elles presque à une conquête de territoires nouveaux.

Il termine en conseillant d'interdire, sur le territoire national, la circulation des pièces d'argent étrangères, mais non celles d'or (3), qui seront acceptées, en raison de leur poids].

#### CHAPITRE III

T

#### De l'interdiction d'exporter de la monnaie (p. 255 à 260)

[Dans presque tous les pays, l'exportation de la monnaie est interdite. De tous les mauvais conseils qui ont été prodigués au Prince, aucun n'a été plus applaudi et universellement approu-

<sup>(1)</sup> L'importance que l'auteur attache à la population était un point de vue partagé par les mercantilistes.

<sup>(2)</sup> C'est un point de vue physiocratique. On voit le caractère essentiellement éclectique et personnel des idées de Galiani, ici, comme dans les Dialogues. Un peu plus haut (L. III, ch. III, § IV), il se montrait partisan d'un excédent d'importation, ce qui était en contradiction avec ce qu'il dit ici.

<sup>(3)</sup> A plusieurs reprises, Galiani se montre favorable à la liberté en faveur de l'or.

vé que celui d'interdire l'exportation de la monnaie sous menace de graves sanctions, et cependant cette interdiction est inutile parce qu'elle n'est pas observée ; Galiani affirme qu'il est impossible d'empêcher la violation de cette loi. L'homme est intimement convaincu qu'il peut disposer de manière absolue des choses qui lui appartiennent : toute loi qui voudrait le dépouiller de ce pouvoir, sera toujours méconnue. Il est facile d'éluder une interdiction d'exportation, grâce à l'emploi de lettres de change, plutôt que par le transport du métal en contrebande, qui est cependant assez facile. Galiani ajoute qu'il est dangereux et nuisible d'interdire l'exportation, lorsque celle-ci est nécessaire ; la sortie de la monnaie est un effet des calamités, et non pas une de leurs causes, elle est même un remède aux malheurs. La sortie d'argent peut être une cause d'appauvrissement, s'il s'agit d'un don fait avec prodigalité, mais, lorsqu'il est échangé contre des marchandises, cette sortie est la conséquence d'une calamité. Lorsqu'un pays n'est pas affligé par des malheurs, il possède toujours une abondance de marchandises ; la vente de celles-ci donne naissance à des créances et à des offres de lettres de change, avec lesquelles on achète les marchandises étrangères, sans avoir besoin d'argent comptant. Les calamités consistent essentiellement en l'insuffisance des récoltes ; il est donc normal que l'or qui a été acheté, grâce à des marchandises superflues, soit revendu lorsque les marchandises nécessaires font défaut].

TT

# De l'achat d'immeubles, soumis à l'autorité d'un autre Prince (p. 261 à 264)

[L'argent peut sortir aussi des pays qui sont en pleine prospérité; celà arrive surtout dans les républiques, plutôt que dans les monarchies. Galiani estime que les républiques sont plus aptes à acquérir des richesses mobilières et à faire du commerce que des conquêtes, parce que les manufactures et les Compagnies de commerce exigent, pour leur création, une grande quiétude, et de longue durée. Il pense que cette situation est limitée dans les monarchies par la durée de la vie du Prince, une grande incertitude existant quant au caractère et aux mœurs de son successeur. Lorsque les citoyens sont devenus très riches, ils recherchent, pour leurs fonds, des emplois stables et, si leur pays ne peut les leur offrir, ils se tournent vers les pays voisins. Une telle exportation de monnaie ne diminue pas le commerce, car le fait de conserver de l'argent inutile ne profiterait pas à la

république. Cependant, si de nombreuses familles illustres s'établissent à l'étranger, la république finira par perdre une partie de sa liberté. Malgré celà, il n'y a pas lieu d'édicter une interdiction, car, conclut Galiani]: Une liberté obstinée, protégée par des mœurs cruelles, ainsi qu'il était d'usage chez les Anciens, me paraît pire que la servitude.

#### CHAPITRE IV

# De la forme des monnaies qui ont cours dans le commerce (p. 265 à 284)

[Galiani étudie, dans ce chapitre, les principales modalités de représentation de la monnaie. Après une allusion aux monnaies, assez particulières, qui avaient été frappées dans le passé par les Commandants des villes assiégées, il fait état d'un rapport présenté par une délégation française sur la monnaie de papier, utilisée en Amérique. Il constate que cette monnaie de papier avait été instituée dans la colonie peuplée par les Quakers et que cette colonie était entourée de tribus sauvages qui ne pouvaient fabriquer de fausse monnaie. L'auteur constate ensuite que l'emploi d'une monnaie de papier, non seulement par l'autorité publique, mais également par les particuliers, a donné naissance aux banques. Celles-ci furent créées, lorsque les hommes comprirent que les trois métaux monétaires ne suffisaient pas pour les grandes transactions commerciales. Les premières banques étaient privées, on y déposait de l'argent et elles délivraient des lettres de crédit. Les Italiens ont été les premiers à créer des banques, et c'est pourquoi dans les principales villes d'Europe, à Londres, à Faris, à Amsterdam existe une rue des Lombards, parce qu'on nommait ainsi les marchands vénitiens, gênois ou florentins, qui y avaient établi leur commerce, fondé sur le dépôt de l'argent. Il faut attendre l'année 1716 pour constater, en France, l'ouverture d'une banque générale par Jean Law, dont l'existence a été tumultueuse. Cette banque a été supprimée à la suite des désastres financiers qu'elle a provoqués.

Après avoir exposé le mécanisme de cette banque et sa ruine, Galiani fait allusion à d'autres variétés de papier monnaie, provenant des dettes contractées par le Prince. Il conteste ensuite une opinion émise par Montesquieu, dans L'Esprit des Lois, et d'après laquelle il n'est pas possible de créer des banques dans les royaumes qui possèdent un commerce de luxe, comme c'était le cas pour la France, l'Espagne et d'autres monarchies. Galiani,

après avoir observé que les banques ont su vaincre les difficultés, propose certaines améliorations dans leur fonctionnement, afin d'en étendre l'activité (1)].

<sup>(1)</sup> La question du papier monnaie et des banques ne semble pas avoir été traitée par Galiani avec l'ampleur et la profondeur auxquelles on aurait pu s'attendre, après certains chapitres de son *Traité*, après, surtout, les progrès réalisés, dès cette époque, par l'institution du crédit. (Dessein).

#### LIVRE V

## DU FRUIT DE LA MONNAIE

#### CHAPITRE I

#### De l'intérêt et de l'usure (p. 289 à 296)

[Galiani démontre que le change et l'intérêt ne sont pas un surplus, mais qu'ils sont un moyen pour parvenir à l'égalité dans les échanges. Il expose que la science, poussée par la frayeur des hommes à l'égard de la fortune et du hasard, découvrit que rien n'était moins fortuit que le hasard, que les vicissitudes de celui-ci avaient un ordre constant et une raison bien réglée et qu'il était possible de trouver une proportion entre la certitude actuelle et l'incertitude future] :

On a ainsi reconnu que la valeur intrinsèque pouvait se modifier suivant le degré de probabilité que l'on avait de pouvoir, ou de ne pas pouvoir, jouir de quelque chose. On reconnut que cent ducats placés hors de portée de la main, deviennent quatrevingt dix ducats présents, lorsqu'ils ont quatre-vingt dix pour cent de probabilité de n'être pas perdus et dix pour cent de l'être ; il faut donc les estimer à quatre-vingt dix dans tous les contrats (1).

C'est ainsi que naquirent le change et l'intérêt ; le premier consiste dans l'égalisation entre l'argent présent et l'argent éloigné, grâce à un surplus apparent, qui s'ajoute parfois à l'argent présent et parfois à l'argent lointain, afin de rendre égale la valeur intrinsèque de l'un et de l'autre, diminuée par la moindre commodité et par le danger accru (2). L'intérêt constitue quelque chose

<sup>(1)</sup> Pantaleoni (Pr. di Economia pura) et Arias citent cette phrase, pour affirmer que la théorie de v. Böhm-Bawerk, touchant la dépréciation du futur, est exposée par Galiani. Ce n'est pas du tout mon avis, parce que Böhm ne se fonde guère sur une considération objective, la probabilité statistique de la perte, pour établir ses vues. Ensuite, et contrairement, à ce que nous voyons pour la théorie de la valeur, Galiani ne développe pas celle-ci. Disons cependant. qu'il y a un lointain rapport entre les deux façons de voir. Dessein, bien plus justement, dit : « L'intérêt pourrait se définir, en quelque sorte, le prix de l'assurance. Galiani fait reposer sa doctrine uniquement sur l'argument du risque couru ». Il est clair que telle n'est pas la façon de voir adoptée par Böhm. Gonnard observe, et très bien, que Böhm-Bawerk ajouterait aux considérations de Galiani : « le seul fait, même abstraction faite du risque, que la somme considérée à une époque ultérieure est à venir ». C'est pourquoi nous repoussons les vues de Pantaleoni et d'Arias.

<sup>(2)</sup> Voir Einaudi, Saggi, p. 287 à 289.

de semblable pour ce qui est de l'argent présent et de celui éloigné dans le temps, car le temps agit ici de la même manière que le lieu ; et le fondement de ce contrat comme l'autre est l'égalité de la valeur intrinsèque (1). C'eci est si vrai que, parfois, dans le change, l'argent présent vaut moins que celui qui est éloigné et on dit alors que le change est en dessous du pair ; les papiers qui représentent l'argent et qui ne sont autre chose que de l'argent futur, ont souvent plus de valeur que l'argent comptant et ce surplus est appelé « agio ». Il était donc erroné d'appeler gain ce qui ne fait que remplacer ce qui manque, pour atteindre l'égalité ; où celle-ci existe, il n'y a pas de lucre, et, où le prix intrinsèque est diminué par le risque et par l'incommodité, on ne peut dire qu'il y ait gain, si on le compense.

[L'auteur appuie ses opinions sur les principes établis par le Pape Benoit XIV, dans sa bulle « Vix pervenit », où sont énoncés quatre principes : à savoir, que le prêt d'argent avec intérêts implique la restitution de l'équivalent de ce qui a été donné, alors que l'usure comporte un profit qui dépasse cette limite ; en deuxième lieu, la bulle condamne tout profit, grand ou petit, qui serait contraire au principe d'égalité qui doit exister dans les contrats entre les hommes ; elle affirme, en troisième lieu, que le prêt d'argent avec intérêts ne comporte pas nécessairement un profit quand il est en rapport avec les probabilités de perte ; enfin, la bulle déclare que, dans toutes ces opérations de prêts, on ne doit pas nécessairement prétendre à un surplus, par rapport à l'égalité du poids du métal.

L'auteur conclut en indiquant qu'il faut s'efforcer de rendre aussi léger que possible le taux de l'intérêt, mais qu'il est difficile de fixer, par une loi, l'intérêt de l'argent, car la probabilité de perte dépend de circonstances très nombreuses. Il s'en remet à l'exposé fait par Locke sur cette question (2)].

<sup>(1)</sup> Turgot (Mémoire sur les prêts d'argent, § XXIII) s'inspirant peutêtre de Galiani, usera d'un semblable argument pour légitimer l'intérêt ; « La différence des temps, comme celle des lieux, met une différence réelle dans la valeur de l'argent ».

Quelques remarques sur le change, figurent aux Dialogues, (IV, p. 51).

<sup>(2)</sup> On sait que ce dernier est favorable, contrairement aux mercantilistes au sujet de la liberté. Sur ce point, Locke, Galiani, Hume et Turgot, se montrent plus libéraux qu'Adam Smith, qui use (L. II, ch. IV), d'une argumentation peu convaincante.

#### CHAPITRES II. III et IV

### Des dettes publiques, du change et de l'agio (p. 297 à 307)

[L'auteur termine ce Livre par trois chapitres, très brefs, dans lesquels il traite rapidement des dettes de l'Etat et de leur utilité. Il ajoute, toutefois, que les inconvénients de ces dettes égalent leurs avantages, notamment, lorsque l'Etat les contracte après une longue et dure guerre. Dans ce cas, les sommes nécessaires sont, souvent et pour la plus grande partie avancées, par les pays étrangers, ce qui entraîne des inconvénients qui n'ont pas besoin d'être démontrés.

Galiani aborde, ensuite la vieille question concernant la monnaie, en laquelle les dettes doivent être payées, mais il en abandonne la solution aux juristes, en rappelant que le rehaussement de la monnaie est une violence imposée à la nature et rendue nécessaire par la situation calamiteuse d'un pays.

L'auteur traite enfin rapidement du change et de l'agio et il conclut en conseillant au Prince de surveiller les modifications du change car elles sont souvent le signe de graves accidents. Pour cela, il est utile d'observer toujours la totalité des changes du Royaume et de rechercher s'il ne se produit pas des entrées et des sorties d'argent qui passeraient par diverses voies peu apparentes.

[L'ouvrage s'achève par une demi-page de Conclusions, (p. 309) d'un caractère purement littéraire].